



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 11 du 1^{er} avril 2008

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- * sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr
- * aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 2 avril 2008

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES	148
PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE.....	148
SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES	148
Décision de délégation de signature du 4 décembre 2007 à Monsieur Hugues PARANT, préfet de Meurthe et Moselle, dans le cadre de la mise en œuvre du programme Objectif 2 Lorraine 2000-2006	148
Décision de délégation de signature du 4 décembre 2007 à Monsieur Hugues PARANT, préfet de Meurthe et Moselle, dans le cadre de la mise en œuvre du programme Objectif Compétitivité Régionale et Emploi Lorraine 2007-2013 FEDER	148
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	149
CABINET DU PREFET	149
Bureau des affaires politiques	149
Extrait de l'arrêté du 18 décembre 2007 accordant la médaille d'honneur régionale, départementale et communale à l'occasion de la promotion du 1 ^{er} janvier 2008	149
Extrait de l'arrêté du 20 décembre 2007 accordant la médaille d'honneur agricole à l'occasion de la promotion du 1 ^{er} janvier 2008	161
Extrait de l'arrêté du 17 mars 2008 attribuant une récompense pour acte de courage et de dévouement à M. Agostinho LEAL	162
Extrait de l'arrêté du 17 mars 2008 attribuant une récompense pour acte de courage et de dévouement à M. Thierry WOILLET	162
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES.....	162
Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement	162
Extrait de l'arrêté interpréfectoral n° 450/2008 du 7 mars 2008 portant modification des périodes d'exécution des travaux de la phase chantier concernant la réalisation d'une piste multi-activités le long de la Plaine	162
Extrait de l'arrêté du 26 mars 2008 autorisant les agents et mandataires de la direction interdépartementale des routes Est à pénétrer dans les propriétés publiques ou privées pour procéder à des travaux conséquents à la mise à deux fois deux voies de la RN59 entre St-Clément et Azerailles sur le territoire de la commune de Chenevières	163
Bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique	163
Extrait de l'arrêté du 19 mars 2008 portant création des commissions territoriales pour le droit au logement	163
Extrait de l'arrêté du 19 mars 2008 portant nomination au comité responsable du plan départemental pour le logement des personnes défavorisées	164
Extrait de l'arrêté du 19 mars 2008 portant sur l'élaboration du 5ème plan départemental pour le logement des personnes défavorisées	164
Bureau du management stratégique des services de l'État et des affaires financières	164
Arrêté n° 08.BMSSE.12 du 31 mars 2008 accordant délégation de signature à Madame Véronique PHELPS, directrice de la réglementation et des libertés publiques	164
Arrêté n° 08. BMSSE.13 du 31 mars 2008 accordant délégation de signature à Monsieur Jacques RANCHERE, sous-préfet, directeur de cabinet	165
Arrêté n° 08.BMSSE.14 du 31 mars 2008 accordant délégation de signature à Monsieur Claude ROQUE, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle par intérim	166
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES	167
Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité	167
Extrait de l'arrêté interpréfectoral (Meurthe-et-Moselle, Moselle, Meuse) du 20 mars 2008 autorisant le retrait de la commune de Parfondrupt (Meuse) du syndicat intercommunal à vocation unique du Chenil du Joli Bois	167
SOUS-PREFECTURE DE BRIEY	167
Extrait de l'arrêté du 17 mars 2008 portant mandatement d'office au profit de l'entreprise EDF-GDF Distribution Lorraine Trois Frontières	167
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	167
AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE.....	167
Extrait de la délibération n° 10/2008 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 26 février 2008 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997	167
Service actions et établissements de santé	167
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/165 du 22 octobre 2007 fixant les recettes d'activité du mois d'août 2007 à verser par l'assurance maladie à l'établissement Maternité Régionale - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 000 015	167
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/166 du 22 octobre 2007 fixant les recettes d'activité du mois d'août 2007 à verser par l'assurance maladie à l'établissement Centre Hospitalier de Toul - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 000 023	167
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/167 du 22 octobre 2007 fixant les recettes d'activité du mois d'août 2007 à verser par l'assurance maladie à l'établissement Centre Hospitalier de Lunéville - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 000 155	168
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/168 du 22 octobre 2007 fixant les recettes d'activité du mois d'août 2007 à verser par l'assurance maladie à l'établissement Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 000 296	168
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/169 du 22 octobre 2007 fixant les recettes d'activité du mois d'août 2007 à verser par l'assurance maladie à l'établissement Maison Hospitalière Saint-Charles - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 000 395	168
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/170 du 22 octobre 2007 fixant les recettes d'activité du mois d'août 2007 à verser par l'assurance maladie à l'établissement Centre Jacques PARISOT – Bainville - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 000 668	168
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/171 du 22 octobre 2007 fixant les recettes d'activité du mois d'août 2007 à verser par l'assurance maladie à l'établissement Centre Hospitalier de Briey - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 001 070	168
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/172 du 22 octobre 2007 fixant les recettes d'activité du mois d'août 2007 à verser par l'assurance maladie à l'établissement AH du Bassin de Longwy - N° FINESS Entité juridique : 540 000 866 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 001 096	168
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/173 du 22 octobre 2007 fixant les recettes d'activité du mois d'août 2007 à verser par l'assurance maladie à l'établissement Association Hospitalière de Joëuf - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 001 104	169
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/174 du 22 octobre 2007 fixant les recettes d'activité du mois d'août 2007 à verser par l'assurance maladie à l'établissement Centre Hospitalier Universitaire de Nancy - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 001 138	169
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/175 du 22 octobre 2007 fixant les recettes d'activité du mois d'août 2007 à verser par l'assurance maladie à l'établissement CRLC Alexis Vautrin - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 001 286	169
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/176 du 22 octobre 2007 fixant les recettes d'activité du mois d'août 2007 à verser par l'assurance maladie à l'établissement Maison Hospitalière de Baccarat - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 000 072	169
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/177 du 22 octobre 2007 fixant les recettes d'activité du mois d'août 2007 à verser par l'assurance maladie à l'établissement SINCAL - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 000 163	169
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/178 du 15 novembre 2007 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Hospitalier de Briey à compter du 1 ^{er} novembre 2007 - N° FINESS Établissement : 540 001 070 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767	169
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/179 du 23 novembre 2007 fixant les recettes d'activité du mois de septembre 2007 à verser par l'assurance maladie à l'établissement Maternité Régionale	170
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/180 du 23 novembre 2007 fixant les recettes d'activité du mois de septembre 2007 à verser par l'assurance maladie à l'établissement Centre Hospitalier de Toul	170
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/181 du 23 novembre 2007 fixant les recettes d'activité du mois de septembre 2007 à verser par l'assurance maladie au Centre Hospitalier de Lunéville	170
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/182 du 23 novembre 2007 fixant les recettes d'activité du mois de septembre 2007 à verser par l'assurance maladie à l'établissement Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson	170
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/183 du 23 novembre 2007 fixant les recettes d'activité du mois de septembre 2007 à verser par l'assurance maladie à l'établissement Maison Hospitalière Saint-Charles	170
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/184 du 23 novembre 2007 fixant les recettes d'activité du mois de septembre 2007 à verser par l'assurance maladie au Centre Jacques PARISOT - Bainville	170

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/185 du 23 novembre 2007 fixant les recettes d'activité du mois de septembre 2007 à verser par l'assurance maladie à l'établissement Centre Hospitalier de Briey.....	170
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/186 du 23 novembre 2007 fixant les recettes d'activité du mois de septembre 2007 à verser par l'assurance maladie à l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy.....	171
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/187 du 23 novembre 2007 fixant les recettes d'activité du mois de septembre 2007 à verser par l'assurance maladie à l'établissement Association Hospitalière de Joëuf.....	171
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/188 du 23 novembre 2007 fixant les recettes d'activité du mois de septembre 2007 à verser par l'assurance maladie à l'établissement Centre Hospitalier Universitaire de Nancy.....	171
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/189 du 23 novembre 2007 fixant les recettes d'activité du mois de septembre 2007 à verser par l'assurance maladie au Centre de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin.....	171
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/190 du 23 novembre 2007 fixant les recettes d'activité du mois de septembre 2007 à verser par l'assurance maladie à l'établissement Maison Hospitalière de Baccarat.....	171
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/191 du 23 novembre 2007 fixant les recettes d'activité du mois de septembre 2007 à verser par l'assurance maladie au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL).....	171
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/192 du 23 novembre 2007 modifiant l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/178 du 15 novembre 2007 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Hospitalier de Briey à compter du 24 octobre 2007 - N° FINESS : Établissement : 540 001 070 - N° FINESS : Entité juridique : 540 000 767.....	172
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/194 du 10 décembre 2007 modifiant l'arrêté N° 07/105 du 18 juillet 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maternité Régionale pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 000 015.....	172
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/195 du 10 décembre 2007 modifiant l'arrêté N° 07/106 du 18 juillet 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Toul pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 000 023.....	172
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/197 du 10 décembre 2007 modifiant l'arrêté N° 07/108 du 18 juillet 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Lunéville pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 000 155.....	172
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/198 du 10 décembre 2007 modifiant l'arrêté N° 07/109 du 18 juillet 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 000 296.....	173
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/199 du 10 décembre 2007 modifiant l'arrêté N° 07/110 du 18 juillet 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maison Hospitalière Saint-Charles à Nancy pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 000 395.....	173
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/200 du 10 décembre 2007 modifiant l'arrêté N° 07/111 du 18 juillet 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Briey pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 001 070.....	173
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/201 du 10 décembre 2007 modifiant l'arrêté N° 07/112 du 18 juillet 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 866 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 001 096.....	173
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/203 du 10 décembre 2007 modifiant l'arrêté N° 07/114 du 18 juillet 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Alexis VAUTRIN à Vandoeuvre pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 001 286.....	173
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/204 du 10 décembre 2007 modifiant l'arrêté N° 07/115 du 18 juillet 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 001 138.....	174
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/205 du 10 décembre 2007 modifiant l'arrêté N° 07/116 du 18 juillet 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (S.I.N.C.A.L.) pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 000 163.....	174
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/206 du 10 décembre 2007 modifiant l'arrêté N° 07/95 du 18 juillet 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Psychothérapique de Nancy-Laxou pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 056 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 014 073.....	174
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/207 du 10 décembre 2007 modifiant l'arrêté N° 07/96 du 18 juillet 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 114 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 000 312.....	174
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/208 du 10 décembre 2007 modifiant l'arrêté N° 07/97 du 18 juillet 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre de Moyen Séjour de Faux pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 262 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 000 544.....	175
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/209 du 10 décembre 2007 modifiant l'arrêté N° 07/98 du 18 juillet 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maison de Repos et de Convalescence de Flavigny pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 000 585.....	175
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/210 du 10 décembre 2007 modifiant l'arrêté N° 07/99 du 18 juillet 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Jacques Parisot de Bainville sur Madon pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 000 668.....	175
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/211 du 10 décembre 2007 modifiant l'arrêté N° 07/100 du 18 juillet 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Association Hospitalière Saint-Eloi de Neuves-Maisons pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 437 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 000 858.....	175
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/212 du 10 décembre 2007 modifiant l'arrêté N° 07/102 du 18 juillet 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Hôpital Local Intercommunal de Pompey pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 399 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 000 270.....	175
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/213 du 10 décembre 2007 modifiant l'arrêté N° 07/103 du 18 juillet 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Institut Régional de Réadaptation pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 540 019 726 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 009 701.....	175
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/214 du 10 décembre 2007 modifiant l'arrêté N° 07/104 du 18 juillet 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Hôpital Local Intercommunal 3 H SANTE pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 540 019 007 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 000 148.....	176
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/215 du 24 décembre 2007 modifiant l'arrêté N° 07/194 du 10 décembre 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maternité Régionale pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 000 015.....	176
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/216 du 24 décembre 2007 modifiant l'arrêté N° 07/197 du 10 décembre 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Lunéville pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 000 155.....	176
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/217 du 24 décembre 2007 modifiant l'arrêté N° 07/198 du 10 décembre 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 000 296.....	176
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/218 du 24 décembre 2007 modifiant l'arrêté N° 07/199 du 10 décembre 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maison Hospitalière Saint-Charles à Nancy pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 000 395.....	176
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/219 du 24 décembre 2007 modifiant l'arrêté N° 07/200 du 10 décembre 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Briey pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 001 070.....	177

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/220 du 24 décembre 2007 modifiant l'arrêté N° 07/201 du 10 décembre 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 866 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 001 096	177
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/221 du 24 décembre 2007 modifiant l'arrêté N° 07/130 du 25 juillet 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Association Hospitalière de Jœuf pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 001 104	177
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/222 du 24 décembre 2007 modifiant l'arrêté N° 07/203 du 10 décembre 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Alexis VAUTRIN à Vandoeuvre pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 001 286	177
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/223 du 24 décembre 2007 modifiant l'arrêté N° 07/204 du 10 décembre 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 001 138	178
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/224 du 24 décembre 2007 modifiant l'arrêté N° 07/205 du 10 décembre 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (S.I.N.C.A.L.) pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 000 163	178
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 225/2007 du 24 décembre 2007 modifiant l'arrêté ARH – DDASS 54 n° 39/2007 du 3 avril 2007 la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée de l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy (AHBL) pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 54 000 4488	178
Extrait de l'arrêté n° 19 du 11 mars 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de Lunéville	178
Extrait de l'arrêté n° 24 du 11 mars 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Psychothérapique de Nancy-Laxou	179
Extrait de l'arrêté n° 25 du 11 mars 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port	179
DIRECTION REGIONALE DE LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE DE LORRAINE-CHAMPAGNE-ARDENNE	180
Arrêté du 19 mars 2008 portant délégation de signature au directeur départemental de la protection judiciaire de la jeunesse de la Meurthe-et-Moselle	180
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES EST	180
Division d'exploitation de Metz	180
Extrait de l'arrêté 2008-DIR-Est-M-54-012 en date du 20 mars 2008 portant réglementation de la circulation routière	180
Extrait de l'arrêté 2008-DIR-Est-M-54-014 en date du 28 mars 2008 portant réglementation de la circulation routière	181
Extrait de l'arrêté 2008-DIR-Est-M-54-015 en date du 27 mars 2008 portant réglementation de la circulation routière	181
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES	182
Service actions et établissements de santé	182
Extrait de l'arrêté DDASS/AES n° 181/08 du 27 février 2008 portant modification de l'autorisation de fonctionnement de laboratoires d'analyses de biologie médicale sous forme de société d'exercice libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale « LABORATOIRE AUBERT H. » agréée sous le n° 14 - Autorisation n° 54-50 - Autorisation n° 54-65 - Autorisation n° 54-85	182
Extrait de l'arrêté DDASS/AES n° 263/08 du 17 mars 2008 portant agrément provisoire n° 170 de l'entreprise de transports sanitaires « LEXY AMBULANCES », 22 rue du Jura - 54720 Lexy	182
Extrait de l'arrêté DDASS/AES/271-08 du 20 mars 2008 portant autorisation de transfert d'une officine de pharmacie à Dommartin-lès-Toul	182
Extrait de l'arrêté DDASS/AES/272-08 du 20 mars 2008 portant organisation de la permanence des soins en médecine ambulatoire dans le département	183
Service santé - environnement	183
Extrait de l'arrêté n° 232 du 17 mars 2008 portant agrément d'opérateurs pour des missions de diagnostic et contrôle du risque d'intoxication par le plomb et pour des missions de suivi de travaux réalisés d'office	183
Extrait de l'arrêté n° 233 du 17 mars 2008 portant agrément d'opérateurs pour des missions de diagnostic et contrôle du risque d'intoxication par le plomb	183
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET	184
Service économie agricole et aménagement foncier	184
Extrait de l'arrêté 08/18/DDAF/REMBT du 29 février 2008 portant modification des limites territoriales entre Crépey et Selaincourt	184
Extrait de l'arrêté 08/38/DDAF/REMBT du 27 février 2008 portant sur l'envoi en prise de possession provisoire sur la commune de Barisey-la-Côte	184
Extrait de l'arrêté 08/39/DDAF/REMBT du 27 février 2008 portant sur l'envoi en prise de possession provisoire sur la commune de Lay-Saint-Christophe	184
Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Saizerais - Marbach - Demande d'autorisation d'exploiter n°2519	184
Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Erbéville-sur-Amezule - Sornéville - Demande d'autorisation d'exploiter n°2388	185
Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Sornéville - Demande d'autorisation d'exploiter n°2421	185
Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Repaix - Autrepierre - Demande d'autorisation d'exploiter n°2445	185
Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Neuville-lès-Badonviller - Autrepierre - Demande d'autorisation d'exploiter n°2446	185
Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Autrepierre - Demande d'autorisation d'exploiter n°2444	185
Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Autrepierre - Demande d'autorisation d'exploiter n°2459	185
Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Autrepierre - Demande d'autorisation d'exploiter n°2460	186
Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Autrepierre - Demande d'autorisation d'exploiter n°2463	186
Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Autrepierre - Demande d'autorisation d'exploiter n°2457	186
Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Arracourt - Demande d'autorisation d'exploiter n°2449	186
Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Arracourt - Juvrecourt - Demande d'autorisation d'exploiter n°2427	186
Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Juvrecourt - Demande d'autorisation d'exploiter n°2492	186
Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Pexonne - Neufmaisons - Demande d'autorisation d'exploiter n°2496	187
Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Colmey - Demande d'autorisation d'exploiter n°2423	187
Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Colmey - Demande d'autorisation d'exploiter n°1824	187
Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Maizières-lès-Toul - Demande d'autorisation d'exploiter n°2504	187
Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Aboncourt - Demande d'autorisation d'exploiter n°2498	187
Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Aboncourt - Demande d'autorisation d'exploiter n°2490	188
Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Aboncourt - Demande d'autorisation d'exploiter n°2343	188
Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Norroy-le-Sec - Fléville-Lixières - Lantefontaine - Lubey - Demande d'autorisation d'exploiter n°2435	188
Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Lexy - Demande d'autorisation d'exploiter n°2495	188
Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Domèvre-en-Haye - Demande d'autorisation d'exploiter n°2475	188
Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Euvezin - Bouillonville - Demande d'autorisation d'exploiter n°2489	188
Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Hamonville - Demande d'autorisation d'exploiter n°2488	188
Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Neufmaisons - Demande d'autorisation d'exploiter n°2332	189
Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Autrepierre - Demande d'autorisation d'exploiter n°2509	189
Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Art-sur-Meurthe - Demande d'autorisation d'exploiter n°2499	189
Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Lesmenils - Pont-à-Mousson - Demande d'autorisation d'exploiter n°2497	189
Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Abaucourt - Demande d'autorisation d'exploiter n°2472	189
Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Thezey-Saint-Martin - Demande d'autorisation d'exploiter n°2481	189
Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Bouxières-aux-Chênes - Amance - Demande d'autorisation d'exploiter n°2480	189
Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Halloville - Demande d'autorisation d'exploiter n°2468	189
Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Bathélemont-lès-Bauzemont - Juvrecourt - Demande d'autorisation d'exploiter n°2452	190
Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Arracourt - Athienville - Demande d'autorisation d'exploiter n°2419	190
Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Coyviller - Rosières-aux-Salines - Demande d'autorisation d'exploiter n°2413	190
Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Burthecourt-aux-Chênes - Demande d'autorisation d'exploiter n°2404	190

Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Villey-Saint-Etienne - Velaine-en-Haye - Sexey-les-Bois - Jaillon - Francheville - Fontenoy-sur-Moselle - Aingeray - Avrainville - Demande d'autorisation d'exploiter n°2502	190
Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Giriviller - Demande d'autorisation d'exploiter n°2420	190
Extrait de la décision du 17 mars 2008 portant à 6 mois les délais d'instruction des demandes d'autorisation d'exploitation d'un bien agricole à Villacourt - Saint-Remy-aux-Bois - Borville - Froville - Essegney - Loromontzey - Demande d'autorisation d'exploiter n°2209	191
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES	191
Service santé et protection animales	191
Extrait de l'arrêté n° 08.DDSV.034 du 10 mars 2008 attribuant un mandat sanitaire provisoire au docteur Evi D'HONDT, vétérinaire à Blâmont	191
Extrait de l'arrêté n° 08.DDSV.043 du 27 mars 2008 attribuant un mandat sanitaire provisoire au docteur Bénédicte HARTMAN-MERCENIER, vétérinaire à Dieuze	191
Extrait de l'arrêté n° 08.DDSV.044 du 27 mars 2008 attribuant un mandat sanitaire provisoire au docteur Natalie MOYEN, vétérinaire à Maidières	191
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT	191
Service aménagement, risques et urbanisme	191
Commune de Dommarie-Eulmont - Extrait de l'arrêté n° 08 DE 003 PU du 29 février 2008 - Approbation de la carte communale en application de l'article R. 124-7 du code de l'urbanisme	191
Extrait de l'arrêté de cessibilité n° 05 DE 08 SARU/AJ du 12 mars 2008 - Communauté Urbaine du Grand Nancy - Déviation de Malzéville section rue Pasteur-viaduc Louis Marin, sur les communes de Malzéville et Saint Max	191
Extrait de l'arrêté de déclaration d'utilité publique n° 06 DE 08 SARU/AJ du 18 mars 2008 - Commune de Pont-à-Mousson - Création de la ZAC de l'Embise à vocation d'activités et d'habitat	192
Service de l'habitat	192
Extrait de l'arrêté du 17 mars 2008 portant agrément de l'Association "LE PELICAN" comme gestionnaire de la résidence sociale "77-79 rue des 4 Eglises" à Nancy	192
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE	192
Extrait de l'avenant du 1 ^{er} mars 2008 à l'arrêté portant autorisation de création d'une Maison d'Enfants à Caractère Social M.E.C.S. Adolescents, 4 boulevard Maréchal Lyautey à Villers-lès-Nancy	192
TRESORERIE GENERALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	192
Trésorerie de Bayon-Blainville - En date du 31 janvier 2008 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame KREMER Sylvie, contrôleur du trésor public	192
Trésorerie de Bayon-Blainville - En date du 31 janvier 2008 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Monsieur DAVAL Xavier, agent d'administration	192
Trésorerie de Bayon-Blainville - En date du 31 janvier 2008 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame HARROUE Francine, agent d'administration	193
Trésorerie de Bayon-Blainville - En date du 31 janvier 2008 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame DUVAL Martine, contrôleur du trésor	193
Trésorerie de Colombey-les-Belles - En date du 11 février 2008 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame BARBIER Valérie, AP 2	193
Trésorerie de Colombey-les-Belles - En date du 11 février 2008 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame DATIN Françoise, AP 1	193
AUTRES SERVICES	194
RESEAU FERRE DE FRANCE	194
Extrait de la décision de déclassement du domaine public ferroviaire du 12 mars 2008 de terrains sis à Anderny (54)	194
Extrait de la décision de déclassement du domaine public ferroviaire du 12 mars 2008 d'un terrain sis à Belleville (54)	194
Extrait de la décision de déclassement du domaine public ferroviaire du 12 mars 2008 d'un terrain sis à Joudreville (54)	194
Extrait de la décision de déclassement du domaine public ferroviaire du 12 mars 2008 de terrains sis à Onville (54)	194
AVIS ET COMMUNICATIONS	194
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	194
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT	194
Service aménagement, risques et urbanisme	194
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 5512 du 17 mars 2008 autorisant la société A.I.R. à exécuter des travaux sur la commune de Villers-la-Chèvre	194
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 14357 du 21 mars 2008 autorisant la société A.I.R. à exécuter des travaux sur la commune de Hussigny-Godbrange	194
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 14374 du 25 mars 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune d'Ormes-et-Ville	194
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 15228 du 17 mars 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Vaxainville	194
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 53182 du 18 mars 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Manoncourt-en-Woëvre	194
AUTRES SERVICES	194
MATERNITE REGIONALE "A. PINARD" DE NANCY	194
Avis de recrutement sans concours dans le corps d'adjoint administratif de 2 ^{ème} classe du 19 mars 2008	194
MAISON DE TRAITEMENT DE ROSIERES-AUX-SALINES	195
Modalités du concours sur titres pour le recrutement d'une aide-soignante de classe normale	195
CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN	195
Extrait de la décision d'ouverture d'un concours sur titres du 13 mars 2008 pour le recrutement d'un préparateur en pharmacie	195
Extrait de la décision d'ouverture d'un concours sur titres du 18 mars 2008 pour le recrutement de deux ouvriers professionnels qualifiés option plomberie	195
LISTE DES CIRCULAIRES A L'ENSEMBLE DES MAIRES	
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	
CABINET DU PREFET	
Service interministériel de défense et de protection civile	
Circulaire du 18 mars 2008 relative au nouveau dispositif de vigilance météorologique "pluie-inondations"	
Bureau des affaires politiques	
Circulaire du 14 mars 2008 relative à l'hommage national aux combattants de la première guerre mondiale	
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES	
Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement	
Circulaire du 17 mars 2008 relative à la publicité, aux enseignes ou préenseignes non conformes - Arrêtés de mise en demeure - Montant de l'astreinte administrative pour l'année 2008	
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES	
Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité	
Circulaire du 7 mars 2008 relative à la police des lieux de sépulture : Aménagement des cimetières - Regroupements confessionnels des sépultures	
Bureau des concours financiers et du contrôle budgétaire	
Circulaire du 5 mars 2008 relative à la modification des seuils applicables aux marchés publics et aux contrats de partenariat pour la détermination des procédures et des mesures de publicité	
Circulaire du 12 mars 2008 relative à la dotation de développement rural 2008 - Appel à projets	
Circulaire du 20 mars 2008 relative aux informations fiscales utiles à la préparation des budgets primitifs locaux pour 2008	

Les textes complets de ces circulaires peuvent être consultés auprès des services émetteurs ci-dessus.

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE****Secrétariat général pour les affaires régionales****Décision de délégation de signature du 4 décembre 2007 à Monsieur Hugues PARANT, préfet de Meurthe et Moselle, dans le cadre de la mise en œuvre du programme Objectif 2 Lorraine 2000-2006**

Le préfet de la Région Lorraine
Préfet de la Moselle

Vu le décret n° 92-604 du 01 juillet 1992 portant charte de déconcentration
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets de Région, à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans la Région et aux décisions de l'Etat en matière d'investissements publics

Vu le décret du 21 juin 2007 portant nomination du Préfet de la région Lorraine, préfet de la zone de défense Est, préfet de la Moselle, Monsieur Bernard NIQUET

Vu le décret du 18 juillet 2007 portant nomination du Préfet de Meurthe et Moselle, Monsieur Hugues PARANT

Vu le décret du 14 mars 2007 portant nomination du secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur Jean-Michel MOUGARD

Vu le décret du 2 août du 2007 portant nomination du sous Préfet de Lunéville, Monsieur Philippe SAFFREY

Vu le décret du 10 mars 2005 portant nomination du sous Préfet de Brie, Monsieur Philippe RONSSIN

Vu l'arrêté du 30 novembre 2007 portant nomination de Monsieur Philippe SAFFREY, sous Préfet de Lunéville, sous Préfet de Toul par intérim, à compter du 1^{er} décembre 2007

Vu l'arrêté du 15 mai 2001 portant nomination de Monsieur Francis GIROUX, Directeur du Développement Durable et des Politiques Interministérielles de Préfecture de Meurthe et Moselle

Vu la circulaire du Premier Ministre du 15 juillet 2002 relative à l'amélioration du dispositif de gestion, de suivi et de contrôle des programmes cofinancés par les fonds structurels européens

Vu le courrier de la Préfecture de Meurthe et Moselle du 4 décembre 2007

DECIDE

Art. 1^{er} : Dans le cadre de la mise en œuvre du programme Objectif 2 Lorraine 2000-2006, Monsieur Hugues PARANT, Préfet de Meurthe et Moselle, est habilité pour les actions A-20-2-2 à A-20-2-4, A-20-2-7, A-21-1-6, A-8-1 à A-8-8, A-22-1-1 à A-22-1-9, A11-1, A-22-2-1-2, A-22-3-1 à A-22-3-3 et la mesure C-11-1 ; les actions B1-2, B2-2, et la mesure B-8, et la sous mesure B-9-2 ; les sous-mesures C-11-2, C-11-3 et C-11-4, les actions C3-3, C3-4, C3-6 à C3-8, l'action D4-3 et les mesures D5, D6, D7 et D9 du DOCUP lorsqu'elles ne dépassent pas le cadre départemental à :

- Recevoir les dossiers de demandes de subventions ;
- Délivrer les accusés de réception ;
- Instruire et suivre les dossiers de demandes ;
- Proposer les dossiers complets au comité de programmation ;
- Informer et notifier aux maîtres d'ouvrage les décisions du Préfet de Région et les avis rendus par le comité de programmation ;
- Signer les conventions avec les maîtres d'ouvrage ;
- Réaliser le suivi et la gestion des dossiers ;
- Attester le service fait au moment des demandes de paiement ;
- Procéder au paiement des factures au moyen des crédits qui lui sont délégués (Ministère de l'Intérieur – Programme Technique 0011) ;
- Archiver les dossiers et à les conserver pendant le délai de 10 ans prévu par la réglementation ;
- Signer tout document concernant la mise en œuvre, le suivi, le contrôle et l'évaluation des fonds européens dans la Meurthe et Moselle ;
- Organiser au plan départemental les modalités et les moyens qu'il met en œuvre pour sélectionner, instruire, suivre, contrôler et archiver les dossiers relevant des fonds structurels ;
- Organiser, le cas échéant, au plan départemental, un comité informel de sélection des projets s'il l'estime nécessaire.

Pour l'ensemble des actions relevant de cet article, le lieu unique de dépôt, d'instruction et de suivi des dossiers est la Préfecture de département.

Art. 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Hugues PARANT, l'habilitation qui lui est consentie au titre de l'article 1 sera exercée par Monsieur Jean-Michel MOUGARD, Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Art. 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Hugues PARANT et de Monsieur Jean-Michel MOUGARD, l'habilitation consentie à Monsieur Hugues PARANT au titre de l'article 1 sera exercée par, Monsieur Francis GIROUX, Directeur du Développement Durable et des Politiques Interministérielles de la Préfecture de Meurthe et Moselle à l'exception de :

- Informer et notifier aux maîtres d'ouvrage les décisions du Préfet de Région et les avis rendus par le comité de programmation ;
- Signer les conventions avec les maîtres d'ouvrage ;
- Procéder au paiement des factures au moyen des crédits qui lui sont délégués (Ministère de l'Intérieur – Programme Technique 0011) ;
- Organiser au plan départemental les modalités et les moyens qu'il met en œuvre pour sélectionner, instruire, suivre, contrôler et archiver les dossiers relevant des fonds structurels ;
- Organiser, le cas échéant, au plan départemental, un comité informel de sélection des projets s'il l'estime nécessaire.

Art. 4 : Dans le cadre de la mise en œuvre du programme Objectif 2 Lorraine 2000-2006 et dans la limite territoriale de son arrondissement, Monsieur Philippe SAFFREY, sous Préfet de Lunéville, est habilité pour les actions A-20-

2-2 à A-20-2-4, A-20-2-7, A-21-1-6, A-8-1 à A-8-8, A-22-1-1 à A-22-1-9, A11-1, A-22-2-1-2, A-22-3-1 à A-22-3-3 et la mesure C-11-1 ; les actions B1-2, B2-2, et la mesure B-8, et la sous mesure B-9-2 ; les sous-mesures C-11-2, C-11-3 et C-11-4, les actions C3-3, C3-4, C3-6 à C3-8, l'action D4-3 et les mesures D5, D6, D7 et D9 du DOCUP à :

- Recevoir les dossiers de demandes de subventions ;
- Délivrer les accusés de réception ;
- Instruire et suivre les dossiers de demandes.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe SAFFREY, l'habilitation qui lui est consentie sera exercée par Monsieur André BINSINGER, Secrétaire Général de la sous préfecture de Lunéville.

Art. 5 : Dans le cadre de la mise en œuvre du programme Objectif 2 Lorraine 2000-2006 et dans la limite territoriale de son arrondissement, Monsieur Philippe SAFFREY, sous Préfet de Lunéville, sous Préfet de Toul par intérim est habilité pour les actions A-20-2-2 à A-20-2-4, A-20-2-7, A-21-1-6, A-8-1 à A-8-8, A-22-1-1 à A-22-1-9, A11-1, A-22-2-1-2, A-22-3-1 à A-22-3-3 et la mesure C-11-1 ; les actions B1-2, B2-2, et la mesure B-8, et la sous mesure B-9-2 ; les sous-mesures C-11-2, C-11-3 et C-11-4, les actions C3-3, C3-4, C3-6 à C3-8, l'action D4-3 et les mesures D5, D6, D7 et D9 du DOCUP à :

- Recevoir les dossiers de demandes de subventions ;
- Délivrer les accusés de réception ;
- Instruire et suivre les dossiers de demandes.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe SAFFREY, l'habilitation qui lui est consentie sera exercée par Monsieur Jean-Louis BIOUS, Secrétaire Général de la sous préfecture de Toul.

Art. 6 : Dans le cadre de la mise en œuvre du programme Objectif 2 Lorraine 2000-2006 et dans la limite territoriale de son arrondissement, Monsieur Philippe RONSSIN, sous Préfet de Brie, est habilité pour les actions A-20-2-2 à A-20-2-4, A-20-2-7, A-21-1-6, A-8-1 à A-8-8, A-22-1-1 à A-22-1-9, A11-1, A-22-2-1-2, A-22-3-1 à A-22-3-3 et la mesure C-11-1 ; les actions B1-2, B2-2, et la mesure B-8, et la sous mesure B-9-2 ; les sous-mesures C-11-2, C-11-3 et C-11-4, les actions C3-3, C3-4, C3-6 à C3-8, l'action D4-3 et les mesures D5, D6, D7 et D9 du DOCUP à :

- Recevoir les dossiers de demandes de subventions ;
- Délivrer les accusés de réception ;
- Instruire et suivre les dossiers de demandes.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe RONSSIN, l'habilitation qui lui est consentie sera exercée par Monsieur Jean-Marie CITERLE, Secrétaire Général de la sous préfecture de Brie.

Art. 7 : Monsieur Hugues PARANT, Préfet de la Meurthe-et-Moselle, est chargé de la mise en œuvre de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Région Lorraine et au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 4 décembre 2007

Le préfet de la Région Lorraine,
Bernard NIQUET

Décision de délégation de signature du 4 décembre 2007 à Monsieur Hugues PARANT, préfet de Meurthe et Moselle, dans le cadre de la mise en œuvre du programme Objectif Compétitivité Régionale et Emploi Lorraine 2007-2013 FEDER

Le préfet de la Région Lorraine
Préfet de la Moselle

Vu le décret n° 92-604 du 01 juillet 1992 portant charte de déconcentration
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets de Région, à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans la Région et aux décisions de l'Etat en matière d'investissements publics

Vu le décret du 21 juin 2007 portant nomination du Préfet de la région Lorraine, préfet de la zone de défense Est, préfet de la Moselle, Monsieur Bernard NIQUET

Vu le décret du 18 juillet 2007 portant nomination du Préfet de Meurthe et Moselle, Monsieur Hugues PARANT

Vu le décret du 14 mars 2007 portant nomination du secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur Jean-Michel MOUGARD

Vu le décret du 2 août du 2007 portant nomination du sous Préfet de Lunéville, Monsieur Philippe SAFFREY

Vu le décret du 10 mars 2005 portant nomination du sous Préfet de Brie, Monsieur Philippe RONSSIN

Vu l'arrêté du 30 novembre 2007 portant nomination de Monsieur Philippe SAFFREY, sous Préfet de Lunéville, sous Préfet de Toul par intérim, à compter du 1^{er} décembre 2007

Vu l'arrêté du 15 mai 2001 portant nomination de Monsieur Francis GIROUX, Directeur du Développement Durable et des Politiques Interministérielles de Préfecture de Meurthe et Moselle

Vu la circulaire du Premier Ministre du 13 avril 2007 relative au dispositif de gestion, de suivi et de contrôle des programmes cofinancés par le Fonds européen de développement régional (FEDER), le Fonds social européen (FSE), le Fonds européen pour la pêche (FEP), le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) pour la période 2007-2013

Vu le courrier de la Préfecture de Meurthe et Moselle du 4 décembre 2007

DECIDE

Art. 1^{er} : Dans le cadre de la mise en œuvre du programme Objectif Compétitivité Régionale et Emploi Lorraine 2007-2013 FEDER, Monsieur Hugues PARANT, Préfet de Meurthe et Moselle, est habilité pour la mesure A-5, l'action B-1-3, la mesure B-3, les mesures C-1 et C-2, l'action D-1-1, les mesures E-1, E-2, E-3, E-4 et E-5 du Programme Opérationnel à :

- Recevoir les dossiers de demandes de subventions ;
- Délivrer les accusés de réception ;
- Instruire et suivre les dossiers de demandes ;

- Proposer les dossiers complets au comité de programmation (sous-comité FEDER) ;
- Informer et notifier aux maîtres d'ouvrage les décisions du Préfet de Région et les avis rendus par le comité de programmation (sous – comité FEDER) ;
- Signer les conventions avec les maîtres d'ouvrage ;
- Réaliser le suivi et la gestion des dossiers ;
- Attester le service fait au moment des demandes de paiement ;
- Procéder au paiement des factures au moyen des crédits qui lui sont délégués (Ministère de l'Intérieur – Programme Technique 0011) ;
- Archiver les dossiers et à les conserver pendant le délai de 10 ans prévu par la réglementation ;
- Signer tout document concernant la mise en œuvre, le suivi, le contrôle et l'évaluation des fonds européens en Meurthe-et-Moselle ;
- Organiser au plan départemental les modalités et les moyens qu'il met en œuvre pour sélectionner, instruire, suivre, contrôler et archiver les dossiers relevant des fonds structurels ;
- Organiser, le cas échéant, au plan départemental, un comité informel de sélection des projets s'il l'estime nécessaire.

Pour l'ensemble des actions relevant de cet article, le lieu unique de dépôt, d'instruction et de suivi des dossiers est la Préfecture de département.

Art. 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Hugues PARANT, l'habilitation qui lui est consentie au titre de l'article 1 sera exercée par Monsieur Jean-Michel MOUGARD, Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Art. 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Hugues PARANT et de Monsieur Jean-Michel MOUGARD, l'habilitation consentie à Monsieur Hugues PARANT au titre de l'article 1 sera exercée par, Monsieur Francis GIROUX, Directeur du Développement Durable et des Politiques Interministérielles de la Préfecture de Meurthe et Moselle à l'exception de :

- Informer et notifier aux maîtres d'ouvrage les décisions du Préfet de Région et les avis rendus par le comité de programmation ;
- Signer les conventions avec les maîtres d'ouvrage ;
- Procéder au paiement des factures au moyen des crédits qui lui sont délégués (Ministère de l'Intérieur – Programme Technique 0011) ;
- Organiser au plan départemental les modalités et les moyens qu'il met en œuvre pour sélectionner, instruire, suivre, contrôler et archiver les dossiers relevant des fonds structurels ;
- Organiser, le cas échéant, au plan départemental, un comité informel de sélection des projets s'il l'estime nécessaire.

Art. 4 : Dans le cadre de la mise en œuvre du programme Objectif Compétitivité Régionale et Emploi Lorraine 2007-2013 FEDER, et dans la limite territoriale de son arrondissement, Monsieur Philippe SAFFREY, sous Préfet de Lunéville est habilité pour la mesure A-5, l'action B-1-3, la mesure B-3, les mesures C-1 et C-2, l'action D-1-1, les mesures E-1, E-2, E-3, E-4 et E-5 du Programme Opérationnel à :

- Recevoir les dossiers de demandes de subventions ;
- Délivrer les accusés de réception ;
- Instruire et suivre les dossiers de demandes.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe SAFFREY, l'habilitation qui lui est consentie sera exercée par Monsieur André BINSINGER, Secrétaire Général de la sous préfecture de Lunéville.

Art. 5 : Dans le cadre de la mise en œuvre du programme Objectif Compétitivité Régionale et Emploi Lorraine 2007-2013 FEDER, et dans la limite territoriale de son arrondissement, Monsieur Philippe SAFFREY, sous Préfet de Lunéville, sous Préfet de Toul par intérim, est habilité pour la mesure A-5, l'action B-1-3, la mesure B-3, les mesures C-1 et C-2, l'action D-1-1, les mesures E-1, E-2, E-3, E-4 et E-5 du Programme Opérationnel à :

- Recevoir les dossiers de demandes de subventions ;
- Délivrer les accusés de réception ;
- Instruire et suivre les dossiers de demandes.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe SAFFREY, l'habilitation qui lui est consentie sera exercée par Monsieur Jean-Louis BIOU, Secrétaire Général de la sous préfecture de Toul.

Art. 6 : Dans le cadre de la mise en œuvre du programme Objectif Compétitivité Régionale et Emploi Lorraine 2007-2013 FEDER, et dans la limite territoriale de son arrondissement, Monsieur Philippe RONSSIN, sous Préfet de Briey est habilité pour la mesure A-5, l'action B-1-3, les mesures C-1 et C-2, l'action D-1-1, les mesures E-1, E-2, E-3, E-4 et E-5 du Programme Opérationnel à :

- Recevoir les dossiers de demandes de subventions ;
- Délivrer les accusés de réception ;
- Instruire et suivre les dossiers de demandes.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe RONSSIN, l'habilitation qui lui est consentie sera exercée par Monsieur Jean-Marie CITERLE, Secrétaire Général de la sous préfecture de Briey.

Art. 7 : Monsieur Hugues PARANT, Préfet de la Meurthe-et-Moselle, est chargé de la mise en œuvre de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Région Lorraine et au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 4 décembre 2007

Le préfet de la Région Lorraine,
Bernard NIQUET

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

*Cabinet du préfet
Bureau des affaires politiques*

Extrait de l'arrêté du 18 décembre 2007 accordant la médaille d'honneur régionale, départementale et communale à l'occasion de la promotion du 1^{er} janvier 2008

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Les médailles d'honneur régionale, départementale et communale sont décernées aux titulaires de mandats électifs dont les noms suivent :

Médaille ARGENT

- Monsieur BERTHE DE POMMERY Gaston
Conseiller municipal de VILLE-AU-VAL
demeurant à VILLE-AU-VAL
- Monsieur BESANÇON Michel
Conseiller municipal de DOMÈVRE EN-HAYE
demeurant à TOUL
- Monsieur BOTTARD Gérard
Conseiller municipal de BADONVILLER
demeurant à BADONVILLER
- Monsieur CADIOT Adrien Edgar
Adjoint au maire de BATTIGNY
demeurant à BATTIGNY
- Monsieur CHENAL Pierre
Conseiller municipal de LANEUEVILLE AUX BOIS
demeurant à LANEUEVILLE-AUX-BOIS
- Monsieur CHENOT François
Adjoint au maire de PAGNEY DERRIERE BARINE
demeurant à PAGNEY-DERRIERE-BARINE
- Monsieur COLIN Marc
Maire de AUDUN LE ROMAN
demeurant à AUDUN-LE-ROMAN
- Monsieur COLIN Jean
Maire de ANCERVILLER
demeurant à ANCERVILLER
- Madame CORDONNIER Claude
Ancien conseiller municipal de LAIX
demeurant à LAIX
- Madame DELZOR Anne-Marie née SOMNY
Adjoint au maire de CHAMPEY SUR MOSELLE
demeurant à CHAMPEY-SUR-MOSELLE
- Madame DEVILLIERS Gilberte née LEROUX
Adjoint au maire de SORCY SAINT MARTIN
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- Monsieur DILLON Claude
Adjoint au maire de DOMMARTIN-LES-TOUL
demeurant à DOMMARTIN-LÈS-TOUL
- Monsieur FERRY Lucien
Conseiller municipal de CERVILLE
demeurant à CERVILLE
- Mademoiselle FREGONA Danielle
Maire de LANDRES
demeurant à LANDRES
- Monsieur GUILLIN Pierre
Adjoint au maire de BEUVEILLE
demeurant à BEUVEILLE
- Monsieur JADELOT Christian
Conseiller municipal de EULMONT
demeurant à EULMONT
- Madame JANOVEC Geneviève née CLEMENT
Maire de AUBOUÉ
demeurant à AUBOUÉ
- Monsieur LECLÈRE Daniel
Adjoint au maire de FAVIÈRES
demeurant à FAVIÈRES
- Monsieur MANGIN Marcel
Adjoint au maire de VELLE SUR MOSELLE
demeurant à VELLE-SUR-MOSELLE
- Monsieur MATHIEU Joël
Adjoint au maire de TANCONVILLE
demeurant à TANCONVILLE
- Monsieur MIELLE Pierre
Conseiller municipal de VANDELAINVILLE
demeurant à VANDELAINVILLE
- Madame PAWLOWSKI Jeanine née NISS
Conseiller municipal de VILLE-AU-VAL
demeurant à VILLE-AU-VAL
- Monsieur PECTOR Denis
Conseiller municipal de SPONVILLE
demeurant à SPONVILLE
- Monsieur PERRIN Dominique
Adjoint au maire de LANEUEVILLE AUX BOIS
demeurant à LANEUEVILLE-AUX-BOIS
- Monsieur PIOT Michel
Adjoint au maire de DOMMARTIN-LES-TOUL
demeurant à TOUL
- Monsieur PROTH Patrick
Ancien conseiller municipal de LAIX
demeurant à LAIX
- Monsieur ROUYER Gérard
Ancien adjoint au maire de LAIX
demeurant à LAIX
- Madame ROZOT Jocelyne née SONGEUR
Conseiller municipal de SEICHAMPS
demeurant à SEICHAMPS
- Monsieur SKORUPSKI François
Adjoint au maire de DOMÈVRE EN-HAYE
demeurant à DOMÈVRE-EN-HAYE

- Monsieur THIRY René
Adjoint au maire de AUDUN LE ROMAN
demeurant à AUDUN-LE-ROMAN
- Monsieur VAN DYCK Georges
Adjoint au maire de BATTIGNY
demeurant à BATTIGNY
Médaille VERMEIL
- Monsieur ALBERT Jean
Maire de XERMAMENIL
demeurant à XERMAMENIL
- Monsieur BALLY Alain
Maire de REMENOVILLE
demeurant à REMENOVILLE
- Madame BARTHELEMY Christiane née DOMINIONI
Adjoint au maire de CHALIGNY
demeurant à CHALIGNY
- Monsieur BAUDIER Michel
Conseiller municipal de BRUVILLE
demeurant à BRUVILLE
- Monsieur BAUMGARTEN Daniel
Adjoint au maire de MANONVILLER
demeurant à MANONVILLER
- Monsieur BERNARD Eugène
Maire de MALLELOY
demeurant à MALLELOY
- Monsieur BERTRAND Pierre
Adjoint au maire de LAY SAINT CHRISTOPHE
demeurant à LAY-SAINT-CHRISTOPHE
- Monsieur BILLON Denis
Adjoint au maire de TOMBLAINE
demeurant à TOMBLAINE
- Monsieur BRIGIDI Frédéric
Conseiller municipal de MONT SAINT MARTIN
demeurant à MONT-SAINT-MARTIN
- Monsieur BRUA Bernard
Conseiller municipal de TANCONVILLE
demeurant à TANCONVILLE
- Monsieur CHALLIE Roger
Ancien adjoint au maire de ÉCROUVES
demeurant à ÉCROUVES
- Monsieur CHOISEL André
Adjoint au maire de JOEUF
demeurant à JOEUF
- Monsieur CLAUDON Bernard
Maire de TANCONVILLE
demeurant à TANCONVILLE
- Monsieur COLLON Pierre
Adjoint au maire de SPONVILLE
demeurant à SPONVILLE
- Madame DEFAUX Christiane née BECKER
Adjoint au maire de TOMBLAINE
demeurant à TOMBLAINE
- Monsieur DELANDRE Robert
Adjoint au maire de DAMELEVIÈRES
demeurant à DAMELEVIÈRES
- Monsieur DEMANGE Roger
Maire de SAINTE PÔLE
demeurant à SAINTE-PÔLE
- Monsieur DUMAS André
Adjoint au maire de FRÉMÉNIL
demeurant à FRÉMÉNIL
- Monsieur DUSSAUCY Jean-Luc
Adjoint au maire de PULLIGNY
demeurant à PULLIGNY
- Monsieur ENEL Jean
Maire de BAINVILLE-AUX-MIROIRS
demeurant à BAINVILLE-AUX-MIROIRS
- Monsieur ERTLE Jean
Adjoint au maire de DOMMARTEMONT
demeurant à DOMMARTEMONT
- Monsieur FERY Albert
Adjoint au maire de AUDUN LE ROMAN
demeurant à AUDUN-LE-ROMAN
- Monsieur FOGEL André
Conseiller municipal de BLÉMERÉY
demeurant à BLÉMERÉY
- Monsieur FRANTZ Robert
Conseiller municipal de PIERREPONT
demeurant à PIERREPONT
- Monsieur GARDEL Denis
Maire de PULLIGNY
demeurant à PULLIGNY
- Monsieur GENOIS Bernard
Conseiller municipal de CHENICOURT
demeurant à CHENICOURT
- Monsieur GEORGES René
Adjoint au maire de VELAIN-EN-HAYE
demeurant à VELAIN-EN-HAYE
- Monsieur JEANDEMANGE André
Adjoint au maire de BATHELÉMONT LÈS BAUZEMONT
demeurant à BATHELÉMONT-LÈS-BAUZEMONT

- Monsieur KESSLER Jacques
Adjoint au maire de LAY SAINT CHRISTOPHE
demeurant à LAY-SAINT-CHRISTOPHE
- Monsieur KUGENER Pierre
Adjoint au maire de PIERREPONT
demeurant à PIERREPONT
- Monsieur LESAUVAGE Bernard
Conseiller municipal de DOMMARTIN-LES-TOUL
demeurant à DOMMARTIN-LÈS-TOUL
- Monsieur LOUIS André
Adjoint au maire de MARS LA TOUR
demeurant à MARS-LA-TOUR
- Monsieur MACA Robert
Adjoint au maire de CERVILLE
demeurant à CERVILLE
- Monsieur MANGIN Jean-Pierre
Adjoint au maire de SAINTE PÔLE
demeurant à SAINTE-PÔLE
- Madame MICONI Monique née ANTOINE
Adjoint au maire de MONT SAINT MARTIN
demeurant à MONT-SAINT-MARTIN
- Monsieur PIERRON Francis
Maire de VERDENAL
demeurant à VERDENAL
- Monsieur POINSARD Michel
Adjoint au maire de LAY SAINT CHRISTOPHE
demeurant à LAY-SAINT-CHRISTOPHE
- Monsieur PREVOT Claude
Conseiller municipal de VILLEY LE SEC
demeurant à VILLEY-LE-SEC
- Monsieur RAGON Jean-Pierre
Adjoint au maire de ANTHELUPT
demeurant à ANTHELUPT
- Monsieur REINSTADLER Pierre
Adjoint au maire de LUDRES
demeurant à LUDRES
- Madame RIGAUD Bernadette née CONREAUX
Conseiller municipal de MONCEL-LES-LUNEVILLE
demeurant à MONCEL-LÈS-LUNÉVILLE
- Monsieur ROTACH Pierre (A titre posthume)
Maire de LAY SAINT CHRISTOPHE
demeurant à LAY-SAINT-CHRISTOPHE
- Monsieur ROUYER Jean-Pierre
Conseiller municipal de REMENOVILLE
demeurant à REMENOVILLE
- Monsieur SEYER René
Conseiller municipal de MALLELOY
demeurant à MALLELOY
- Monsieur SIGSMONDI Jean
Conseiller municipal de CHENIÈRES
demeurant à RÉHON
- Monsieur SUGG Michel
Maire de JOLIVET
demeurant à JOLIVET
- Madame SUSANI Lucette née LICHTENAUER
Conseiller municipal de CHENICOURT
demeurant à CHENICOURT
- Monsieur VIAN Valentin
Conseiller municipal de BURIVILLE
demeurant à BURIVILLE
Médaille OR
- Monsieur ARY Jean-Marie
Adjoint au maire de BURIVILLE
demeurant à BURIVILLE
- Monsieur BALLAND Denis
Adjoint au maire de VALLOIS
demeurant à VALLOIS
- Monsieur BERAIN Denis
Conseiller municipal de LESMÉNILS
demeurant à LESMÉNILS
- Monsieur BIBAUT Camille
Maire de VELAIN-EN-HAYE
demeurant à VELAIN-EN-HAYE
- Monsieur BRASSEUR Gaston
Conseiller municipal de GROSROUVES
demeurant à GROSROUVES
- Monsieur BREGEARD René
Maire de DOMJEVIN
demeurant à DOMJEVIN
- Monsieur CHAUVIN Maurice
Adjoint au maire de VILLERS-EN-HAYE
demeurant à VILLERS-EN-HAYE
- Monsieur COSSIN Jean-Louis
Maire de THIAUCOURT-REGNIEVILLE
demeurant à THIAUCOURT-REGNIEVILLE
- Monsieur CREMEL Hubert
Adjoint au maire de VELLE SUR MOSELLE
demeurant à VELLE-SUR-MOSELLE
- Monsieur GERARDIN Paul
Conseiller municipal de THIAUCOURT-REGNIEVILLE
demeurant à THIAUCOURT-REGNIEVILLE

- Monsieur HENRY Bernard
Maire de BLÉMERÉY
demeurant à BLÉMERÉY
- Monsieur JEANJEAN Michel
Conseiller municipal de BURIVILLE
demeurant à BURIVILLE
- Monsieur KOENIG Maurice
Conseiller municipal de SEXEY AUX FORGES
demeurant à SEXEY-AUX-FORGES
- Monsieur LAGRUE Robert
Maire de SIVRY
demeurant à SIVRY
- Monsieur LEBEL Gérard
Adjoint au maire de DOMMARTIN-LES-TOUL
demeurant à DOMMARTIN-LÈS-TOUL
- Monsieur MELLÉ Bernard
Conseiller municipal de BURIVILLE
demeurant à BURIVILLE
- Monsieur MERCIER Bernard
Maire de MONCEL-LES-LUNEVILLE
demeurant à MONCEL-LÈS-LUNÉVILLE
- Monsieur MEYER Paul
Conseiller municipal de FLAVIGNY-SUR-MOSELLE
demeurant à FLAVIGNY-SUR-MOSELLE
- Monsieur RENARD Bernard
Adjoint au maire de THIAUCOURT-REGNIEVILLE
demeurant à THIAUCOURT-REGNIÉVILLE

Art. 2 : Les médailles d'honneur régionale, départementale et communale sont décernées aux fonctionnaires et agents des collectivités locales dont les noms suivent :

Médaille ARGENT
- Madame ADAM Colette née WAGENMANN
Aide-soignante de classe exceptionnelle, HÔPITAL LOCAL
INTERCOMMUNAL de POMPEY
demeurant à LUNÉVILLE
- Madame ADAM Monique née CLAUDEL
Agent spécialisé des écoles maternelles 1ère classe, MAIRIE de
VANDOEUVRE LÈS NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- Monsieur ALIX Serge
Attaché principal, CONSEIL GENERAL de BAR-LE-DUC
demeurant à SAINT-MAX
- Madame AMET Catherine née CLERGET
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- Madame ARNOLD Laurence
Contrôleur de travaux, MAIRIE de DOMBASLE-SUR-MEURTHE
demeurant à BLAINVILLE-SUR-L'EAU
- Monsieur AUBERT Serge
Adjoint technique principal 2ème classe, MAIRIE de VARANGÉVILLE
demeurant à FROLOIS
- Madame AUBRY Rosine née LAMBOLEY
Agent des services hospitaliers qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
- Madame AUDINET Myriam née FROSCHARD
assistant socio-éducatif principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à JARNY
- Madame BADER Isabelle née COLLET
Technicien de laboratoire de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à LUDRES
- Madame BALDASSI Françoise née BRUN
Adjoint administratif 2° classe, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à CONFLANS-EN-JARNISY
- Madame BARBARAT Elisabeth née GARDON
Adjoint administratif de 1ère classe, MAIRIE de BLAINVILLE SUR L'EAU
demeurant à BLAINVILLE-SUR-L'EAU
- Madame BARBIER Fabienne
Adjoint technique de 2ème classe, SYND SCOLAIRE INTERCOMMUNAL DU
SAINTOIS de VEZELISE
demeurant à SELAINCOURT
- Madame BASSET Maryse
Adjoint administratif de 2ème classe, MAIRIE de BRIEY
demeurant à BRIEY
- Monsieur BASTIEN Christian
Maître-ouvrier, MAISON DE RETRAITE de FAULX
demeurant à NOMENY
- Mademoiselle BASTIEN Odile
Rédacteur, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à CONFLANS-EN-JARNISY
- Mademoiselle BAUQUEL Marie-Pierre
Adjoint technique 2ème classe, MAIRIE de FROUARD
demeurant à FROUARD
- Madame BEAUQUEL Marielle née D'OLIVEIRA
Adjoint administratif de 1ère classe, MAIRIE de VILLERS LA MONTAGNE
demeurant à VILLERS-LA-MONTAGNE
- Madame BELCOUR Sylviane née LE DOUX
Rédacteur fonction secrétaire de mairie, MAIRIE de SAINTE PÔLE
demeurant à SAINTE-PÔLE
- Mademoiselle BELLAMY Marie-Pierre
Adjoint administratif, CENTRE HOSPITALIER ST CHARLES de TOUL
demeurant à CHAUDENEY-SUR-MOSELLE

- Monsieur BELLANGER Denis
Agent de maîtrise, MAIRIE de MONT SAINT MARTIN
demeurant à MONT-SAINT-MARTIN
- Madame BELLION Dominique
Adjoint technique de 1ère classe, MAIRIE de CHAMPIGNEULLES
demeurant à ESSEY-LÈS-NANCY
- Madame BENEDIC Brigitte née SLESARSKI
Agent spécialisé de 1ère classe des écoles maternelles, MAIRIE de
TUCQUEGNIEUX
demeurant à TUCQUEGNIEUX
- Monsieur BENKHELIFA Karim
Agent de maîtrise principal, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de
NANCY
demeurant à NANCY
- Madame BERADY Marie-France née BRUSEL
Assistant socio-éducatif principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à FROUARD
- Monsieur BERNARD Pascal
Adjoint technique 1ère classe, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY
de NANCY
demeurant à DOMBASLE-SUR-MEURTHE
- Madame BERNARD Sylvie née SWIETCZAK
Aide-soignante, CENTRE HOSPITALIER ST CHARLES de TOUL
demeurant à FOUG
- Madame BERSAUTER Béatrice née LOUIS
Adjoint administratif 2° classe, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à MILLERY
- Madame BESTARD Isabelle née LARTILLOT
Professeur artistique, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de
NANCY
demeurant à HEILLECOURT
- Monsieur BINOT Louis
Chargé de cours enseignement musical 1ère catégorie, MAIRIE de JARNY
demeurant à TUCQUEGNIEUX
- Madame BLAISON Florence
Attaché principal, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE de LUNÉVILLE
demeurant à LUNÉVILLE
- Madame BONTEMPS Armelle née CORBEL
Manipulateur d'électroradiologie classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à RICHARDMÉNIL
- Monsieur BONTEMPS Denis
Maître ouvrier, C.H.U. de NANCY
demeurant à TOMBLAINE
- Madame BOUIN Corinne née MOREAU
Infirmière cadre de santé, C.H.U. de NANCY
demeurant à BAYON
- Madame BOUR Françoise
Infirmière de classe supérieure, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame BOUTET Christiane née BERGERE
Assistante maternelle, MAIRIE de VANDOEUVRE LÈS NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- Madame BRANDMEYER Marie-Claire née LORANGE
Femme de ménage, SYNDICAT INTERCOMMUNAL SCOLAIRE DE
DAMELEVIERES de DAMELEVIERES
demeurant à MOYEN
- Madame BRANDMEYER Sylvie née COLIN
Femme de ménage, SYNDICAT INTERCOMMUNAL SCOLAIRE DE
DAMELEVIERES de DAMELEVIERES
demeurant à BLAINVILLE-SUR-L'EAU
- Mademoiselle BRAVARD Sylvie
Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- Monsieur CAILLE Xavier
Assistant socio-éducatif principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame CAILLO Sandrine née MOREL
Aide-soignante de classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE
de SAINT NICOLAS DE PORT
demeurant à VARANGÉVILLE
- Monsieur CAROMEL Christophe
Adjoint technique principal 2° classe, MAIRIE de NANCY
demeurant à LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY
- Madame CARVALHO Marie-Thérèse née TOKAR
Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à CHAMPIGNEULLES
- Madame CHRISTOPHE Viviane née WEYNACHT
Aide-soignante de classe supérieure, HÔPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL de
POMPEY
demeurant à LIVERDUN
- Madame CLAUDEL Agnès née SIMON
Adjoint technique 2ème classe, MAIRIE de FROUARD
demeurant à SAIZERAIS
- Madame CLAUSSE Sophie née LEJEUNE
Aide-soignante de classe exceptionnelle, MAISON DE RETRAITE de
LONGWY
demeurant à LONGWY
- Madame CLAVERIE Nicole née PETIT
Assistant socio-éducatif principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à MARBACHE
- Madame COANUS Bernadette

ATSEM, MAIRIE de LUNÉVILLE
demeurant à LUNÉVILLE
- Madame COFFINEY Corinne née LOISEAU
Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à SAULXURES-LÈS-NANCY
- Monsieur COLBE Laurent
Contrôleur de travaux, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à LUDRES
- Madame COLLAS Marie-Jeanne née SERRURIER
Adjoint technique de 2ème classe, MAIRIE de BLAINVILLE SUR L'EAU
demeurant à BLAINVILLE-SUR-L'EAU
- Madame CORAZZA Eliane
Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à JARVILLE-LA-MALGRANGE
- Monsieur CORNAT Philippe
Infirmier de bloc opératoire de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- Mademoiselle CORYDON Frédérique
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à TOMBLAINE
- Madame DE CARO Marie-Antoinette
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à HEILLECOURT
- Monsieur DE GOLOUBINOW Serge
Professeur artistique, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à SAULXURES-LÈS-NANCY
- Monsieur DEMANGE Eric
Adjoint technique, MAIRIE de MARS LA TOUR
demeurant à MARS-LA-TOUR
- Madame DEMANGE Fadila née FERRAH
Adjoint technique de 2ème classe, MAIRIE de LUNÉVILLE
demeurant à XERMAMÉNIL
- Madame DEMANGE Véronique née BIER
Rédacteur territorial, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à LUDRES
- Monsieur DEMARD Pascal
Chef de police, MAIRIE de FROUARD
demeurant à FROUARD
- Madame DEPIERRE Marie-Hélène née PETIT
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- Monsieur DETHOREY Christian
Aide-soignant de classe exceptionnelle, HÔPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL de POMPEY
demeurant à FROUARD
- Monsieur DEVAUX Alain
Maître ouvrier, CENTRE DEPARTEMENTAL DE L'ENFANCE de METZ
demeurant à LUBEY
- Monsieur DHAISNE Frédéric
Infirmier cadre de santé, C.H.U. de NANCY
demeurant à PONT-SAINT-VINCENT
- Madame DIA-ENEL Marie née ENEL
Attaché principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame DIDRY Pascale
Infirmière cadre de santé, C.H.U. de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- Madame DOINNE Marie-Claude
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- Mademoiselle DOMBROWSKI Sonia
Assistante de conservation hors classe, COMMUNAUTE DE COMMUNES de HOMECOURT
demeurant à JOEUF
- Madame DOS SANTOS Chantal
Adjoint technique de 2ème classe, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE de LUNÉVILLE
demeurant à MONT-SUR-MEURTHE
- Mademoiselle DUBRANA Frédérique
Educateur de jeunes enfants de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame DUMAND Nathalie née MATHIEU
Agent des services hospitaliers qualifié, MAISON DE RETRAITE de GERBÉVILLER
demeurant à GERBÉVILLER
- Monsieur FABE Patrice
Adjoint technique 1ère classe, MAIRIE de FROUARD
demeurant à FROUARD
- Madame FELDTRAUER Patricia née ANTHONY
Adjoint administratif hospitalier 1° classe, C.H.U. de NANCY
demeurant à TOUL
- Madame FERREIRA DOS SANTOS Valérie née WOLFF
Infirmière diplômée d'Etat de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à GONDREVILLE
- Madame FLORANCE Marie-Claude née GUILLAUME
Aide-soignante de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à TOUL
- Monsieur FONTAINE Thierry

Chef de la Police municipale, MAIRIE de CHAMPIGNEULLES
demeurant à CHAMPIGNEULLES
- Monsieur FORTTEL Franck
Adjoint technique principal 1° classe, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à ÉCROUVES
- Monsieur FOURNIER Richard
Contrôleur territorial chef, MAIRIE de HEILLECOURT
demeurant à GONDREVILLE
- Madame FRAIGNEAU Claudie née BOURGET
Adjoint administratif 2° classe, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à HOUEMONT
- Mademoiselle FRANCOIS Fabienne
Technicien de laboratoire cadre de santé, C.H.U. de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- Madame FRISCOURT Valérie née DEMOGEOT
ATSEM 2ème classe, MAIRIE de FAVIÈRES
demeurant à FAVIÈRES
- Madame FROELIGER Suzanne née SOUCHON
Infirmière de classe supérieure, HÔPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL de POMPEY
demeurant à NOMENY
- Madame GARNIER Patricia née GARNIER
Choriste, MAIRIE de NANCY
demeurant à SAINT-MAX
- Madame GAUTHIER Sylvie
Adjoint administratif principal 2ème classe, S.D.I.S. de SAINT-JULIEN-LES-METZ
demeurant à JARNY
- Madame GAUVAIN Françoise née NOEL
Adjoint technique 2ème classe, MAIRIE de FLAVIGNY-SUR-MOSELLE
demeurant à FLAVIGNY-SUR-MOSELLE
- Madame GENAY Chantal
Ingénieur, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à LAÏTRE-SOUS-AMANCE
- Madame GENEVRIER Marie-Laure
Puéricultrice classe supérieure, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à BOUXIÈRES-AUX-DAMES
- Madame GENTILE Michèle née PAQUATTE
Adjoint administratif 2° classe, MAIRIE de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- Monsieur GERBER Francis
Adjoint technique principal 2ème classe, MAIRIE de PONT À MOUSSON
demeurant à ATTON
- Monsieur GILBERT Laurent
Agent de maîtrise principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à LAXOU
- Madame GISSINGER Véronique née GISSINGER
Adjoint du patrimoine 2° classe, MAIRIE de NANCY
demeurant à VILLERS-EN-HAYE
- Madame GODFRIN Isabelle née HITTINGER
Infirmière cadre de santé, C.H.U. de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- Madame GOSSET Annie née BEREL
Technicien de laboratoire de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à HOUEMONT
- Madame GOUPIL Colette née CHAMPION
Adjoint administratif 1ère classe, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à MÉRÉVILLE
- Monsieur GOUTEUX Christophe
Directeur, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à NANCY
- Monsieur GRILLET Franck
Chef de police municipale, MAIRIE de VILLERS LÈS NANCY
demeurant à GONDREVILLE
- Monsieur GUERMANN Gilles
Adjoint technique 2ème classe, MAIRIE de HAUCOURT MOULAIN
demeurant à HAUCOURT-MOULAIN
- Madame GUSTIN Pierrette née MICHEL
Secrétaire médicale de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
- Monsieur HAAS André
Aide-soignant de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à BUISSONCOURT
- Mademoiselle HECHT Christelle
Aide-soignante de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à NEUVES-MAISONS
- Monsieur HEINTZ Eric
Agent de maîtrise principal, MAIRIE de HEILLECOURT
demeurant à FAULX
- Madame HILBERT Brigitte
Adjoint administratif principal 1ère classe, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à NANCY
- Mademoiselle HOFFMANN-SITT Rosemarie
Rédacteur, MAIRIE de LUNÉVILLE
demeurant à LUNÉVILLE
- Madame JACOMINO Verka née DIMITRIJEVIC
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à SAINT-NICOLAS-DE-PORT
- Madame JACQUOT Agnès née LARUELLE
Aide-soignante de classe supérieure, MAISON DE RETRAITE de GERBÉVILLER

demeurant à GERBÉVILLER
 - Madame JACQUOT Mireille née HENTRICH
 Adjoint technique principal 2ème classe, MAIRIE de TOMBLAINE
 demeurant à TOMBLAINE
 - Mademoiselle JANIN Marie-Agnès
 Assistant socio-éducatif principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
 demeurant à ROSIÈRES-AUX-SALINES
 - Monsieur JANVIER Alain
 Adjoint technique principal 1ère classe, MAIRIE de VILLE EN VERMOIS
 demeurant à VILLE-EN-VERMOIS
 - Monsieur KOZIAR Jean-Marc
 Ingénieur principal, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
 demeurant à VELAIN-EN-HAYE
 - Monsieur KRYCHOWSKI Pascal
 Ouvrier professionnel qualifié, HÔPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL de POMPEY
 demeurant à CLÉMER
 - Madame KUNEGEL Blandine
 Adjoint technique de 2ème classe, MAIRIE de PIENNES
 demeurant à PIENNES
 - Madame LAFAILLE Anne-Marie née PROVIN
 Maître ouvrier, CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE de SAINT NICOLAS DE PORT
 demeurant à LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY
 - Madame LALONDRELLE Laurence née VERDIN
 Rédacteur, MAIRIE de ESSEY LÈS NANCY
 demeurant à FLÉVILLE-DEVANT-NANCY
 - Monsieur LAMBOLEY Pascal
 Adjoint technique 2ème classe, COMMUNAUTE DE COMMUNES de BLAINVILLE-SUR-L'EAU
 demeurant à BLAINVILLE-SUR-L'EAU
 - Madame LAURAIN Bernadette
 Adjoint technique 2ème classe, O.P.H.L.M. de TOUL
 demeurant à TOUL
 - Monsieur LEBLANC Dominique
 Conducteur automobile de 1° catégorie, C.H.U. de NANCY
 demeurant à NANCY
 - Madame LEGRAND Sylvie née TELLIER
 Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
 demeurant à SAINT-MAX
 - Madame LEICKNER Suzanne
 ASEM 2ème classe, MAIRIE de FROUARD
 demeurant à FROUARD
 - Madame LEMOINE Martine née MITTOU
 Infirmière cadre de santé, C.H.U. de NANCY
 demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
 - Madame LEONARD Véronique
 Animateur principal, MAIRIE de BRIEY
 demeurant à BRIEY
 - Madame LEROY Françoise née THIRION
 Agent des services hospitaliers qualifié, C.H.U. de NANCY
 demeurant à NEUVES-MAISONS
 - Madame LIEGEY Marie-Thérèse née BOULANGER
 Assistante maternelle, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE de LUDRES
 demeurant à LUDRES
 - Mademoiselle LINDER Lysiane
 Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
 demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
 - Mademoiselle LINGUENHELD Emmanuelle
 Aide-soignante de classe normale, C.H.U. de NANCY
 demeurant à LUCEY
 - Monsieur LOISEAU Didier
 Assistant socio-éducatif principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
 demeurant à MÉRÉVILLE
 - Mademoiselle LOJZER Laurence
 Adjoint administratif principal 2ème classe, MAIRIE de FROUARD
 demeurant à FROUARD
 - Madame LOTHAIER Annick née PIERRE
 Adjoint technique de 2ème classe, MAIRIE de AUDUN LE ROMAN
 demeurant à AUDUN-LE-ROMAN
 - Madame LOUIS Christa née CLOWEZ
 Secrétaire de mairie, MAIRIE de MARAINVILLER
 demeurant à MARAINVILLER
 - Madame LUCOT Claudine née SAILTER
 Aide-soignante, CENTRE HOSPITALIER ST CHARLES de TOUL
 demeurant à GONDREVILLE
 - Madame MANCIAUX Odile née ROTH
 Adjoint administratif 2ème classe, CONSEIL GENERAL de NANCY
 demeurant à ART-SUR-MEURTHE
 - Madame MANGIN Marie-Josée née POINSARD
 Agent des services hospitaliers qualifié, MAISON DE RETRAITE de GERBÉVILLER
 demeurant à MOYEN
 - Madame MARCAILLON Bernadette née IUNG
 Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
 demeurant à MAIXE
 - Madame MARCELLOT Isabelle
 Conseiller socio-éducatif, CONSEIL GENERAL de NANCY
 demeurant à BACCARAT

- Madame MARCHAL Maria née RODRIGUEZ
 Adjoint technique 2ème classe, MAIRIE de FROUARD
 demeurant à FROUARD
 - Monsieur MARCHAND Patrick
 Adjoint administratif 1ère classe, CONSEIL GENERAL de NANCY
 demeurant à BLÉNOD-LÈS-PONT-À-MOUSSON
 - Madame MARCHAND MANDATO Françoise née MARCHAND
 Adjoint administratif 2ème classe, CONSEIL GENERAL de NANCY
 demeurant à CHAUDENEY-SUR-MOSELLE
 - Madame MARCHEGANI Rachel
 Infirmière diplômée d'Etat de classe normale, C.H.U. de NANCY
 demeurant à NANCY
 - Mademoiselle MARIN Catherine
 Aide-soignante de classe supérieure, HÔPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL de POMPEY
 demeurant à FLÉVILLE-DEVANT-NANCY
 - Madame MARTINS Maria née PINTO
 Agent territorial spécialisé des écoles maternelles, MAIRIE de CHAMPIGNEULLES
 demeurant à BOUXIÈRES-AUX-DAMES
 - Madame MÉLAT Evelyne
 Aide-soignante, CENTRE HOSPITALIER ST CHARLES de TOUL
 demeurant à MOUTROT
 - Mademoiselle MELLINGER Christine
 Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
 demeurant à HEILLECOURT
 - Madame MENNUNI Christine née CHAUDRON
 Attaché principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
 demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
 - Madame MEO Antoinette née MARRA
 Adjoint technique 2ème classe, MAIRIE de ESSEY LÈS NANCY
 demeurant à ESSEY-LÈS-NANCY
 - Madame MERLE Dolorès née HORN
 Agent spécialisé de 1ère classe des écoles maternelles, MAIRIE de TOMBLAINE
 demeurant à TOMBLAINE
 - Madame MEYER Linda née DAL DEGAN
 Puéricultrice classe supérieure, CONSEIL GENERAL de NANCY
 demeurant à MÉRÉVILLE
 - Madame MEYER Véronique
 Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
 demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
 - Madame MIANO Myriam née VIGNERON
 Adjoint administratif de 2ème classe, MAIRIE de BRIEY
 demeurant à VALLEROY
 - Madame MICHEL Bernadette née GERZAGUET
 Assistant socio-éducatif principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
 demeurant à MARON
 - Madame MICHELETTO-VALDENAIER Sylvie née MICHELETTO
 Infirmière cadre de santé, C.H.U. de NANCY
 demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
 - Madame MIGET Dominique née HIBLOT
 Psychologue hors classe, CONSEIL GENERAL de NANCY
 demeurant à LAXOU
 - Monsieur MONTEGU Christophe
 Adjoint du patrimoine, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
 demeurant à NANCY
 - Madame MOREAU Isabelle née GEBUS
 ATSEM, MAIRIE de SAINT MARIE AUX CHÊNES
 demeurant à TRONVILLE
 - Madame MOREL Florence
 Rédacteur principal, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE de LUNÉVILLE
 demeurant à BLAINVILLE-SUR-L'EAU
 - Madame MORETTI Magali
 Infirmière de classe normale, CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE de SAINT NICOLAS DE PORT
 demeurant à DOMBASLE-SUR-MEURTHE
 - Monsieur MOUGENOT Ghislain
 Agent de maîtrise, MAIRIE de NANCY
 demeurant à VITERNE
 - Madame MULLIER Marie-France née TARAL
 Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
 demeurant à DOMBASLE-SUR-MEURTHE
 - Madame MUZZARELLI Sylvie
 Attaché, CONSEIL GENERAL de NANCY
 demeurant à MALZÉVILLE
 - Monsieur NAGEL François
 Maître ouvrier, C.H.U. de NANCY
 demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
 - Madame NAU Bernadette née BODEUX
 Secrétaire de mairie, MAIRIE de SPONVILLE
 demeurant à CHAMBLEY-BUSSIÈRES
 - Madame NOEL Martine née WECKBRODT
 Agent spécialisé des écoles maternelles 1ère classe, MAIRIE de VANDOEUVRE LÈS NANCY
 demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
 - Madame NUSSBAUMER Jeannine née DREYER
 Ingénieur principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
 demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY

- Monsieur ODASSO Patrick
Chargé de cours d'enseignement musical 1ère catégorie, MAIRIE de JARNY
demeurant à VILLE-SUR-YRON
- Madame ORECHENKOFF Corinne née ADAM
Rédacteur, MAIRIE de MONT BONVILLERS
demeurant à MONT-BONVILLERS
- Mademoiselle PAPIERSKI Patricia
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
- Monsieur PAUL André
Infirmier diplômé d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- Madame PAUL Corinne née VILLA
Adjoint administratif 2ème classe, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à TOMBLAINE
- Madame PAULUS Brigitte née CAYET
Attachée territoriale, COMMUNAUTE DE COMMUNES de CIREY-SUR-VEZOUZE
demeurant à FRÉMONVILLE
- Monsieur PAUVOT William
Adjoint technique 2ème classe, MAIRIE de EULMONT
demeurant à EULMONT
- Monsieur PAYEUR Louis
Adjoint technique principal de 2ème classe, COMMUNAUTE DE COMMUNES de BLAINVILLE-SUR-L'EAU
demeurant à DOMBASLE-SUR-MEURTHE
- Madame PEGURRI Françoise née BUGGIN
Adjoint administratif de 1ère classe, MAIRIE de HOMÉCOURT
demeurant à HOMÉCOURT
- Mademoiselle PELLE Joëlle
Adjoint technique 2ème classe, MAIRIE de NANCY
demeurant à LUDRES
- Madame PERNOT Dominique
Adjoint administratif de 1ère classe, MAIRIE de HEILLECOURT
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- Monsieur PERRIN Roger
Agent de maîtrise principal, MAIRIE de CHAMPIGNEULLES
demeurant à LANEUVELOTTE
- Monsieur PERRIN Thierry
Adjoint technique 2ème classe, O.P.H.L.M. de LUNÉVILLE
demeurant à REHAINVILLER
- Monsieur PETIT André
Agent de maîtrise principal, MAIRIE de BOUXIÈRES AUX DAMES
demeurant à BOUXIÈRES-AUX-DAMES
- Monsieur PEZETTA Patrick
Technicien supérieur, C.H.U. de NANCY
demeurant à SAINT-NICOLAS-DE-PORT
- Madame PHILIPPE Sylviane née BENINGER
Adjoint technique de 2ème classe, SYND. INTERCOM. POUR LA GESTION DE LA CRECHE de TOMBLAINE
demeurant à LAÏTRE-SOUS-AMANCE
- Madame PHILIPPE Véronique née PAGANESSI
Diététicienne de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- Mademoiselle PICARD Béatrice
Adjoint administratif hospitalier de 2° classe, MATERNITE REGIONALE de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame PIERRE Solange née CONTE
Femme de ménage, SYNDICAT INTERCOMMUNAL SCOLAIRE DE DAMELEVIÈRES de DAMELEVIÈRES
demeurant à DAMELEVIÈRES
- Madame PIERRON Joëlle née VANÇON
Adjoint technique 2ème classe, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à JARVILLE-LA-MALGRANGE
- Madame PLEINERT Brigitte née PEIFFERT
Aide-soignante de classe exceptionnelle, HÔPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL de POMPEY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- Monsieur POHIN Jean-François
Rédacteur principal, MAIRIE de LUNÉVILLE
demeurant à LUNÉVILLE
- Madame POLEGATO Nadine née MENEHINELLO
Infirmière cadre supérieur de santé, C.H.U. de NANCY
demeurant à LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY
- Monsieur PONSART Michel
Adjoint technique 2ème classe, MAIRIE de HAUCOURT MOULAINE
demeurant à MONT-BONVILLERS
- Madame POPIEL Martine née GOTTI
Agent territorial spécialisé des écoles maternelles 1ère classe, MAIRIE de VARANGÉVILLE
demeurant à VARANGÉVILLE
- Madame PRZYCHODNI Marianne née MARION
Chargé de cours d'enseignement musical 1ère catégorie, MAIRIE de JARNY
demeurant à JARNY
- Mademoiselle QUIQUETON Marie-José
Rédacteur, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame REGNIER Maryse

Adjoint technique 2ème classe, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
- Madame RICCI Muriel née MARLAS-BRETHOMÉ
Adjoint administratif principal 2ème classe, MAIRIE de BRIEY
demeurant à BRIEY
- Madame RICHARD Marielle née ANTOINE
Infirmière de classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE de SAINT NICOLAS DE PORT
demeurant à HUDIVILLER
- Madame RIPOCHE Laurence née COUSIN
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à BARBONVILLE
- Monsieur RISSE Pascal
Adjoint technique 1ère classe, MAIRIE de DOMMARTEMONT
demeurant à SAINT-MAX
- Madame RIVEMALE Martine
Rédacteur principal, CONSEIL GENERAL de BAR-LE-DUC
demeurant à PANNES
- Madame ROBERT Dominique
Rédacteur, MAIRIE de FRÉMÉNIL
demeurant à THIÉBAUMÉNIL
- Madame ROBLOT Ginette née VINCENT
Adjoint technique de 2ème classe, SYND SCOLAIRE INTERCOMMUNAL DU SAINTOIS de VEZELISE
demeurant à VÉZELISE
- Mademoiselle ROLIN Laurence
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
- Madame ROLLOT Dominique née NUSSBAUMER
Auxiliaire de puériculture 1ère classe, MAIRIE de NANCY
demeurant à ESSEY-LÈS-NANCY
- Madame RONDEAU Anne née COLSON
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame RUERRE Marie-José née BASSINOT
Adjoint technique de 2ème classe, SYND SCOLAIRE INTERCOMMUNAL DU SAINTOIS de VEZELISE
demeurant à VÉZELISE
- Monsieur SAINTOT Jean-Pierre
Adjoint technique de 2ème classe, O.P.H.L.M. de TOUL
demeurant à TOUL
- Mademoiselle SALLES Odile
Adjoint administratif 2ème classe, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à LUNÉVILLE
- Monsieur SAYER Olivier
Adjoint technique de 2ème classe, O.P.H.L.M. de TOUL
demeurant à TOUL
- Madame SENET Patricia
Puéricultrice classe supérieure, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à HOUEMONT
- Monsieur SEYBOLD Philippe
Adjoint technique de 2ème classe, MAIRIE de DOMBASLE-SUR-MEURTHE
demeurant à DOMBASLE-SUR-MEURTHE
- Madame SIBILLE Francine née DEFRAIN
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à HOUEMONT
- Madame SIGRAND Murielle née GUINET
Adjoint technique de 2ème classe, MAIRIE de JOEUF
demeurant à JOEUF
- Madame SIMEON Isabelle née CHAUVIN
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame SIMON Martine née BARBE
Agent des services hospitaliers qualifié, HÔPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL de POMPEY
demeurant à POMPEY
- Monsieur SIMONIN François
Adjoint technique 2ème classe, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à MAZERULLES
- Madame SOMVEILLE Karen
Conseiller socio-éducatif, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à JARVILLE-LA-MALGRANGE
- Monsieur SPANG Fabien
Adjoint technique principal de 2ème classe, MAIRIE de COLOMBEY-LES-BELLES
demeurant à COLOMBEY-LES-BELLES
- Mademoiselle SPEZIALE Catherine
Assistant qualifié de conservation 1ère classe, MAIRIE de NANCY
demeurant à NANCY
- Mademoiselle STANCER Julie
Choriste, MAIRIE de NANCY
demeurant à HAROUÉ
- Monsieur SUBLON Pascal
Adjoint technique de 2ème classe, MAIRIE de CHAMPIGNEULLES
demeurant à CHAMPIGNEULLES
- Mademoiselle TCHIBINDA Christine
Assistant socio-éducatif principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à AMANCE
- Madame TERRADE Marie-Hélène née PITARD
Médecin hors classe, CONSEIL GENERAL de NANCY

demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
 - Madame THOMAS Francine née GRANDMOUGIN
 Secrétaire médicale de classe normale, C.H.U. de NANCY
 demeurant à JARVILLE-LA-MALGRANGE
 - Monsieur THOMASSIN Gérard
 Agent des services techniques, MAIRIE de GERBÉVILLER
 demeurant à GERBÉVILLER
 - Madame TROHA Martine née GESRET
 Cadre de santé, CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE de SAINT NICOLAS DE PORT
 demeurant à MÉRÉVILLE
 - Madame VALENTIN Marie-Lise née MARCHAL
 Auxiliaire puéricultrice de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
 demeurant à SAINT-CLÉMENT
 - Madame VALO Marie-Paule née DUFRENOY
 Infirmière, CENTRE HOSPITALIER ST CHARLES de TOUL
 demeurant à TOUL
 - Madame VANDEVILLE Isabelle née SAUTRIAU
 Adjoint administratif de 1ère classe, MAIRIE de DOMBASLE-SUR-MEURTHE
 demeurant à DOMBASLE-SUR-MEURTHE
 - Madame VERDIER Marylyne née CONTOIS
 Aide-soignante, CENTRE HOSPITALIER ST CHARLES de TOUL
 demeurant à BLÉNOD-LÈS-TOUL
 - Madame VESCHI Marie-Claude
 Psychologue, CONSEIL GENERAL de NANCY
 demeurant à PONT-À-MOUSSON
 - Monsieur VIDARD Daniel
 Maître ouvrier, CENTRE HOSPITALIER REGIONAL de METZ
 demeurant à ARNAVILLE
 - Madame VIDARD Denise née GARRIGON
 Aide-soignante de classe normale, CENTRE HOSPITALIER REGIONAL de METZ
 demeurant à ARNAVILLE
 - Monsieur VINCENT Paul
 Attaché principal, MAIRIE de PONT À MOUSSON
 demeurant à NANCY
 - Monsieur VINCENT-VIRY Jean-Pierre
 Educateur territorial, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
 demeurant à LAXOU
 - Madame VOIRIN Chantal née GIROT
 Aide-soignante de classe normale, C.H.U. de NANCY
 demeurant à PONT-SAINT-VINCENT
 - Madame VOIRIN Sylvie née DEMISSY
 Secrétaire médicale de classe exceptionnelle, MATERNITE REGIONALE de NANCY
 demeurant à TOMBLAINE
 - Madame VOLODIMER Christèle née MATTENET
 Adjoint administratif hospitalier de 1ère classe, CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE de SAINT NICOLAS DE PORT
 demeurant à SAINT-NICOLAS-DE-PORT
 - Madame WARIN Josette née DROGUET
 Agent territorial spécialisé écoles maternelles, MAIRIE de LAXOU
 demeurant à FLÉVILLE-DEVANT-NANCY
 - Madame WEBER Elisabeth née GODFROY
 Adjoint technique 2ème classe, MAIRIE de FLAVIGNY-SUR-MOSELLE
 demeurant à FLAVIGNY-SUR-MOSELLE
 - Mademoiselle WENDLING Véronique
 Assistant qualifié de conservation 2ème classe, CONSEIL GENERAL de NANCY
 demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
 - Monsieur WOJCIAK André
 Brigadier chef, MAIRIE de FROUARD
 demeurant à FROUARD
 - Madame ZANETTI Noëlle née JOBAS
 Adjoint administratif de 1ère classe, MAIRIE de JARNY
 demeurant à OLLEY
 - Madame ZASSO Marie-Edith née WATTIER
 Aide médico psychologique de classe morale, MAISON DE RETRAITE de LONGWY
 demeurant à VIVIERS-SUR-CHIERS
 - Monsieur ZOBLER Eric
 Educateur territorial, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
 demeurant à NANCY
 - Monsieur ZOLFO Patrice
 Directeur Général des Services, MAIRIE de SAULNES
 demeurant à SAULNES
 Médaille VERMEIL
 - Mademoiselle ABOUT Evelyn
 Adjoint administratif principal 1ère classe, CONSEIL GENERAL de NANCY
 demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
 - Madame ADOBATI Nicole née ARMING
 Attaché de conservation du patrimoine, CONSEIL GENERAL de NANCY
 demeurant à SAULXURES-LÈS-NANCY
 - Mademoiselle ANTONI Christiane
 Rédacteur, CONSEIL GENERAL de NANCY
 demeurant à LAXOU
 - Madame ARDISSON Thérèse née HOCQUARD
 Adjoint administratif principal 2° classe, MAIRIE de NANCY
 demeurant à NANCY

- Mademoiselle AUBERGER Chantal
 Agent des services hospitaliers qualifié, C.H.U. de NANCY
 demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
 - Monsieur AUBRY Pascal
 Technicien supérieur chef, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
 demeurant à NANCY
 - Monsieur BALDAN Denis
 Contrôleur de travaux en chef, CONSEIL GENERAL de NANCY
 demeurant à MAIDIÈRES
 - Madame BALTZ Françoise née CHARY
 Adjoint administratif principal de 1ère classe, MAIRIE de AUDUN LE ROMAN
 demeurant à AUDUN-LE-ROMAN
 - Monsieur BASTIEN Michel
 Adjoint administratif principal 2ème classe, MAIRIE de BLAINVILLE SUR L'EAU
 demeurant à MONT-SUR-MEURTHE
 - Madame BAUDOIN Isabelle née FAUCHER
 ATSEM 1ère classe, MAIRIE de BRIEY
 demeurant à MANCIEULLES
 - Mademoiselle BECK Francine
 Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
 demeurant à LANEUEVILLE-DEVANT-NANCY
 - Madame BECKER Dominique née GENIN
 Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
 demeurant à JARVILLE-LA-MALGRANGE
 - Madame BÉNARD Brigitte née ANDRÉ
 Adjoint administratif de 1ère classe, MAIRIE de VILLERS LÈS NANCY
 demeurant à JARVILLE-LA-MALGRANGE
 - Monsieur BENOIT Didier
 Maître ouvrier principal, C.H.U. de NANCY
 demeurant à HEILLECOURT
 - Madame BESSON Michèle
 Adjoint administratif hospitalier, C.H.U. de NANCY
 demeurant à JARVILLE-LA-MALGRANGE
 - Monsieur BILLON Jérôme
 Adjoint technique principal, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
 demeurant à SAINT-REMIMONT
 - Mademoiselle BLATTNER Sylvette
 Auxiliaire de puériculture de classe normale, CONSEIL GENERAL de NANCY
 demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
 - Monsieur BONTE Denis
 Agent de maîtrise principal, MAIRIE de NANCY
 demeurant à FERRIÈRES
 - Monsieur BOTTICCHIO Noël
 Ouvrier professionnel qualifié, C.H.U. de NANCY
 demeurant à LAY-SAINT-CHRISTOPHE
 - Monsieur BOULANGER Jean-Guy
 Ouvrier professionnel qualifié, C.H.U. de NANCY
 demeurant à TOMBLAINE
 - Monsieur BOURGEOIS Jean-Pierre
 Adjoint technique territorial de 2ème classe, MAIRIE de LUNÉVILLE
 demeurant à LUNÉVILLE
 - Madame BOURO Jocelyne née MIGNOT
 Adjoint technique de 2ème classe, MAIRIE de DOMBASLE-SUR-MEURTHE
 demeurant à MONT-SUR-MEURTHE
 - Madame BUDZINSKI Zsuzsanna née VERES
 Sage-femme classe supérieure, MATERNITE REGIONALE de NANCY
 demeurant à DIEULOUARD
 - Madame BUREL Christiane née GAUTHIER
 Auxiliaire puéricultrice de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
 demeurant à JARVILLE-LA-MALGRANGE
 - Madame CALAIS Brigitte née NOVIAUT
 Adjoint administratif principal de 2ème classe, MAIRIE de CHANTEHEUX
 demeurant à CHANTEHEUX
 - Madame CASIMIR Maryse
 Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
 demeurant à JARVILLE-LA-MALGRANGE
 - Madame CASTEGNARO Patricia née SCHMITT
 Agent des services hospitaliers qualifié, C.H.U. de NANCY
 demeurant à LANEUEVILLE-DEVANT-NANCY
 - Monsieur CASTELLI Serge
 Adjoint technique territorial de 2ème classe, MAIRIE de LUNÉVILLE
 demeurant à LUNÉVILLE
 - Madame CHAMPION Viviane
 Infirmière cadre de santé, C.H.U. de NANCY
 demeurant à HEILLECOURT
 - Mademoiselle CHARBONNET Martine
 Auxiliaire de puériculture de 1ère classe, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE de LUNÉVILLE
 demeurant à LUNÉVILLE
 - Mademoiselle CHARPENTIER Anne
 Technicien de laboratoire de classe normale, C.H.U. de NANCY
 demeurant à NANCY
 - Madame CHARPIN Maryse née GOUIN
 Attaché territorial, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
 demeurant à MARBACHE
 - Madame CHAUFOURNIER Brigitte
 Adjoint administratif 2ème classe, CONSEIL GENERAL de NANCY
 demeurant à LAXOU

- Monsieur CHERRIER Jean-Claude
Adjoint technique principal 1ère classe, MAIRIE de NANCY
demeurant à BLÉNOD-LÈS-PONT-À-MOUSSON

- Mademoiselle CHEVALLIER Catherine
Agent des services hospitaliers qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY

- Mademoiselle CHEVALLIER Janine
Adjoint administratif 2ème classe, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à MONCEL-LÈS-LUNÉVILLE

- Monsieur CIFRA Christian
Adjoint technique de 1ère classe, MAIRIE de BRIEY
demeurant à BRIEY

- Monsieur CLAISSE Lionel
Agent de maîtrise, MAIRIE de FROUARD
demeurant à FROUARD

- Madame CLAUDEL Aldreia née VANDERKAM
Aide-soignante de classe exceptionnelle, CENTRE HOSPITALIER
SPECIALISE de SAINT NICOLAS DE PORT
demeurant à DENEUVRE

- Monsieur CLAUDIN Dominique
Agent de maîtrise principal, MAIRIE de LUNÉVILLE
demeurant à BÉNAMÉNIL

- Madame CLAUSTRE Yvette née SOGNE
Assistante maternelle, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE de LAXOU
demeurant à MAXÉVILLE

- Monsieur COEUR Jean-Jacques
Directeur adjoint hors classe, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY

- Monsieur COLLIGNON Jean-Claude
Adjoint technique de 2ème classe, MAIRIE de LEXY
demeurant à LEXY

- Monsieur COSSERAT Alain
Agent de maîtrise principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à VATHIMÉNIL

- Madame COURRIER Pierrette née DELEAU
Adjoint technique de 2ème classe, C. DE C. MOSELLE ET MADON de
NEUVES MAISONS
demeurant à AUTREY

- Madame CRÉTAILLE Véronique
Monitrice éducatrice, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à NANCY

- Madame CRISTINA Fabienne
Agent spécialisé des écoles maternelles 1ère classe, MAIRIE de MONT
SAINT MARTIN
demeurant à MEXY

- Madame CUGNOT Rachel née GABRIEL
Agent spécialisé des écoles maternelles de 1ère classe, MAIRIE de
MALZÉVILLE
demeurant à BUISSONCOURT

- Madame DA SILVA Eliane née GONCALVES
Adjoint technique 2ème classe, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à NANCY

- Monsieur DALLEMAGNE Pierre
Technicien territorial chef, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de
NANCY
demeurant à LUDRES

- Monsieur DASSI Jean-Marc
Adjoint technique principal de 2ème classe, MAIRIE de PONT À MOUSSON
demeurant à JEZAINVILLE

- Madame DAUPHIN Sylvie
Secrétaire médicale de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à SAINT-MAX

- Madame DAWINT Jocelyne née ROUSSEL
Infirmière cadre supérieur de santé, C.H.U. de NANCY
demeurant à MALZÉVILLE

- Monsieur DE POLI Pierre
Agent d'entretien qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à JARVILLE-LA-MALGRANGE

- Madame DEBAR Martine née COURTOIS
Aide-soignante de classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE
de SAINT NICOLAS DE PORT
demeurant à DOMBASLE-SUR-MEURTHE

- Monsieur DELANZY Joël
Agent des services hospitaliers qualifié, HÔPITAL LOCAL INTERCOM. 3 H
SANTE de CIREY-SUR-VEZOUZE
demeurant à PETITMONT

- Madame DELEPEE Jacqueline
Auxiliaire de puériculture 1ère classe, MAIRIE de NANCY
demeurant à LAXOU

- Madame DELORME Maria née MICHEL
Infirmière de classe normale, MATERNITE REGIONALE de NANCY
demeurant à CUSTINES

- Madame DEPOIRE Nicole
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à SAULXURES-LÈS-NANCY

- Madame DESIAGE Maryvonne née MATH
Adjoint administratif hospitalier de 2° classe, C.H.U. de NANCY
demeurant à BARISEY-AU-PLAIN

- Madame DIDELOT Florence née D'INNOCENTI
Adjoint administratif principal 2° classe, MAIRIE de NANCY
demeurant à LAÏTRE-SOUS-AMANCE

- Monsieur DIDIER Francis
Adjoint technique principal 2ème classe, MAIRIE de NEUVES MAISONS
demeurant à NEUVES-MAISONS

- Madame DUFAUT Andréa née WISS
Educateur territorial chef de jeunes enfants, MAIRIE de VANDOEUVRE LÈS
NANCY
demeurant à NANCY

- Madame DUHAUT Claude née SALTZMANN
Auxiliaire puéricultrice de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à SAINT-NICOLAS-DE-PORT

- Monsieur DUMONT Denis
Technicien supérieur, MAIRIE de LUNÉVILLE
demeurant à LUNÉVILLE

- Madame ELVINGER Annie née THIEBAUT
Agent des services hospitaliers qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à URUFFE

- Monsieur ESTACHY Joël
Aide préparateur en pharmacie, C.H.U. de NANCY
demeurant à MALZÉVILLE

- Monsieur ETIENNEY Claude
Ouvrier professionnel qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY

- Madame FARON Evelyne née COSTE
Adjoint technique territorial de 2ème classe, MAIRIE de LUNÉVILLE
demeurant à LUNÉVILLE

- Madame FERJUL Helaine née PITON
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à CHALIGNY

- Madame FERRY Françoise née JEANPIERRE
Aide-soignante de classe supérieure, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à MARON

- Monsieur FIDANZA Charly
Administrateur hors classe, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de
NANCY
demeurant à LUDRES

- Mademoiselle FONTAINE Nadine
Secrétaire médicale de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY

- Madame FOURNIER Jacqueline née COLAS
Agent d'entretien qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY

- Madame FRANÇOIS Geneviève née HELLENBRAND
Rédacteur territorial principal, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY
de NANCY
demeurant à SAINT-MAX

- Monsieur GALET Philippe
Contrôleur travaux en chef, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de
NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY

- Monsieur GARÉ Jean-Claude
Adjoint technique principal de 2ème classe, MAIRIE de DOMBASLE-SUR-
MEURTHE
demeurant à LUNÉVILLE

- Madame GARNIER Odile née BARJONNET
Agent des services hospitaliers qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY

- Monsieur GELMI Bruno
Adjoint administratif principal, MAIRIE de LUNÉVILLE
demeurant à JOLIVET

- Madame GEORGE Noëlle née LEROY
Agent des services hospitaliers qualifié, CENTRE HOSPITALIER de PONT À
MOUSSON
demeurant à PONT-À-MOUSSON

- Monsieur GEORGES Philippe
Aide-soignant brancardier de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à RICHARDMÉNIL

- Madame GERARD Josiane née VIEL
Attaché territorial, MAIRIE de WOIPPY
demeurant à AUBOUÉ

- Madame GÉRARD Marcelle née MULLER
Agent spécialisé 1ère classe des écoles maternelles, MAIRIE de SEICHAMPS
demeurant à BEZANGE-LA-GRANDE

- Madame GIANZILY Mireille née GERARD
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à TOUL

- Madame GOMEZ Anne-Marie née POISSONNIER
Auxiliaire de puériculture principal de 2ème classe, MAIRIE de VANDOEUVRE
LÈS NANCY
demeurant à NANCY

- Madame GORGE Nicole née BOUXIERES
Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à SAINT-MAX

- Monsieur GOUGELIN Christian
Ouvrier professionnel qualifié, CENTRE HOSPITALIER de PONT À
MOUSSON
demeurant à MAMEY

- Madame GOUJON Anny née CACHET
Agent territorial spécialisé des écoles maternelles 1ère classe, MAIRIE de
CHAMPIGNEULLES
demeurant à BOUXIÈRES-AUX-DAMES

- Madame GOUSY Thérèse née MAZINGUE

Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
- Monsieur GRUY Claude
Adjoint technique principal 1ère classe, MAIRIE de THIAUCOURT-REGNIEVILLE
demeurant à THIAUCOURT-REGNIEVILLE
- Madame GUICHARD Nadine née GUYOT
Rédacteur stagiaire, MAIRIE de DOMMARTIN-LES-TOUL
demeurant à PAGNEY-DERRIÈRE-BARINE
- Madame GUIGNARD Bernadette née ROBERT
Aide-soignante de classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE de SAINT NICOLAS DE PORT
demeurant à SAINT-NICOLAS-DE-PORT
- Monsieur GUILLEMIN Vincent
Contremaître, C.H.U. de NANCY
demeurant à BULLIGNY
- Monsieur GUILMART Didier
Technicien supérieur chef, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à MÉRÉVILLE
- Mademoiselle HANNE Jocelyne
Adjoint technique de 1ère classe, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE de LUNÉVILLE
demeurant à THIÉBAUMÉNIL
- Monsieur HAOND Thierry
Attaché territorial, MAIRIE de VILLERS LÈS NANCY
demeurant à NANCY
- Madame HOMBOURGER Nicole née JACQUES
Rédacteur en chef, MAIRIE de JOEUF
demeurant à JOEUF
- Monsieur HUIN Christian
Agent de maîtrise, MAIRIE de LUNÉVILLE
demeurant à LUNÉVILLE
- Monsieur HUMBERT Dominique
Adjoint technique principal 1ère classe, MAIRIE de NANCY
demeurant à ESSEY-LÈS-NANCY
- Madame HYPOLLITE Joëlle née CAMONIN
Aide-soignante de classe supérieure, MATERNITE REGIONALE de NANCY
demeurant à PONT-À-MOUSSON
- Monsieur JEANDEL Thierry
Agent de maîtrise, MAIRIE de LAXOU
demeurant à LAXOU
- Mademoiselle JEANMAIRE Gisèle
Agent des services hospitaliers qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à TOMBLAINE
- Madame JOBAS Muriel née CARA
Puéricultrice classe supérieure, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à JARNY
- Madame JOLÉ Christiane née MARCEL
secrétaire de mairie, MAIRIE de PARUX
demeurant à PARUX
- Madame KASIDIS Odile née QUESSELAIRE
Aide-soignante de classe supérieure, MATERNITE REGIONALE de NANCY
demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
- Monsieur KIEFFER Daniel
Directeur adjoint hors classe, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame KIRSCHMER Christiane née POIRSON
Adjoint technique 2ème classe, MAIRIE de MAXÉVILLE
demeurant à LAXOU
- Madame KISSENBERGER Danièle née BERGER
Adjoint administratif hospitalier principal, C.H.U. de NANCY
demeurant à CHALIGNY
- Madame KOSTUR Véronique née BLANCHOT
Technicien de laboratoire de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à CUSTINES
- Madame KREBS Marie-Christine née CORDERO
Infirmière de bloc opératoire de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à JARVILLE-LA-MALGRANGE
- Madame KULLING Michèle née MOUZON
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à ÉPLY
- Monsieur LAMPERTI Jean
Agent de maîtrise principal, MAIRIE de LEXY
demeurant à LEXY
- Madame LANGARD Thérèse née MATHIOT
Diététicienne cadre de santé, C.H.U. de NANCY
demeurant à SANZEY
- Monsieur LAPOINTE Michel
Adjoint technique 2° classe, MAIRIE de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame LAPREE Jocelyne née MULLER
Auxiliaire de puériculture, MAIRIE de DOMBASLE-SUR-MEURTHE
demeurant à CRÉVIC
- Madame LAVEINE Annick née L'HUILLIER
Auxiliaire puéricultrice de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à LAXOU
- Madame LEBEL Solange née BETTINGER
Attachée territoriale, MAIRIE de MALLELOY
demeurant à MALLELOY
- Monsieur LEFEVRE Alain
Adjoint principal du patrimoine 1ère classe, CONSEIL GENERAL de NANCY

demeurant à NANCY
- Madame LEFLON Marie-Jeanne
Adjoint technique 2° classe, MAIRIE de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame LIARDET Ondine née BEKHOUCHE
Aide-soignante de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à POMPEY
- Madame LIONNET Elisabeth née LAMY
Technicien de laboratoire cadre de santé, C.H.U. de NANCY
demeurant à VANDIÈRES
- Monsieur LITZENBURGER Pascal
Adjoint technique principal 2ème classe, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à DOMBASLE-SUR-MEURTHE
- Madame LOIGEROT Claudine née RENAUD
Technicien de laboratoire de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
- Monsieur LOPEZ Georges
Adjoint administratif 2° classe, MAIRIE de NANCY
demeurant à VANNES-LE-CHÂTEL
- Mademoiselle MAIRE Marie-Thérèse
Psychologue classe normale, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame MANGE Anne-Marie née HENRY
Rédacteur principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à BLÉNOD-LÈS-PONT-À-MOUSSON
- Monsieur MANQUILLET Dominique
Aide-soignant de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à FLÉVILLE-DEVANT-NANCY
- Madame MARCELIN Brigitte née RICHAUDEAU
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à LEYR
- Madame MARCHAL Béatrice née MOROSI
Infirmière de classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE de SAINT NICOLAS DE PORT
demeurant à VARANGÉVILLE
- Mademoiselle MARIN Jocelyne
Rédacteur, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à REHAINVILLER
- Madame MAROT Martine née CAMUS
Préparateur en pharmacie de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à SAINT-NICOLAS-DE-PORT
- Madame MARTIN Dominique née GOUSSOT
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à SEICHAMPS
- Madame MARTIN Martine née CHAUX
Aide soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
- Madame MARX Ginette née RELEI
Aide-soignante de classe exceptionnelle, CENTRE HOSPITALIER REGIONAL de METZ
demeurant à VILLERUPT
- Madame MATHIEU Evelyne née MOUGENOT
Infirmière cadre de santé, C.H.U. de NANCY
demeurant à DAMELEVIÈRES
- Madame MATHIEU Marie-Christine
Aide-soignante de classe supérieure, MATERNITE REGIONALE de NANCY
demeurant à NANCY
- Mademoiselle MATHIEU Marie-Odile
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame MAURY Francine
Aide-soignante de classe exceptionnelle, MATERNITE REGIONALE de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- Madame MAXAN Claude
Technicien de laboratoire de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame MERRIAUX Marlène née PETIT
Adjoint technique 2ème classe, MAIRIE de VANDOEUVRE LÈS NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- Madame MEYER Martine née THIRION
Adjoint technique 2ème classe, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE de JARVILLE LA MALGRANGE
demeurant à FLÉVILLE-DEVANT-NANCY
- Monsieur MICHEL Alain
Agent de maîtrise principal, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à TOMBLAINE
- Madame MICHELAND Brigitte
Rédacteur territorial, MAIRIE de NANCY
demeurant à NANCY
- Monsieur MILLER Patrick
Aide-soignant de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à LUNÉVILLE
- Madame MONCHABLON Danielle née BURTON
Adjoint administratif hospitalier principal, C.H.U. de NANCY
demeurant à SAULXURES-LÈS-NANCY
- Monsieur MORDENTI Gilles
Attaché principal, SYNDICAT INTERCOMMUNAL EAU ET ASSAINISSEMENT DE FONTOY VALLEE DE LA FENSCH de FONTOY

demeurant à SANCY
 - Madame MOREL Nicole née MERGEN
 Rédacteur chef, CONSEIL GENERAL de NANCY
 demeurant à PULNOY
 - Madame MOTZ Joëlle née CIANNARELLA
 Cadre socio-éducatif, CONSEIL GENERAL de NANCY
 demeurant à NANCY
 - Monsieur MOUDA Saïd
 Adjoint technique de 2ème classe, MAIRIE de NEUVES MAISONS
 demeurant à NEUVES-MAISONS
 - Madame MULLER Reine Marie née THOMAS
 Secrétaire de mairie, MAIRIE de HOUEMONT
 demeurant à HOUEMONT
 - Monsieur NIGUES Francis
 Adjoint technique principal 1ère classe, MAIRIE de BLAINVILLE SUR L'EAU
 demeurant à BLAINVILLE-SUR-L'EAU
 - Madame NOIZETTE Angélique née CZUBAK
 Attaché d'administration, CENTRE HOSPITALIER ST CHARLES de TOUL
 demeurant à LUDRES
 - Monsieur PELLEGRINI Laurent
 Aide-soignant de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
 demeurant à ROYAUMEIX
 - Monsieur PERIAL Thierry
 Ouvrier professionnel qualifié, C.H.U. de NANCY
 demeurant à TOUL
 - Madame PERRAUD Maryvonne
 Attaché, CONSEIL GENERAL de NANCY
 demeurant à CHAVIGNY
 - Madame PERRIN Claudine née CARRE
 Adjoint des cadres hospitaliers de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
 demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
 - Madame PERRIN Fabienne née WEBER
 Sage-femme de classe supérieure, MATERNITE REGIONALE de NANCY
 demeurant à SAINT-MAX
 - Madame PERRIN Thérèse née QUENTIN
 Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
 demeurant à LAXOU
 - Madame PHARATON Nadège
 Rédacteur chef, CONSEIL GENERAL de NANCY
 demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
 - Madame PILON Marie-Jeanne
 Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
 demeurant à LIVERDUN
 - Madame PINAUD Catherine
 Puéricultrice diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
 demeurant à NANCY
 - Madame PIOT Véronique née MIMOLLE
 Auxiliaire puéricultrice de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
 demeurant à LUDRES
 - Madame POINSIGNON Christiane née ROGER
 Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
 demeurant à TOUL
 - Madame PRUVOT Marie-Thérèse née STOTZ
 Agent technique 2ème classe, MAIRIE de EULMONT
 demeurant à EULMONT
 - Monsieur QUQU Jean-Marie
 Agent de maîtrise principal, MAIRIE de LAXOU
 demeurant à LAXOU
 - Monsieur RADINOVIC Michel
 Educateur APS 2ème classe, COMMUNAUTE DE COMMUNES de
 HOMECOURT
 demeurant à JOEUF
 - Monsieur RAISON François
 Maître ouvrier, CENTRE HOSPITALIER ST CHARLES de TOUL
 demeurant à PAGNEY-DERRIÈRE-BARINE
 - Madame RANCESI Evarista née SOMARRIBA
 Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
 demeurant à VILLEY-SAINT-ETIENNE
 - Madame REMEN Evelyne née BURGER
 Adjoint administratif hospitalier principal, C.H.U. de NANCY
 demeurant à EULMONT
 - Mademoiselle REMY Catherine
 Puéricultrice diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
 demeurant à VARANGÉVILLE
 - Madame RÉMY Claude née LEMOINE
 Adjoint administratif principal, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY
 de NANCY
 demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
 - Madame RENAUDIN Michèle née BRUSSEAU
 Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
 demeurant à FROLOIS
 - Madame RENO Géraldine née TAVERNE
 Assistante maternelle, MAIRIE de VILLERS LÈS NANCY
 demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
 - Mademoiselle RICHARD Martine
 Aide-soignante de classe supérieure, MAISON DE RETRAITE de FAULX
 demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
 - Monsieur RIZZATO Lucien
 Agent de maîtrise principal, MAIRIE de HOMÉCOURT
 demeurant à HOMÉCOURT
 - Monsieur ROBIN Serge

Adjoint technique de 1ère classe, C. DE C. DU PAYS DE PONT A MOUSSON
 de PONT-À-MOUSSON
 demeurant à PONT-À-MOUSSON
 - Monsieur ROTA Jean-Marie
 Educateur APS hors classe, MAIRIE de LONGLAVILLE
 demeurant à HERSERANGE
 - Mademoiselle ROUYER Nelly
 Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
 demeurant à TOUL
 - Monsieur ROVELLI Gérard
 Contrôleur de travaux, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de
 NANCY
 demeurant à ESSEY-LÈS-NANCY
 - Madame ROVER Evelyne née MILLET
 Aide-soignante de classe normale, C.H.U. de NANCY
 demeurant à NEUVES-MAISONS
 - Madame ROYER Renée
 Assistante maternelle, MAIRIE de VANDOEUVRE LÈS NANCY
 demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
 - Madame RUER Martine née FORTUNAT
 Infirmière de classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE de
 SAINT NICOLAS DE PORT
 demeurant à ROZELIEURES
 - Mademoiselle SADOWSKI Nicole
 Auxiliaire de puériculture principale, MAIRIE de VANDOEUVRE LÈS NANCY
 demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
 - Madame SATEL ISELLA Henriette née SATEL
 Infirmière de classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE de
 SAINT NICOLAS DE PORT
 demeurant à ESSEY-LÈS-NANCY
 - Madame SCROFANI Vilma
 Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
 demeurant à ART-SUR-MEURTHE
 - Madame SEGHIR Catherine née CONOT
 Aide-soignante de classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE
 de SAINT NICOLAS DE PORT
 demeurant à SAINT-NICOLAS-DE-PORT
 - Madame SERRURIER Brigitte née BUCHI
 Technicien de laboratoire de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
 demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
 - Madame SIMONAIRE Elise née BLUDSZUS
 Secrétaire de mairie, MAIRIE de HARAUCOURT
 demeurant à HARAUCOURT
 - Mademoiselle SUTY Odile
 Technicien de laboratoire de classe normale, C.H.U. de NANCY
 demeurant à NANCY
 - Monsieur TEISSEIRE Daniel
 Adjoint technique principal 2ème classe, O.P.H.L.M. de LUNÉVILLE
 demeurant à CROISMARE
 - Madame TESSE Jocelyne née TOURNASSOUD
 Puéricultrice cadre de santé, C.H.U. de NANCY
 demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
 - Madame THEVENOT Martine née ACCILI
 Infirmière de bloc opératoire classe supérieure, C.H.U. de NANCY
 demeurant à NORROY-LÈS-PONT-À-MOUSSON
 - Madame THIEBAUT Marie-Thérèse née PERICARD
 Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
 demeurant à CERVILLE
 - Monsieur THIERY Alain
 Directeur Général des Services, MAIRIE de MONT SAINT MARTIN
 demeurant à MONT-SAINT-MARTIN
 - Mademoiselle THIVET Marie-Claude
 Auxiliaire puéricultrice de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
 demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
 - Monsieur THOMAS Jean-Paul
 Agent technique en chef, MAIRIE de FROUARD
 demeurant à FROUARD
 - Madame THOMAS Jeannine née MAGUIN
 Infirmière de classe normale, MATERNITE REGIONALE de NANCY
 demeurant à MALZÉVILLE
 - Mademoiselle TRIDON Isabelle
 Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
 demeurant à PIERREVILLE
 - Madame URBAN Martine née SEVRIN
 Attaché principal, MAIRIE de AUBOUÉ
 demeurant à HOMÉCOURT
 - Madame VALDES MARFULL Muriel née DRAHON
 Secrétaire médicale de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
 demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
 - Monsieur VAUTRIN Michel
 Aide-soignant brancardier de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
 demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
 - Monsieur VERRELLE Jean-Pierre
 Adjoint technique principal de 2ème classe, MAIRIE de BACCARAT
 demeurant à BACCARAT
 - Madame VIARDIN Chantal née PERNET
 Aide-soignante de classe supérieure, CONSEIL GENERAL de NANCY
 demeurant à DOMBASLE-SUR-MEURTHE
 - Madame VILLARS Agnès née DUBUY
 Secrétaire médicale de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
 demeurant à CHARMOIS

- Madame VOILLOT Martine
Préparateur en pharmacie de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY

- Monsieur VUILLEMARD Vincent
Educateur des activités physiques et sportives hors classe, C. DE C.
MOSELLE ET MADON de NEUVES MAISONS
demeurant à TOUL

- Monsieur WEIDMANN Didier
Assistant socio-éducatif principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à NANCY

- Madame WIBROTTE Catherine née JOLY
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à PULNOY

Médaille OR

- Mademoiselle ADAM Annie
Adjoint administratif 1ère classe, MAIRIE de NANCY
demeurant à NANCY

- Madame AMOROSO Irène née DMITZAK
Technicien de laboratoire cadre de santé, C.H.U. de NANCY
demeurant à DOMMARTIN-LÈS-TOUL

- Monsieur ANZIVINO Antonio
Conseiller socio-éducatif, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à NANCY

- Madame ARTINIAK Cécile née MUSIAL
Puéricultrice classe supérieure, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à NANCY

- Madame ASSELOT Odette née MARIOTTE
Aide-soignante de classe supérieure, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à LEYR

- Madame AUBERGER Martine née BOYET
Adjoint administratif hospitalier principal, C.H.U. de NANCY
demeurant à SAULXURES-LÈS-NANCY

- Madame AUBRY Yolande née DUMEZ
Agent des services hospitaliers qualifié, CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE
de SAINT NICOLAS DE PORT
demeurant à SAINT-NICOLAS-DE-PORT

- Madame BACHORZ Sonia née SALETTI
Adjoint technique de 2ème classe, CENTRE COMMUNAL D'ACTION
SOCIALE de JOEUF
demeurant à JOEUF

- Monsieur BALLEVRE Gérard
Adjoint technique principal 1ère classe, MAIRIE de TOMBLAINE
demeurant à TOMBLAINE

- Monsieur BARBIER Jean-luc
Agent de maîtrise, MAIRIE de LUNÉVILLE
demeurant à BONVILLER

- Madame BARCHAPT Chantal née HAZARD
Agent des services hospitaliers qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à SEXEY-AUX-FORGES

- Mademoiselle BATAIL Francine
Secrétaire médicale de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY

- Madame BELVAUX Jocelyne née TROUSSET
Technicien de laboratoire classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER
REGIONAL de METZ
demeurant à LABRY

- Madame BERVICK Agnès née CUNAT
Auxiliaire puéricultrice de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à AGINCOURT

- Madame BEXON Françoise née FROHN
Monitrice éducatrice, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à NANCY

- Monsieur BIGANZOLI Daniel
Adjoint technique 1ère classe, MAIRIE de LAXOU
demeurant à NANCY

- Madame BLONDEL Martine
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY

- Monsieur BONLARRON François
Préparateur, C.H.U. de NANCY
demeurant à JARVILLE-LA-MALGRANGE

- Madame BOSCH Annie
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à GONDREVILLE

- Madame BOUGUERDJ Marie-José née DÉPERNET
Secrétaire de mairie, MAIRIE de VELAIN-EN-HAYE
demeurant à VELAIN-EN-HAYE

- Madame BOULHAUT Danièle
Aide technique d'électroradiologie, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY

- Madame BOURLIER Marie-José née MICHELET
Adjoint administratif 2ème classe, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND
NANCY de NANCY
demeurant à LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY

- Madame BOURQUIN Francine née ZATKA
Secrétaire médicale de classe exceptionnelle, CENTRE HOSPITALIER
SPECIALISE de SAINT NICOLAS DE PORT
demeurant à SAINT-NICOLAS-DE-PORT

- Madame BRETON Martine née BOTH
Maître ouvrier, CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE de SAINT NICOLAS DE
PORT

demeurant à ROSIÈRES-AUX-SALINES

- Monsieur BRIDARD Michel
Ingénieur, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à CHALIGNY

- Monsieur BRUTHIAUX Pierre
Conservateur bibliothèque en chef, MAIRIE de LAXOU
demeurant à LAXOU

- Monsieur BZYMEK Christian
Aide-soignant brancardier de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à JARVILLE-LA-MALGRANGE

- Mademoiselle CAMELLE Liliane
Puéricultrice cadre de santé, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY

- Monsieur CÉZARD Jacques
Agent de maîtrise principal, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de
NANCY
demeurant à ART-SUR-MEURTHE

- Monsieur CHAFFOTTE Serge
Assistant qualifié de conservation 1ère classe, CONSEIL GENERAL de
NANCY
demeurant à TOMBLAINE

- Madame CHATAIN Marie-Thérèse née NUS
Adjoint technique de 2ème classe, MAIRIE de SAULXURES LÈS NANCY
demeurant à SAULXURES-LÈS-NANCY

- Madame CHATEAU Christiane
Ouvrier professionnel spécialisé, CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE de
SAINT NICOLAS DE PORT
demeurant à SAINT-NICOLAS-DE-PORT

- Madame CHAVEL Marie-Isabelle née LLAMAS
Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à HAROUÉ

- Madame CHENITEF Yvette née RAPINAT
Maître ouvrier, C.H.U. de NANCY
demeurant à VILLEY-SAINT-ETIENNE

- Madame COCHENET Marie-Cécile
Secrétaire médicale de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY

- Monsieur CORPART Jean-Michel
Agent de maîtrise principal, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de
NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY

- Madame COULON Chantal
Adjoint administratif de 2ème classe, MAIRIE de JOEUF
demeurant à JOEUF

- Madame COURTABAN-CHERGUI Fatima née CHERGUI
Agent administratif, C.H.U. de NANCY
demeurant à SAINTE-GENEVIÈVE

- Madame DAVID Monique née GETTE
Directrice adjointe, HÔPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL de POMPEY
demeurant à FEY-EN-HAYE

- Madame DE POLI Christiane née VALDENNAIRE
Adjoint administratif principal 2ème classe, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à JARVILLE-LA-MALGRANGE

- Madame DE TOURNEUF Catherine
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY

- Monsieur DECKER Jacques
Maître ouvrier, C.H.U. de NANCY
demeurant à LUDRES

- Monsieur DELARUELLE Patrick
Adjoint technique 2ème classe, MAIRIE de LAXOU
demeurant à LAXOU

- Madame DENNER Martine née BREGEARD
ATSEM Principal, MAIRIE de LUNÉVILLE
demeurant à LUNÉVILLE

- Madame DUFLOST Françoise née MOREL
Secrétaire médicale de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à GONDREVILLE

- Madame DURAIN-SIEFERT Danielle née BRIE
Infirmier cadre de santé, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY

- Madame ERHARD Marie-Thérèse
Technicien de laboratoire de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à PULLIGNY

- Madame ETIENNE Jeanne-Marie
Attaché territorial, MAIRIE de FROUARD
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY

- Monsieur FERQUEL Gilles
Manipulateur d'électroradiologie cadre supérieur de santé, C.H.U. de NANCY
demeurant à PULNOY

- Monsieur FERRY Pierre
Technicien supérieur chef, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à DOMBASLE-SUR-MEURTHE

- Mademoiselle FISCHER Brigitte
Technicien de laboratoire de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY

- Monsieur FLORENTIN Gérald
Agent de maîtrise principal, MAIRIE de VANDOEUVRE LÈS NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY

- Mademoiselle FOLDA Fabienne
Rédacteur territorial, MAIRIE de JARNY

demeurant à JARNY
 - Madame FORDOXCEL Jacqueline née HOFFALT
 Adjoint technique de 2ème classe, MAIRIE de LEXY
 demeurant à LEXY
 - Madame FOURY Evelyne née AMBS
 Adjoint administratif principal 2ème classe, MAIRIE de MAXÉVILLE
 demeurant à MAXÉVILLE
 - Madame FRANÇOIS Claudine née GUENZI
 Adjoint technique de 2ème classe, COMMUNAUTE DE COMMUNES de HOMECOURT
 demeurant à JOEUF
 - Mademoiselle GABRIELLI Nelly
 Adjoint administratif principal de 2ème classe, MAIRIE de HOMÉCOURT
 demeurant à HOMÉCOURT
 - Madame GADROY Marie-Odile née DUBOIS
 Educatrice spécialisée, CONSEIL GENERAL de NANCY
 demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
 - Madame GALTIER Catherine née HAUPLOMB
 Rédacteur, MAIRIE de LANEUVEVILLE DEVANT NANCY
 demeurant à LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY
 - Madame GERARD Marie-Thérèse
 Adjoint administratif principal 1ère classe, SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS de NANCY
 demeurant à JEZAINVILLE
 - Madame GODEFROY Françoise née KLEIN
 Aide-soignante de classe exceptionnelle, MAISON DE RETRAITE de FAULX
 demeurant à FAULX
 - Monsieur GOULIN Bernard
 Agent de maîtrise, MAIRIE de LAXOU
 demeurant à MONT-L'ÉTROIT
 - Madame GOURDANGE Nicole née MARQUANT
 Rédacteur territorial, MAIRIE de NANCY
 demeurant à NANCY
 - Monsieur GRANDADAM Philippe
 Adjoint technique principal 1ère classe, MAIRIE de NANCY
 demeurant à ESSEY-LÈS-NANCY
 - Madame GRANDIDIER Françoise née JACQUOT
 Technicien de laboratoire de classe normale, C.H.U. de NANCY
 demeurant à SEXEY-AUX-FORGES
 - Madame GRANGIRARD Elisabeth
 Infirmière cadre supérieur de santé, C.H.U. de NANCY
 demeurant à SAINT-MAX
 - Madame GRILLET Françoise
 Agent des services hospitaliers qualifié de 1°catégorie, CONSEIL GENERAL de NANCY
 demeurant à LAXOU
 - Madame GRILLON Claudine
 Agent des services hospitaliers qualifié, C.H.U. de NANCY
 demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
 - Madame GUERARD Josette née AVRIL
 Rédacteur chef, CONSEIL GENERAL de NANCY
 demeurant à NANCY
 - Monsieur HAENSLER Albert
 Adjoint technique de 1ère classe, COMMUNAUTE DE COMMUNES de BLAINVILLE-SUR-L'EAU
 demeurant à BLAINVILLE-SUR-L'EAU
 - Madame HARLON Nicole née COLIN
 Maître ouvrier, C.H.U. de NANCY
 demeurant à LIVERDUN
 - Mademoiselle HAVAS Thérèse
 Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
 demeurant à NANCY
 - Madame HOCQUARD Marie-Noëlle
 Adjoint administratif hospitalier de 2° classe, C.H.U. de NANCY
 demeurant à NANCY
 - Monsieur HOVASSE Christian
 Technicien supérieur chef, C.H.U. de NANCY
 demeurant à JARVILLE-LA-MALGRANGE
 - Madame JACQUET Marie Noëlle
 Aide-médecin psychologue, CONSEIL GENERAL de NANCY
 demeurant à MAXÉVILLE
 - Monsieur JEANCLAUDE Hubert
 Rédacteur chef, MAIRIE de SAINT MAX
 demeurant à LAXOU
 - Monsieur JOLY Michel
 Adjoint technique 2° classe, MAIRIE de NANCY
 demeurant à NANCY
 - Madame JOURDAIN Chantal née ACAMPO
 Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
 demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
 - Monsieur JUBERT Serge
 Agent de maîtrise, MAIRIE de VANDOEUVRE LÈS NANCY
 demeurant à BENNEY
 - Madame KLUT Dominique née FAYOLLE
 Aide-soignante de classe exceptionnelle, MATERNITE REGIONALE de NANCY
 demeurant à FONTENOY-SUR-MOSELLE
 - Madame KOCHER Antoinette née FOINANT
 Adjoint des cadres hospitaliers de classe normale, CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE de SAINT NICOLAS DE PORT
 demeurant à SAINT-NICOLAS-DE-PORT

- Madame KREBS Michèle née HANZO
 Technicien de laboratoire de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
 demeurant à PONT-SAINT-VINCENT
 - Monsieur LAMBERT Georges
 Agent de maîtrise principal, MAIRIE de TOMBLAINE
 demeurant à TOMBLAINE
 - Madame LARBALETIER Chantal née HUGUEL
 Auxiliaire puéricultrice de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
 demeurant à NANCY
 - Monsieur LARGNIER Jacques
 Maître ouvrier principal, C.H.U. de NANCY
 demeurant à BOUXIÈRES-AUX-DAMES
 - Madame LECAILLON Annie née BRETON
 Agent des services hospitaliers qualifié, C.H.U. de NANCY
 demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
 - Monsieur LEJEUNE André
 Agent de maîtrise principal, MAIRIE de LAXOU
 demeurant à LAXOU
 - Monsieur LEONARD Dominique
 Adjoint technique principal, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
 demeurant à BAYON
 - Monsieur LOPEZ Gérard
 Adjoint technique 2° classe, MAIRIE de NANCY
 demeurant à NANCY
 - Madame MARCHAL Monique née OUHBAB
 Aide-soignante de classe exceptionnelle, HÔPITAL LOCAL
 INTERCOMMUNAL de POMPEY
 demeurant à FROUARD
 - Madame MARCHAND Françoise née MORIN
 Adjoint des cadres de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
 demeurant à MAIZIÈRES
 - Madame MARET Marguerite
 Infirmière cadre de santé, C.H.U. de NANCY
 demeurant à NANCY
 - Madame MARIETTA Nadine née THIRY
 Adjoint technique de 2ème classe, MAIRIE de JOEUF
 demeurant à JOEUF
 - Monsieur MARION Jacques
 Ouvrier professionnel qualifié, C.H.U. de NANCY
 demeurant à NANCY
 - Monsieur MARTEL Michel
 Standardiste, C.H.U. de NANCY
 demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
 - Madame MARTIN Thérèse née GÉHIN
 Rédacteur, MAIRIE de VILLERS LÈS NANCY
 demeurant à NANCY
 - Madame MAYON Christine
 Auxiliaire puéricultrice de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
 demeurant à GONDREVILLE
 - Monsieur MECHET Daniel
 Adjoint technique principal 2ème classe, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
 demeurant à NANCY
 - Monsieur MERCIER Jacques
 Adjoint administratif principal de 2ème classe, MAIRIE de VILLERS LÈS NANCY
 demeurant à HABLAINVILLE
 - Madame MICLOT Monique née HILD
 Adjoint administratif principal 1ère classe, CONSEIL GENERAL de NANCY
 demeurant à MANONCOURT-EN-VERMOIS
 - Madame MILLON Christine
 Technicien de laboratoire de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
 demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
 - Monsieur MILOT Christian
 Standardiste, C.H.U. de NANCY
 demeurant à NANCY
 - Monsieur MINETTE Christian
 Technicien prothésiste dentaire de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
 demeurant à NANCY
 - Mademoiselle MOINE Marie-Paule
 Agent des services hospitaliers qualifié, C.H.U. de NANCY
 demeurant à SAINT-MAX
 - Madame MOLINIE Marie-Thérèse
 Infirmier de classe supérieure, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
 demeurant à NOMENY
 - Monsieur NOËL André
 Secrétaire de mairie, MAIRIE de LANEUVEVILLE AUX BOIS
 demeurant à CROISMARE
 - Madame OLLA Josiane née MISTLER
 Adjoint administratif, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
 demeurant à LAY-SAINT-CHRISTOPHE
 - Madame PARDIEU Françoise née THIEBAULT
 Adjoint administratif 1ère classe, CONSEIL GENERAL de NANCY
 demeurant à SAINT-MAX
 - Madame PARISOT Marie-Claude née CHEVAL
 Puéricultrice cadre de santé, MAIRIE de MALZÉVILLE
 demeurant à MALZÉVILLE
 - Monsieur PAULINE Christian

Educateur territorial hors classe, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à VELAIN-EN-HAYE
- Madame PERNOT Marie-Jeanne
Rédacteur, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à CHAVIGNY
- Madame PEROT Francine
Adjoint administratif principal 1ère classe, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à MARBACHE
- Madame PERRIN Bernadette
Rédacteur, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à EULMONT
- Madame PIAT Guylène née MISMER
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à BRIN-SUR-SEILLE
- Madame PRIGNOT Evelyne née LOUIS
Puéricultrice cadre de santé, C.H.U. de NANCY
demeurant à ÉCROUVES
- Madame REGNARD-MORCEL Françoise
Adjoint administratif principal 1ère classe, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à CRÉVÉCHAMPS
- Madame RINGENBACH Annie née NOEL
Attaché territorial, MAIRIE de NANCY
demeurant à MILLERY
- Madame ROE Michelle née DETREVAL
Secrétaire de mairie, MAIRIE de MESSEIN
demeurant à MESSEIN
- Monsieur ROMAC René
Contremaître principal, C.H.U. de NANCY
demeurant à COYVILLER
- Madame ROQUEL Dominique
Puéricultrice diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- Monsieur TARTARIN Jean-Luc
Professeur d'enseignement artistique hors classe, C. D'AGGLO. DE METZ
METROPOLE de METZ
demeurant à ARNAVILLE
- Monsieur THENOT Sylviane
Rédacteur en chef, MAIRIE de PONT À MOUSSON
demeurant à PONT-À-MOUSSON
- Madame THIEBAUT Christiane
Maître ouvrier, C.H.U. de NANCY
demeurant à TONNOY
- Madame TOUTLEMONDE Martine
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à PULNOY
- Monsieur UMLOR Gérard
Attaché d'administration hospitalière principal 1^{er} classe, C.H.U. de NANCY
demeurant à PULNOY
- Madame VAICLE Martine née GRANDSIRE
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à SIVRY
- Madame VANDENELSKEN Marie-Christine
Aide-soignante de classe exceptionnelle, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
- Madame VARNIER Martine née PERRIN
Infirmière diplômée d'Etat, CENTRE HOSPITALIER de PONT À MOUSSON
demeurant à ATTON
- Madame VELFRINGER Sylvaine née LEDRAPPIER
Rédacteur territorial chef, MAIRIE de VANDOEUVRE LÈS NANCY
demeurant à HEILLECOURT
- Madame VERGER Monique née HOFFNUNG
Agent de maîtrise principal, MAIRIE de NANCY
demeurant à TOMBLAINE
- Madame VERLET Anne-Marie
Secrétaire médicale de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- Madame VIARD Martine née MONNOT
Adjoint administratif principal 1ère classe, SERVICE DEPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS de NANCY
demeurant à SEICHAMPS
- Monsieur VOHLGEMUTH Patrick
Adjoint technique principal de 1ère classe, MAIRIE de VANDOEUVRE LÈS
NANCY
demeurant à OCHEY
- Monsieur XEMAY François
Conseiller socio-économique, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à TANTONVILLE

Art. 3 : Le secrétaire général et le directeur de cabinet sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 18 décembre 2007

Le préfet,
Hugues PARANT

Extrait de l'arrêté du 20 décembre 2007 accordant la médaille d'honneur agricole à l'occasion de la promotion du 1^{er} janvier 2008

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La médaille d'honneur agricole ARGENT est décernée à :
- Monsieur AGOSTINI André

Responsable Qualité, UCA SILO DE FROUARD, FROUARD.
demeurant à POMPEY
- Madame BAEZA Sandrine
Assistante commerciale, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ (Agence de VANDOEUVRE Doumer).
demeurant à VILLEY-SAINT-ÉTIENNE
- Monsieur BELISSENT René
Directeur d'exploitation, UCA SILO DE FROUARD, FROUARD.
demeurant à BOUXIÈRES-AUX-DAMES
- Monsieur COURTIOL Alain
Conducteur d'installation, UCA SILO DE FROUARD, FROUARD.
demeurant à BOUXIÈRES-AUX-DAMES
- Monsieur DELOT Jean-Luc
Chef d'exploitation, UCA SILO DE FROUARD, FROUARD.
demeurant à POMPEY
- Madame FAVRE Anne
Responsable informatique, CRÉDIT AGRICOLE ALSACE VOSGES,
STRASBOURG.
demeurant à HEILLECOURT
- Monsieur FROSCH Raymond (en retraite)
Cariste, GRANDS MOULINS DE PARIS, NANCY.
demeurant à SAINT-MAX
- Monsieur GALLOIS Fabien
Conducteur d'installation, UCA SILO DE FROUARD, FROUARD.
demeurant à BOUXIÈRES-AUX-DAMES
- Monsieur GENICOT Pascal
Chef de dépôt, UCA SILO DE FROUARD, FROUARD.
demeurant à CHAMPIGNEULLES
- Monsieur KOZOLE Daniel
Responsable de domaine, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ.
demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
- Madame KUSTER Sandrine née LANOIX
Analyste Annimateur, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ.
demeurant à TOUL
- Madame LECLERE Violette née DIEBOLT
Analyste Animateur, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ.
demeurant à SEICHAMPS
- Madame LEMAIRE Pascale née COLLIGNON
Responsable Transports, FROMAGERIES RICHES MONTS, METZ.
demeurant à ESSEY-ET-MAIZERAIS
- Monsieur LEONARD Régis
Contremaître, UCA SILO DE FROUARD, FROUARD.
demeurant à AINGERAY
- Mademoiselle PÉREZ MARQUEZ Isabelle
Chargée d'activité, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ.
demeurant à TOUL
- Monsieur PHILIPPE Thierry
Chef de zone export, FROMAGERIES RICHES MONTS, METZ.
demeurant à MAXÉVILLE
- Monsieur PICAUD Alain
Responsable marché des professionnels, CRÉDIT AGRICOLE ALSACE
VOSGES, STRASBOURG.
demeurant à LUDRES
- Monsieur SAUDER Marc
Analyste animateur, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ.
demeurant à AUTREVILLE-SUR-MOSELLE
- Monsieur SIGRIST André
Responsable de domaine, SODIAAL, PARIS.
demeurant à RÉMÉRÉVILLE
- Monsieur ZVINGER Daniel
Conseiller privé, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ.
demeurant à DOMBASLE

Art. 2 : La médaille d'honneur agricole VERMEIL est décernée à :
- Monsieur AGOSTINI André
Responsable Qualité, UCA SILO DE FROUARD, FROUARD.
demeurant à POMPEY
- Monsieur BELISSENT René
Directeur d'exploitation, UCA SILO DE FROUARD, FROUARD.
demeurant à BOUXIÈRES-AUX-DAMES
- Monsieur DELOT Jean-Luc
Chef d'exploitation, UCA SILO DE FROUARD, FROUARD.
demeurant à POMPEY
- Monsieur FROSCH Raymond (en retraite)
Cariste, GRANDS MOULINS DE PARIS, NANCY.
demeurant à SAINT-MAX
- Mademoiselle GALLET Catherine
Assistante communication, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ.
demeurant à SAINT-MAX
- Monsieur JONQUET Philippe
Conseiller professionnels, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ (Agence de NEUVES-MAISONS).
demeurant à ROSIÈRES-AUX-SALINES
- Monsieur KHEMISTI Fabien
Conseiller gestion patrimoine, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ
(Agence de NEUVES-MAISONS).
demeurant à NEUVES-MAISONS
- Monsieur LEONARD Régis
Contremaître, UCA SILO DE FROUARD, FROUARD.
demeurant à AINGERAY
- Madame MANTEAU Evelyne née PERSICO
Assistante gestion entreprises, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ.

demeurant à LABRY
 - Mademoiselle OTELLI Marielle
 Assistante, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ.
 demeurant à NANCY
 - Monsieur SIGRIST André
 Responsable de domaine, SODIAAL, PARIS.
 demeurant à RÉMÉRÉVILLE
Art. 3 : La médaille d'honneur agricole OR est décernée à :
 - Monsieur ABA Saïd
 Ouvrier de fabrication, FROMAGERIES RICHES MONTS, METZ.
 demeurant à THIAUCOURT-REGNIÉVILLE
 - Monsieur AGOSTINI André
 Responsable Qualité, UCA SILO DE FROUARD, FROUARD.
 demeurant à POMPEY
 - Madame BAILLY Marie-Agnès
 Analyste animateur, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ.
 demeurant à LAXOU
 - Monsieur BELISSENT René
 Directeur d'exploitation, UCA SILO DE FROUARD, FROUARD.
 demeurant à BOUXIÈRES-AUX-DAMES
 - Monsieur CAILLET Gilles
 Assistant, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ.
 demeurant à LAXOU
 - Monsieur CHATELAIN Marcel
 Assistant commercial, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ (Agence de FROUARD DIEULOUARD).
 demeurant à MANONCOURT-EN-WOËVRE
 - Monsieur DELOT Jean-Luc
 Chef d'exploitation, UCA SILO DE FROUARD, FROUARD.
 demeurant à POMPEY
 - Monsieur FOURNIER Jean-Paul
 Assistant, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ.
 demeurant à NANCY
 - Monsieur FROSCH Raymond (en retraite)
 Cariste, GRANDS MOULINS DE PARIS, NANCY.
 demeurant à SAINT-MAX
 - Madame HINZELIN Monique née BARBIER
 Conseillère commerciale, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ (Agence de BAYON).
 demeurant à HAUSSEVILLE
 - Madame JACQUIER Yvette née BAUCHEZ
 Ouvrière de conditionnement, FROMAGERIES RICHES MONTS, METZ.
 demeurant à SPONVILLE
 - Mademoiselle LAROCHE Michèle
 Assistante technico-commerciale, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ (Agence de LONGUY-HAUT).
 demeurant à LONGWY
 - Madame MUNIER Régine née DESBOEUF
 Assistante commerciale, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ (Agence de LUNEVILLE).
 demeurant à CHANTEHEUX
 - Madame PELLETIER Marie-Ange née CAVATZ
 Assistante commerciale, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ (Agence de NEUVES-MAISONS).
 demeurant à FROLOIS
 - Monsieur PLANCHE Jean-Marc
 Responsable LSA, SICAMO, LEMUD.
 demeurant à VIVIERS-SUR-CHIERS
 - Madame POPPE Martine née GUY
 Assistante de clientèle, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ (Agence de TOUL PLACE RONDE).
 demeurant à MÉNIL LA TOUR
 - Monsieur RENARD Francis Louis
 Assistant, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ.
 demeurant à JARNY
 - Madame ROUSIC Josette née MARI
 Assistante de gestion entreprises, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ (Agence de NANCY).
 demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
 - Monsieur SIGRIST André
 Responsable de domaine, SODIAAL, PARIS.
 demeurant à RÉMÉRÉVILLE
 - Madame SIMON Sylviane née CHARPENTIER
 Responsable agence de proximité, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ (Agence de TOUL PLACE RONDE).
 demeurant à TOUL
 - Monsieur TOUTAIN Jean Pierre
 Analyste animateur, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ.
 demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
Art. 4 : La médaille d'honneur agricole GRAND OR est décernée à :
 - Monsieur BALLY Alain
 Responsable d'agence de proximité, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ (Agence de LUNEVILLE).
 demeurant à REMENOVILLE
 - Monsieur BERNARD Gilbert
 Analyste animateur, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ.
 demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
 - Madame BERTON Joëlle née MALCHIEU
 Technicienne, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ.
 demeurant à LAXOU
 - Monsieur BOILEAU Pierre

Directeur d'agence, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ (Agence de NANCY).
 demeurant à LUDRES
 - Madame BUCHART Nicole née ENGEL
 Technicienne bureautique, SODIAAL, PARIS.
 demeurant à OLLEY
 - Monsieur DUNAND Bernard
 Assistant, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ.
 demeurant à NANCY
 - Monsieur GRÉGOIRE Jean-Claude
 Conseiller agricole et particuliers, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ (Agence de SAINT-NICOLAS-DE-PORT).
 demeurant à NANCY
 - Monsieur GUIDAT Claude
 Chargé d'Affaires, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ.
 demeurant à BAINVILLE-SUR-MADON
 - Mademoiselle MAIRE Chantal
 Assistante technico-commerciale, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ (Agence de VILLERS-LÈS-NANCY).
 demeurant à JARVILLE
 - Monsieur MOUGIN Daniel
 Conseiller commercial, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ (Agence de BAYON).
 demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
Art. 5 : Le secrétaire général et le directeur de cabinet sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.
 Nancy, le 20 décembre 2007

Le préfet,
 Hugues PARANT

Extrait de l'arrêté du 17 mars 2008 attribuant une récompense pour acte de courage et de dévouement à M. Agostinho LEAL

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La médaille de bronze pour acte de courage et de dévouement est décernée à M. Agostinho LEAL qui, le 23 décembre 2007, à Pont-à-Mousson, n'a pas hésité à pénétrer dans l'appartement enfumé de M. LAMY pour lui porter secours. L'intervention de M. LEAL a permis de déclencher rapidement les secours et ainsi de sauver la victime. Il a fait preuve de sang froid et de courage.

Art. 2 : Le sous-préfet, directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée et sera insérée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 17 mars 2008

Le préfet,
 Hugues PARANT

Extrait de l'arrêté du 17 mars 2008 attribuant une récompense pour acte de courage et de dévouement à M. Thierry WOILLET

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La médaille de bronze pour acte de courage et de dévouement est décernée à M. Thierry WOILLET qui, le 3 mars 2008, a été témoin de la chute brutale d'une voiture dans l'Orme qui venait de percuter et d'arracher le parapet du pont enjambant la rivière au centre de Conflans-en-Jarnisy. M. WOILLET s'est précipité sur la berge et n'a pas hésité à plonger dans l'Orme qui présentait une crue importante puis a aidé la conductrice à s'extirper de l'habitable avant de la ramener sur la rive. Sans l'intervention rapide et efficace de M. WOILLET, l'accident aurait certainement eu des conséquences tragiques.

Art. 2 : Le sous-préfet, directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée et sera insérée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 17 mars 2008

Le préfet,
 Hugues PARANT

**Direction du développement durable et des politiques
 interministérielles**

Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement

**Extrait de l'arrêté interpréfectoral n° 450/2008 du 7 mars 2008 portant
 modification des périodes d'exécution des travaux de la phase chantier
 concernant la réalisation d'une piste multi-activités le long de la Plaine**

Le préfet des Vosges

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la nécessité de réaliser les travaux dans les meilleurs délais tout en protégeant la faune et la flore présentes sur le parcours ;

ARRETEMENT

Art. 1^{er} : L'article 9 de l'arrêté interpréfectoral n° 2458/2005 du 29 novembre 2005, relatif à l'exécution des travaux, aux mesures de surveillance et de suivi du chantier, est modifié comme suit :

Pour les tronçons dont la liste suit, les travaux de défrichage et de terrassement autorisés par l'arrêté interpréfectoral n° 2458/2005 du 29 novembre 2005 en dehors de la période de reproduction des oiseaux soit de fin juillet à début février, sont autorisés sans contrainte de date, sous réserve de procéder au préalable, impérativement avant le 31 mars 2008 :
 - aux travaux d'abattage et de façonnage des arbres,

- au fauchage systématique des mégaphorbiaies (prairies à haute herbes) ainsi que des prairies à papillon.

Ces prescriptions visent à réduire l'impact des travaux sur l'avifaune nicheuse et les papillons.

Les tronçons concernés par cette dérogation sont les suivants :

- séquences 1-2-3 du dossier initial PK 0,00 au PK 3,500 : de Raon l'Etape au début de la voie forestière au niveau de la Trouche.

- séquences 12-13 du dossier initial PK 14,600 au PK 15,800 : à proximité de la scierie de la Hallière.

- séquences 18-19 du dossier initial PK 18,600 au PK 19,500 : entre Allarmont et le Halbach

- séquences 21-22 du dossier initial PK 21,900 au PK 23,800 : entre Vexaincourt et Luvigny

- séquences 25 du dossier initial PK 25,600 au PK 25,900 : en dessous de la maison de Monsieur Laurent.

Pour chacun de ces tronçons concernés par la demande de dérogation, le pétitionnaire devra adresser les informations suivantes aux services de police de l'eau avant le début des travaux :

- longueur à défricher

- longueur de mégaphorbiaies

- longueur de prairies à papillon.

Par ailleurs, le pétitionnaire devra proposer aux services police de l'eau, avant le 1^{er} juin 2008, des mesures visant à compenser le dérangement de l'avifaune nicheuse en période de nidification et s'engager dans leur mise en œuvre.

Les autres dispositions de l'arrêté n° 2458/2005 du 29 novembre 2005 sont inchangées.

Art. 2 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa publication aux recueils des actes administratifs des préfectures des Vosges et de Meurthe-et-Moselle.

Art. 3 : Publication et exécution

La secrétaire générale de la préfecture des Vosges, le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, les sous-préfets de Saint-Dié-des-Vosges et de Lunéville, les directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt des Vosges et de Meurthe-et-Moselle, les maires des communes concernées sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au pétitionnaire, publié aux recueils des actes administratifs et informations officielles des deux départements et transmis pour affichage dans les mairies de Raon-l'Etape, Neufmaisons, Pierre-Percée, Celles-sur-Plaine, Allarmont, Bionville, Vexaincourt, Luvigny, Raon-sur-Plaine, et Raon-lès-Leau. Un avis sera inséré dans deux journaux locaux de chaque département, aux frais du demandeur par les soins de la préfecture des Vosges.

Le présent arrêté sera mis à disposition du public sur les sites internet des préfectures des Vosges et du Haut-Rhin pendant une durée d'au moins un an.

Nancy, le 7 mars 2008

Epinal, le 7 mars 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

Le préfet,
Albert DUPUY

Extrait de l'arrêté du 26 mars 2008 autorisant les agents et mandataires de la direction interdépartementale des routes Est à pénétrer dans les propriétés publiques ou privées pour procéder à des travaux consécutifs à la mise à deux fois deux voies de la RN59 entre St-Clément et Azerailles sur le territoire de la commune de Chenevières

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'il importe de faciliter les études sur le terrain du projet dont il s'agit ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Les agents et mandataires de la direction interdépartementale des routes Est, ainsi que les agents des entreprises travaillant pour son compte, sont autorisés à procéder aux travaux consécutifs à la mise à deux fois deux voies de la RN 59 entre St Clément et Azerailles sur le territoire de la commune de Chenevières.

A cet effet, sous réserve du droit des tiers, ils pourront pénétrer dans les propriétés publiques et privées, closes ou non closes (sauf à l'intérieur des maisons d'habitation) et dans les zones boisées, y planter des balises, y établir des jalons, piquets et repères, y pratiquer des sondages, fouilles et coupures, y exécuter des ouvrages temporaires et y faire des abattages, élagages, ébranchements, nivellements et autres travaux ou opérations que les études ou la réalisation du projet rendront indispensables.

Les opérations ci-dessus seront effectuées sur la commune de Chenevières, section ZD, au lieu-dit « A LA BEUVRIE ».

Art. 2 : Chacun des techniciens et agents chargés des études et travaux sera muni d'une copie du présent arrêté qu'il sera tenu de présenter à toute réquisition.

Art. 3 : Dans les propriétés closes, l'introduction des techniciens et agents susvisés n'aura lieu qu'après l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 5 de la loi du 29 décembre 1892.

Art. 4 : Il ne pourra être abattu d'arbres fruitiers, d'ornement ou de haute futaie avant qu'un accord amiable ne soit établi sur la valeur ou qu'à défaut de cet accord, il ait été procédé à la constatation contradictoire destinée à fournir les éléments nécessaires à l'évaluation des dommages.

Art. 5 : Tout dommage causé aux propriétaires, champs et récoltes par les travaux désignés ci-dessus sera réglé, à défaut d'entente amiable entre l'intéressé et l'opérateur, par le tribunal administratif de Nancy, dans les conditions prévues aux dispositions du code des tribunaux administratifs.

Art. 6 : Il est interdit de troubler, de quelque manière que ce soit, l'exécution des travaux, ainsi que d'arracher ou de déplacer des balises, piquets, jalons, bornes, repères ou signaux placés par les agents chargés des études.

Art. 7 : Le maire de la commune de Chenevières, le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, les gardes champêtres et forestiers, les propriétaires et les habitants des communes dans lesquelles les études seront faites, sont invités à prêter aide et assistance aux techniciens ainsi qu'au personnel effectuant les études et travaux.

Ils prendront des mesures nécessaires pour la conservation des balises, jalons, piquets et repères servant au tracé.

Art. 8 : La présente autorisation est valable jusqu'au 15 novembre 2008 et sera périmée de plein droit si elle n'est pas suivie d'un début d'exécution dans un délai de six mois.

Art. 9 : Le présent arrêté devra, dès réception, être affiché aux endroits habituels dans la commune citée à l'article 1^{er} dont le maire adressera immédiatement à la préfecture un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité.

Art. 10 : Il pourra faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de NANCY dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Art. 11 : Le secrétaire général de la préfecture, le maire de la commune de Chenevières et le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée au directeur régional de l'équipement-Lorraine.

Nancy, le 26 mars 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique

Extrait de l'arrêté du 19 mars 2008 portant création des commissions territoriales pour le droit au logement

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Le président du conseil général de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Art. 1^{er} : Il est créé une commission territoriale pour le droit au logement sur chacun des territoires suivants :

- Territoire de Longwy
- Territoire de Briey
- Bassin de Pont à Mousson
- Bassin de Pompey
- Territoire du Sud-Ouest 54
- Territoire du Lunévillois
- Grand Nancy
- Grand Couronné et Sel et Vermeis.

Art. 2 : Chaque commission territoriale pour le droit au logement est composée de façon suivante :

Représentants de l'Etat : le sous-préfet territorialement compétent ou, pour l'arrondissement de Nancy, le sous-préfet délégué à la cohésion sociale ; le directeur départemental de l'équipement ; la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, ou leurs représentants

Représentants du conseil général : le président de la commission territoriale

insertion : le directeur de la DISAS ou son représentant

le cas échéant, le représentant de l'EPCI disposant de la délégation des aides à la pierre

Représentants des communes :

- pour la commission territoriale de Longwy : le maire de Longwy
- pour la commission territoriale de Briey : le maire de Briey
- pour la commission territoriale du Sud-Ouest 54 : le maire de Toul
- pour la commission territoriale de Pont-à-Mousson : le maire de Pont-à-Mousson
- pour la commission territoriale de Pompey : le maire de Champigneulle
- pour la commission territoriale de Lunéville : le maire de Lunéville
- pour la commission territoriale du Grand Nancy : les maires des 20 communes membres de la communauté urbaine
- pour la commission territoriale du Grand Couronné et Sel et Vermeis : le maire de Dombasle

Les bailleurs sociaux présents sur le territoire

Les opérateurs MOUS – logements adaptés conventionnés par le PDL

L'AIVS Régie Nouvelle

La CAF et la MSA, organismes payeurs des aides personnelles au logement

Un représentant des collecteurs 1% logement

Sont également invités le maire des communes sur le territoire desquelles se trouve le logement des ménages concernés.

Art. 3 : Les commissions territoriales pour le droit au logement sont présidées

- par le président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy pour la commission territoriale du Grand Nancy ;
- par le président de la Communauté de Communes du Bassin de Pompey pour la commission territoriale de Pompey
- conjointement par les représentants du Préfet et du Président du conseil général pour les autres commissions territoriales.

Le secrétariat des commissions territoriales pour le droit au logement est assuré par les services du Département.

Art. 4 : Les commissions territoriales pour le droit au logement

- procèdent à l'évaluation des besoins des ménages rencontrant des difficultés pour accéder à un logement décent ou s'y maintenir ;
- s'attachent à mettre en relation les besoins identifiés et l'offre de logements pour les personnes défavorisées ;
- émettent un avis sur la demande de logement des ménages ayant saisi la commission de médiation DALO ;

- élaborent des solutions adaptées aux cas des ménages les plus en difficultés ;
- participent à l'élaboration et l'évaluation du PDL.

Art. 5 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et au recueil des actes administratifs du département.

Art. 6 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur général des services départementaux sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 19 mars 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

Le président du conseil général,
Michel DINET

Extrait de l'arrêté du 19 mars 2008 portant nomination au comité responsable du plan départemental pour le logement des personnes défavorisées

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Le président du conseil général de Meurthe-et-Moselle

ARRETEMENT

Art. 1^{er} : Le comité responsable du PDL visé aux articles 10 et 11 du décret n° 2007-1688 est composé de la façon suivante :

- trois représentants de l'Etat : M. le préfet, M. le directeur départemental de l'équipement, Mme la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, ou leurs représentants
- trois représentants du conseil général
- un représentant de chaque EPCI ayant conclu avec l'Etat une convention de délégation des aides à la pierre
- un représentant des EPCI disposant d'un PLH
- un maire, désigné par l'Association Départementale des Maires
- un représentant des bailleurs publics désigné par ARELOR – HLM
- un représentant des bailleurs privés
- la Caisse d'Allocations Familiales, représentant des organismes payeurs des aides personnelles au logement
- CILGERE, représentant des organismes collecteurs de la participation des employeurs à l'effort de construction
- le DAL, représentant des associations de défense des personnes en situation d'exclusion par le logement
- un représentant de l'UDCCAS
- un représentant d'EDF
- un représentant de Gaz de France

Art. 2 : Le présent arrêté se substitue à l'arrêté du 1^{er} juin 2006. Il sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et au recueil des actes administratifs du département.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur général des services départementaux sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté

Nancy, le 19 mars 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

Le président du conseil général,
Michel DINET

Extrait de l'arrêté du 19 mars 2008 portant sur l'élaboration du 5^{ème} plan départemental pour le logement des personnes défavorisées

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Le président du conseil général de Meurthe-et-Moselle,

ARRETEMENT

Art. 1^{er} : Il sera procédé au cours de l'année 2008 à l'élaboration d'un 5^{ème} PDL.

Art. 2 : Seront associés à l'élaboration du PDL les personnes morales suivantes :

- Services de l'Etat
- Monsieur le sous-préfet de Briey
- Monsieur le sous-préfet de Lunéville
- Monsieur le sous-préfet de Toul
- Monsieur le directeur départemental de l'équipement
- Madame la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales
- Collectivités territoriales
- Monsieur le directeur de la Direction de la solidarité et de l'action sociale
- Monsieur le président de la Communauté urbaine du Grand Nancy
- Monsieur le président de la Communauté de communes du Bassin de Pompey
- Monsieur le président de la Communauté de communes du Pays de Pont à Mousson
- Monsieur le président de la Communauté de communes du Toulou
- Monsieur le président de la Communauté de communes du Lunéville
- Monsieur le président de la Communauté de communes de Moselle et Madon
- Monsieur le président de la Communauté de communes de l'agglomération de Longwy
- Monsieur le président de l'Union Départementale des CCAS
- Bailleurs
- Bailleurs publics
- Monsieur le directeur de Meurthe & Moselle HABITAT
- Monsieur le directeur général de l'OPAC de Nancy
- Monsieur le directeur de l'OPHLM de Toul - Habitat
- Monsieur le directeur de l'OPHLM de Lunéville
- Monsieur le directeur général de Batigère Nancy
- Monsieur le directeur de Batigère Nord-Est
- Madame la directrice générale de la Société Lorraine d'Habitat
- Madame la directrice générale de Présence Habitat
- Monsieur le directeur général de Logis Est

- Monsieur le secrétaire général de Est Habitat Construction
- Monsieur le directeur de ICF – Agence de Nancy
- Monsieur le président de NEOLIA Lorraine
- Monsieur le directeur de la Maison Familiale Lorraine
- Monsieur le directeur de ADOMA Nancy
- Monsieur le directeur de SAEIM de Pont à Mousson

Bailleurs privés

- Monsieur le président départemental de l'Union Nationale de la propriété Immobilière de Meurthe & Moselle
- Monsieur le président départemental de la FNAIM

Associations

Associations d'insertion

- Monsieur le président de l'association ALISES
- Monsieur le président de l'ARS (accueil – réinsertion sociale)
- Monsieur le président du Grand Saucy
- Monsieur le président de l'UDAF
- Monsieur le président de Handi 54
- Madame la présidente du Clair Logis
- Monsieur le président d'Asloral
- Madame la présidente du Gite Familial
- Monsieur le président de l'ALASA
- Madame la directrice de l'URIOPSS

- Monsieur le président du C.E.F.R.

- Madame la présidente de l'association Tremplin

- Madame la présidente de l'association Ensemble

- Monsieur le président de la communauté Emmaüs

Associations pour le logement des personnes défavorisées

- Monsieur le directeur du Centre d'Amélioration du Logement

- Madame la directrice de l'Association départementale d'information sur le logement de Meurthe & Moselle

- Monsieur le secrétaire général d'Union et Solidarité

- Monsieur le directeur de Synergie et Habitat

- Madame la directrice de Régie Nouvelle

- Madame la présidente de l'Association pour le développement et l'habitat des jeunes

- Monsieur le président du CIAS de la Communauté de communes du Jarnisy

- Monsieur le président de l'Association de gestion et d'animation du foyer Aristide Briand

- Monsieur le président de l'Association de gestion et d'animation de la résidence sociale de Procheville

- Madame la présidente de l'association Le Pelican

- Monsieur le président de l'association Foyer Maraé

- Monsieur le président de l'association Habitat et Humanisme

Association de défense des locataires et personnes en difficultés

- Monsieur le président de ATD Quart-monde

- Monsieur le président de la Confédération Générale du Logement

- Madame la présidente de la Confédération consommation Logement et Cadre de vie

- Monsieur le président de l'association Droit Au Logement

- Monsieur le délégué régional de la Fondation Abbé Pierre

Organismes payeurs des aides personnelles au logement

- Monsieur le président de la Caisse d'Allocations Familiales de Meurthe & Moselle

- Madame la directrice de la Caisse d'Allocations Familiales de Meurthe & Moselle

- Madame la présidente de la Mutualité Sociale Agricole

Collecteurs 1% logement

- Monsieur le directeur de Cilgère

- Monsieur le directeur d'Alliance

Art. 3 : Les commissions territoriales pour le droit au logement procéderont à l'évaluation du plan en cours et à celle des besoins des ménages rencontrant des difficultés pour accéder à un logement ou s'y maintenir.

Parallèlement, des groupes de travail seront réunis au niveau départemental autour de la mobilisation et du développement de l'offre, des priorités d'attribution, de la prévention des expulsions, de la lutte contre l'habitat indigne et indécent, de l'aide et de l'accompagnement des ménages.

Les diagnostics et propositions des commissions territoriales et des groupes départementaux devront être déposés pour la fin du mois d'août 2008.

Au cours du dernier trimestre 2008, il sera procédé à la consultation des instances visées à l'article 4 du décret du 29 novembre 2007.

Art. 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et au recueil des actes administratifs du département.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur général des services départementaux sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 19 mars 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

Le président du conseil général,
Michel DINET

Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières

Arrêté n° 08.BMSSE.12 du 31 mars 2008 accordant délégation de signature à Madame Véronique PHELPS, directrice de la réglementation et des libertés publiques

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration du territoire ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 45 ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté 07/754 A du 15 octobre 2007 du ministre de l'intérieur nommant Madame Véronique PHELPS directrice des services de préfecture en qualité de directeur de la réglementation et des libertés publiques de la préfecture de Meurthe-et-Moselle à compter du 1^{er} avril 2008 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 décembre 2005 modifiant l'organisation des services de la préfecture selon la Directive Nationale d'Orientation ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Délégation est donnée à Madame Véronique PHELPS, directrice des services de préfecture, directrice de la réglementation et des libertés publiques, à l'effet de signer dans la limite des attributions de la direction :

Tous documents et correspondances relatifs au fonctionnement courant du service.

Tous actes, documents et correspondances comportant une décision d'autorité à l'exception :

- du contrôle des arrêtés municipaux,
- des mesures prises dans le cadre du pouvoir de substitution aux maires,
- des autorisations de création ou de suppression de bureaux de vote,
- des arrêtés relatifs à l'organisation des élections,
- des arrêtés de reconduite à la frontière de ressortissants étrangers.

Art. 2 : Délégation de signature est donnée à Madame Véronique PHELPS à l'effet de :

- signer les ampliations des documents relevant de ses attributions,
- désigner les délégués de l'administration au sein des commissions administratives chargées de la révision des listes électorales pour les communes de l'arrondissement de Nancy à l'exception des villes de Nancy et Vandœuvre-les-Nancy.

Art. 3 : Délégation de signature est donnée à Madame Véronique PHELPS à l'effet de signer tous les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement de l'administration préfectorale dont la direction de la réglementation et des libertés publiques assure la responsabilité de gestion pour les dépenses inférieures à 10 000 €.

Art. 4 : Délégation de signature est donnée à Madame Véronique PHELPS à l'effet de signer les décisions de placement en rétention administrative visées au titre 5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, ainsi que les demandes de prolongation de rétention formulées auprès des juges des libertés et de la détention des tribunaux de grande instance.

Art. 5 : Délégation de signature est donnée à Madame Véronique PHELPS à l'effet de signer les décisions portant :

- refus de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour ou
- retrait de récépissé de carte de séjour ou d'autorisation provisoire de séjour assorties de l'obligation de quitter le territoire français et fixant le pays à destination duquel l'étranger sera renvoyé.

En cas d'absence de l'intéressé, cette délégation est exercée par M^{me} Sylvia POLIN, chef du bureau des étrangers.

Art. 6 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Véronique PHELPS, la délégation de signature définie aux articles 1, 2 et 3 est exercée par :

- pour le bureau de la citoyenneté (DRLP/1) par Madame Anne-Lise FUCHS, attaché, chef de bureau ou, en l'absence de cette dernière, par Monsieur Alex BAILLY, secrétaire administratif de classe supérieure, adjoint au chef de bureau.
- pour le bureau des réglementations (DRLP/2) par Monsieur Jean-Pierre DEVIDET, attaché, chef de bureau, ou, en l'absence de ce dernier, par Madame Sabine CHOIGNOT, cadre de 1^{er} niveau à France Télécom détaché, adjointe au chef de bureau.
- pour le bureau des étrangers (DRLP/3) par Madame Sylvia POLIN, attachée, chef de bureau.

Art. 7 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Véronique PHELPS, la délégation de signature définie à l'article 4 est exercée par Madame Sylvia POLIN, chef de bureau ou, en l'absence de cette dernière, Mesdames Edith CHARRIAU-CORON, Brigitte LELOUP, attachées, Messieurs Ahmed CHAIB, Olivier PIERRET et Mesdemoiselles Aurore LALEVEE et Anne AUBRY secrétaires administratifs de classe normale et par Monsieur Bertrand SIFFERT, adjoint administratif.

Art. 8 : En cas d'absence ou d'empêchement simultané de Madame Véronique PHELPS et du chef de bureau ou adjoint au chef de bureau compétent, la délégation définie à l'article 1, alinéa 2 et à l'article 2, alinéa 2, est exercée par :

- Mesdames Odile SBUTTONI, secrétaire administrative de classe normale, et Yvette GAERTNER, secrétaire administrative de classe supérieure, en ce qui concerne les attributions du bureau de la citoyenneté ;
- Madame Marie-Catherine TOUSSAINT, secrétaire administrative de classe exceptionnelle, et Madame Audrey BOUYAHIAOUI-BERSET, secrétaire administrative de classe normale, pour les matières relevant du bureau des réglementations, à l'exception des décisions relatives aux permis de conduire ;
- Mesdames Edith CHARRIAU-CORON, Brigitte LELOUP, attachées, Madame Anne PIZMOHT, Messieurs Renaud PLANAT, Ahmed CHAIB et Olivier PIERRET et par Mesdemoiselles Aurore LALEVEE et Anne AUBRY, secrétaires administratifs de classe normale, Mesdames Sylvie KLEIN et Yolande VAUDIN, secrétaire administrative de classe supérieure pour les matières relevant du bureau des étrangers ;

Art. 9 : Sous le contrôle et l'autorité de Madame Véronique PHELPS et de Madame Sylvia POLIN, délégation de signature est donnée à Mesdames Christine VIGNERON, Catherine CLAUDIN, Gerhilt STENDER et Monique

DIJEAU LORINO, Mesdemoiselles Gwenaëlle ROY, Sylviane BILOT et Christelle SCHÖNI, adjoints administratifs et, à Messieurs Philippe LEPAGE, Jean-Yves GAILLARD, Bruno GUILLEMIN, Bertrand SIFFERT, Fabrice ELOPHE et Sébastien MARC, et à Mademoiselle Stéphanie CONTAL adjoints administratifs pour les actes suivants :

- récépissés
- autorisations provisoires de séjour sauf celles accordées à titre humanitaire et dérogatoire
- demandes de contrôles médicaux et d'avis du médecin inspecteur départemental de la santé publique
- demande de pièces complémentaires
- convocations
- bordereaux d'envoi
- envoi par télécopies de documents ne comportant pas de décision

Art. 10 : En cas d'absence ou d'empêchement simultané de Madame Véronique PHELPS, de Monsieur Jean-Pierre DEVIDET et de Madame Sabine CHOIGNOT, délégation de signature est donnée à Monsieur Michel PERNEY, adjoint administratif de 1^{re} classe pour les matières relevant de la législation relative aux cartes grises.

Art. 11 : Sous le contrôle et l'autorité de Madame Véronique PHELPS et de Madame Anne-Lise FUCHS, délégation de signature est donnée à Mesdames Yvette GAERTNER, secrétaire administrative de classe supérieure, Christine HOLLARD adjoint administratif principal 2^{ème} classe et Martine VAUQUOIS-ROUQUIER, adjoint administratif 1^{ère} classe pour délivrer les récépissés de dépôt de demande de naturalisation.

Art. 12 : La commission d'arrondissement pour l'accessibilité aux personnes handicapées de l'arrondissement de Nancy et la commission de sécurité de l'arrondissement de Nancy sont présidées par le sous-préfet, directeur du cabinet du préfet de Meurthe-et-Moselle ou le secrétaire général.

En cas d'absence ou d'empêchement de l'un et de l'autre, délégation est donnée à Madame Véronique PHELPS pour présider les dites commissions.

Art. 13 : Dans le cadre du contentieux des mesures d'éloignement, y compris les référés administratifs et du contentieux lié à la rétention administrative, délégation à effet de représenter l'Etat est confiée à Mesdames Sylvia POLIN, chef du bureau des étrangers, Edith CHARRIAU-CORON, Brigitte LELOUP, attachées, à Mesdemoiselles Aurore LALEVEE et Anne AUBRY et Messieurs Ahmed CHAIB et Olivier PIERRET secrétaires administratifs de classe normale et à Monsieur Bertrand SIFFERT, adjoint administratif.

Art. 14 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le préfet, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
 - 2°) aux ministres,
 - 3°) aux parlementaires,
- ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :
- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
 - 5°) au président du conseil général,
 - 6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy,
 - 7°) aux maires.

Art. 15 : L'arrêté préfectoral n° 08.BMSSE.02 du 17 janvier 2008 accordant délégation de signature à Monsieur SABLAYROLLES, directeur de la réglementation et des libertés publiques par intérim, est abrogé.

Article 16 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Madame Véronique PHELPS, directrice de la réglementation et des libertés publiques, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à Monsieur le Trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 31 mars 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

Arrêté n° 08. BMSSE.13 du 31 mars 2008 accordant délégation de signature à Monsieur Jacques RANCHERE, sous-préfet, directeur de cabinet

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;

Vu la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 11 septembre 2006 nommant Monsieur Jacques RANCHERE en qualité de sous-préfet, directeur de cabinet du Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 14 mars 2007 nommant Monsieur Jean-Michel MOUGARD secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Délégation est donnée à Monsieur Jacques RANCHERE, sous-préfet, directeur du cabinet, à l'effet de signer :

a) Tous actes, documents, correspondances et arrêtés individuels ou réglementaires ainsi que les ampliations de ces arrêtés au titre des compétences exercées par le préfet et dans le cadre des attributions du cabinet du préfet :

BUREAU DES AFFAIRES POLITIQUES

- Affaires liées aux élections et distinctions honorifiques, au secrétariat de la commission de la lutte contre le travail illégal, à la mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie (MILDT), aux déplacements officiels.

BUREAU DE LA PRÉVENTION ET DE LA SÉCURITÉ

- Affaires liées à la sécurité et à l'ordre public, à la sécurité routière, à la prévention de la délinquance et animation de l'ensemble des instances concourant à la mise en œuvre de ces politiques, en lien avec les forces de sécurité intérieure.

BUREAU DE LA COMMUNICATION

- Annonces judiciaires et légales, communiqués de presse

SERVICE INTERMINISTÉRIEL DE DÉFENSE ET DE PROTECTION CIVILE

- Sécurité civile, protection des populations, secours aux personnes, catastrophes naturelles, inondations, défense civile et gestion des crises, explosifs, présidence des commissions de sécurité et d'accessibilité aux personnes handicapées

b) Les arrêtés d'hospitalisation d'office

c) Les réquisitions adressées au commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle pour assurer ou prêter main forte aux transfèrements des détenus entre les établissements pénitentiaires et l'Unité hospitalière sécurisée interrégionale (UHSI) de Nancy

d) Les arrêtés de réquisition de médecins dans le cadre de la permanence des soins

e) Les arrêtés concernant les situations issues du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires de Meurthe-et-Moselle.

Art. 2 : Délégation de signature est également donnée à Monsieur Jacques RANCHERE, au titre des crédits de fonctionnement de l'administration préfectorale pour les paragraphes dont il assure la responsabilité de gestion au titre de directeur de cabinet.

Art. 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jacques RANCHERE, la délégation définie aux articles 1 et 2 est donnée à Monsieur Jean-Michel MOUGARD, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture et à Mademoiselle Marie-Line BOULANGER, attachée principale, directeur adjoint du cabinet.

Art. 4 : Les actes et documents n'entraînant pas de décision relevant des délégations visées à l'article 1er ainsi que les documents comptables visés à l'article 2 ci-dessus peuvent être signés dans le domaine de responsabilité de leur bureau par les agents désignés ci-après :

BUREAU DES AFFAIRES POLITIQUES

- Monsieur Yann NEGRO, attaché, chef du bureau des affaires politiques

En cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, délégation de signature est donnée à Madame Valérie SCHOLL, secrétaire administrative de classe exceptionnelle et à Madame Geneviève LASKOWSKI, secrétaire administrative de classe exceptionnelle pour les courriers internes à la préfecture et les bordereaux d'envoi.

BUREAU DE LA PRÉVENTION ET DE LA SÉCURITÉ

- Monsieur Alexandre SCHUL, attaché principal, chef du bureau de la prévention et de la sécurité

BUREAU DE LA COMMUNICATION ET DES RELATIONS AVEC LA PRESSE

- Madame Caroline TEJEDO, attachée, chef de bureau de la communication

En cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, délégation est donnée à Madame Martine GILLET, secrétaire administrative de classe normale

SERVICE INTERMINISTÉRIEL DE DÉFENSE ET DE PROTECTION CIVILE

- Monsieur Pascal SEYLLER, attaché principal, chef du service interministériel de défense et de protection civile

- Monsieur Olivier BECKER, attaché, adjoint au chef du service interministériel de défense et de protection civile

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation est donnée à Mademoiselle Roxane THOMAS, attachée, Monsieur Francis BOSCH-CABROL, secrétaire administratif de classe supérieure et à Madame Christiane BALLE, secrétaire administrative.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur SEYLLER, chef du service interministériel de défense et de protection civile et membre titulaire avec voix délibérative de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur, délégation est donnée comme membre suppléant avec voix délibérative aux fonctionnaires suivants du service interministériel de défense et de protection civile :

- Monsieur Olivier BECKER, attaché, adjoint au chef de bureau du service interministériel de défense et de protection civile,

- Mademoiselle Roxane THOMAS, attachée,

- Monsieur Francis BOSCH-CABROL, secrétaire administratif de classe supérieure,

- Madame Christiane BALLE, secrétaire administrative,

- Monsieur Fabien LAFONT, secrétaire administratif.

Art. 5 : Délégation de signature est donnée dans le cadre des permanences des samedis, dimanches et jours fériés, en sa qualité de membre du corps préfectoral, à Monsieur Jacques RANCHERE, sous-préfet, directeur du cabinet, sur l'ensemble du département pour :

- la signature des arrêtés d'hospitalisation d'office (articles L. 3213-1 à L. 3213-10 du Code de la Santé Publique),

- la signature des arrêtés de suspension administrative des permis de conduire,

- la signature, à titre exceptionnel, de toute décision nécessitée par une situation d'urgence,

- les décisions ordonnant la remise et la saisie d'armes et de munitions si le comportement ou l'état de santé de la personne détenue présente un danger grave et imminent pour elle-même ou pour autrui (article 7 de la loi 2001-1062 du 15 novembre 2001),

- les arrêtés de reconduite à la frontière de ressortissants étrangers ;

- les arrêtés fixant le pays de renvoi ;

- les décisions de maintien en rétention d'étrangers en situation irrégulière dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire, ainsi que les demandes de prolongation et de prorogation de rétention formulées auprès des juges des libertés et de la détention des tribunaux de grande instance ;

- les décisions portant :

. refus de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour

. retrait de récépissé de carte de séjour ou d'autorisation provisoire de séjour assorties de l'obligation de quitter le territoire français et fixant le pays à destination duquel l'étranger sera renvoyé.

Art. 6 : Demeurent réservés à la signature de M. le préfet :

a) les ordres de réquisition de la force publique et de l'autorité militaire hormis ceux définis à l'article 1 alinéa c) du présent arrêté

b) les correspondances adressées :

1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,

2°) aux ministres,

3°) aux parlementaires,

4°) au préfet de région et au président du conseil régional,

5°) au président du conseil général,

6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy.

Art. 7 : L'arrêté préfectoral n°07.BMSSE.130 du 7 décembre 2007 accordant délégation de signature à M. RANCHERE, directeur de cabinet, est abrogé.

Art. 8 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Jacques RANCHERE, directeur du cabinet, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie en sera adressée à Monsieur le Trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 31 mars 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

Arrêté n° 08.BMSSE.14 du 31 mars 2008 accordant délégation de signature à Monsieur Claude ROQUE, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle par intérim

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 45 ;

VU le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

VU l'arrêté ministériel en date du 16 février 2008 chargeant Monsieur Claude ROQUE de l'intérim de la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle à compter du 1^{er} avril 2008 ;

VU la circulaire n°00159 du ministre de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Délégation est donnée à Monsieur Claude ROQUE, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle par intérim à compter du 1^{er} avril 2008, à l'effet de signer, à l'exclusion des arrêtés préfectoraux et décisions d'agrément, les décisions, conventions, états liquidatifs des dépenses et recettes, attestations, visas, récépissés, autorisations, diplômes, et de manière générale, tous actes d'instruction et toutes correspondances courantes relevant de la compétence des services départementaux déconcentrés du ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, telles qu'elles sont définies par le décret N° 77-1288 du 24 novembre 1977 portant organisation des Services extérieurs du travail et de l'emploi (J.O. du 26 novembre 1977) modifié par le décret n° 94-1166 du 28 décembre 1994 (J.O. du 30 décembre 1994), notamment les compétences régies par les textes du Code du travail ci-après :

- livre I : des conventions relatives au travail en particulier :

• titre I : apprentissage ;

• titre II : associations intermédiaires.

- livre II : réglementation du travail :

• titre II : repos et congés : arrêtés de demande de dérogation au repos dominical.

- livre III : du placement et de l'emploi en particulier :

• titre II : fonds national de l'emploi, dispositions régissant les personnes handicapées et assimilées ;

• titre IV : main-d'œuvre étrangère ;

• titre V : travailleurs privés d'emploi (régime de solidarité, chômage partiel contrôle de la recherche d'emploi) ;

: recours en annulation de la suspension des allocations chômage.

- livre IX : de la formation professionnelle continue dans le cadre de l'éducation permanente, en particulier :
 - titre II : des conventions et contrats de formation professionnelle ;
 - titre IV : de l'aide à l'État aux actions de formation professionnelle et au remplacement de certains salariés en formation ;
 - titre VIII : des formations professionnelles en alternance.

- L'agrément des maîtres d'apprentissage du secteur public.

- Les décisions relatives à la gestion des personnels déconcentrés par les décrets et arrêtés du 27 juillet 1992.

- Les décisions relatives à la gestion des personnels déconcentrés de catégories A et B (décret N° 92-1057 et arrêté du 25 septembre 1992).

Art. 2 : Délégation de signature est également donnée à Monsieur Claude ROQUE, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle par intérim, à l'effet de signer les ampliements des arrêtés préfectoraux préparés par ses services.

Art. 3 : Délégation de signature est par ailleurs donnée à Monsieur Claude ROQUE, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle par intérim, dans le cadre de ses attributions à l'effet de signer les mémoires et pièces relatifs aux procédures contentieuses relevant des décisions ou actes faisant grief pour lesquels elle a reçu délégation.

Art. 4 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le préfet, les correspondances adressées :

1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,

2°) aux ministres,

3°) aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

4°) au préfet de région et au président du conseil régional,

5°) au président du conseil général,

6°) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

Art. 5 : L'arrêté n°07.BMSSE.84 du 20 août 2007 accordant délégation de signature à Madame VIGIER est abrogé.

Art. 6 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. ROQUE, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle par intérim, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à Monsieur le Trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 31 mars 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

Direction des relations avec les collectivités locales

Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité

Extrait de l'arrêté interpréfectoral (Meurthe-et-Moselle, Moselle, Meuse) du 20 mars 2008 autorisant le retrait de la commune de Parfondrupt (Meuse) du syndicat intercommunal à vocation unique du Chenil du Joli Bois

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de la Région Lorraine

Préfet de la zone de défense Est

Préfet de la Moselle

Le préfet de la Meuse

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres du syndicat, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L 5211-5 et L 5211-19 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

ARRETEMENT

Art. 1^{er} : Le retrait de la commune de PARFONDRIPT (Meuse) du syndicat intercommunal à vocation unique du Chenil du Joli Bois est autorisé.

Art. 2 : Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle, de la Moselle et de la Meuse, les sous-préfets de BRIEY, METZ-Campagne, THIONVILLE et VERDUN et le président du syndicat intercommunal à vocation unique du chenil du Joli Bois sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée aux maires des communes membres et aux trésoriers-payeurs généraux de Meurthe-et-Moselle, de la Moselle et de la Meuse et qui fera, en outre, l'objet d'une publication aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle, de la Moselle et de la Meuse.

Nancy, le 20 mars 2008

Le préfet de Meurthe-et-Moselle, Pour le préfet et par délégation, Le secrétaire général, Jean-Michel MOUGARD	Le préfet de la Moselle, Pour le préfet, Le secrétaire général par intérim, Jean-Jacques BOYER	Le préfet de la Meuse, Pour le préfet et par délégation, Le secrétaire général, Thomas CAMPEAUX
--	---	--

Sous-préfecture de Briey

Extrait de l'arrêté du 17 mars 2008 portant mandatement d'office au profit de l'entreprise EDF-GDF Distribution Lorraine Trois Frontières

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'il convient d'apurer la dette de la commune de Charency-Vezin envers l'entreprise EDF-GDF Distribution Lorraine Trois Frontières ;

Considérant que l'assemblée délibérante de la commune de Charency-Vezin a inscrit les crédits nécessaires au chapitre 011 du budget primitif 2007 de la commune ;

Considérant qu'il s'agit d'une dépense obligatoire ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Une somme de 5 873,25 Euros, correspondant à la dette de la commune de Charency-Vezin sera versée à l'entreprise EDF-GDF Lorraine Trois Frontières.

Art. 2 : La dépense correspondante sera mandatée sur la base des crédits ouverts au chapitre 011 du budget primitif 2007 de la commune de Charency-Vezin.

Art. 3 : Le présent arrêté tient lieu de mandat.

Art. 4 : Mme le Comptable de la trésorerie de Longuyon, receveur de la commune de Charency-Vezin, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle, notifié au maire de Charency-Vezin et dont copie sera adressée au président de la chambre régionale des comptes de Lorraine, au trésorier payeur général de Meurthe-et-Moselle et à EDF-GDF Distribution Lorraine Trois Frontières
Briey, le 17 mars 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet,
Philippe RONSSIN

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

Agence régionale d'hospitalisation de Lorraine

Extrait de la délibération n° 10/2008 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 26 février 2008 délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

DECIDE

D'approuver les clauses de l'avenant n°7 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu avec le centre hospitalier de Verdun relatif à l'intégration de l'outil de production de la clinique Saint Joseph.

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et du département de la Meuse.

Nancy, le 26 février 2008

Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Service actions et établissements de santé

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/165 du 22 octobre 2007 fixant les recettes d'activité du mois d'août 2007 à verser par l'assurance maladie à l'établissement Maternité Régionale - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 000 015

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 617 660 € soit :

1) 1 600 704 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 512 106 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

1 810 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

86 788 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

2) 16 956 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié à l'établissement MATERNITE REGIONALE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 octobre 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/166 du 22 octobre 2007 fixant les recettes d'activité du mois d'août 2007 à verser par l'assurance maladie à l'établissement Centre Hospitalier de Toul - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 000 023

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 634 081 € soit :

1) 646 571 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

569 247 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

11 433 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

1 398 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

63 852 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

641 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) -26 427 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 13 937 € au titre des produits et prestations

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié à l'établissement CENTRE HOSPITALIER - TOUL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 octobre 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/167 du 22 octobre 2007 fixant les recettes d'activité du mois d'août 2007 à verser par l'assurance maladie à l'établissement Centre Hospitalier de Lunéville - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 000 155

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 637 462 € soit :

- 1) 612 666 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
- 547 765 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;
- 12 140 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
- 1 651 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
- 51 035 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

75 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 23 948 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 848 € au titre des produits et prestations

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié à l'établissement CENTRE HOSPITALIER - LUNEVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 octobre 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/168 du 22 octobre 2007 fixant les recettes d'activité du mois d'août 2007 à verser par l'assurance maladie à l'établissement Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 000 296

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 282 019 € soit :

- 1) 280 628 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

252 651 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

8 417 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

339 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

19 193 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

28 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 720 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 1 319 € au titre des produits et prestations

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié à l'établissement CENTRE HOSPITALIER - PONT A MOUSSON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 octobre 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/169 du 22 octobre 2007 fixant les recettes d'activité du mois d'août 2007 à verser par l'assurance maladie à l'établissement Maison Hospitalière Saint-Charles - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 000 395

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 93 992 € soit :

93 992 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

93 902 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

90 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié à l'établissement MH ST CHARLES NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 octobre 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/170 du 22 octobre 2007 fixant les recettes d'activité du mois d'août 2007 à verser par l'assurance maladie à l'établissement Centre Jacques PARISOT – Bainville - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 000 668

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 74 592 € soit :

74 592 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié à l'établissement J. PARISOT BAINVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 octobre 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/171 du 22 octobre 2007 fixant les recettes d'activité du mois d'août 2007 à verser par l'assurance maladie à l'établissement Centre Hospitalier de Briey - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 001 070

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 469 653 € soit :

- 1) 1 343 816 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 207 204 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

17 696 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

2 570 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

115 493 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

853 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 117 575 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 8 262 € au titre des produits et prestations

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié à l'établissement CH BRIEY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 octobre 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/172 du 22 octobre 2007 fixant les recettes d'activité du mois d'août 2007 à verser par l'assurance maladie à l'établissement AH du Bassin de Longwy - N° FINESS Entité juridique : 540 000 866 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 001 096

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 304 124 € soit :

- 1) 1 269 484 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 186 961 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

14 459 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

1 142 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

66 527 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

395 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 23 513 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 11 127 € au titre des produits et prestations

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié à l'établissement AH BASSIN LONGWY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 octobre 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/173 du 22 octobre 2007 fixant les recettes d'activité du mois d'août 2007 à verser par l'assurance maladie à l'établissement Association Hospitalière de Joëuf - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 001 104

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 211 787 € soit :

1) 211 006 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
99 616 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;
111 390 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

2) 781 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié à l'établissement HOPITAL - JOEUF et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 octobre 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/174 du 22 octobre 2007 fixant les recettes d'activité du mois d'août 2007 à verser par l'assurance maladie à l'établissement Centre Hospitalier Universitaire de Nancy - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 001 138

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 13 640 552 € soit :

1) 11 338 598 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

10 472 520 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;
45 543 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
8 657 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
739 355 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

20 019 € au titre des forfaits "prélèvements d'organes" (PO) ;

52 504 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 1 630 710 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 671 244 € au titre des produits et prestations

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié à l'établissement C.H.U. DE NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 octobre 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/175 du 22 octobre 2007 fixant les recettes d'activité du mois d'août 2007 à verser par l'assurance maladie à l'établissement CRLC Alexis Vautrin - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 001 286

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 022 335 € soit :

1) 1 448 867 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 350 158 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

98 209 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

500 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 563 372 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 10 096 € au titre des produits et prestations

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié à l'établissement C.R.L.C.C. A. VAUTRIN-VANDOEUVRE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 octobre 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/176 du 22 octobre 2007 fixant les recettes d'activité du mois d'août 2007 à verser par l'assurance maladie à l'établissement Maison Hospitalière de Baccarat - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 000 072

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 19 016 € soit :

19 016 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
19 016 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié à l'établissement Maison Hospitalière - BACCARAT et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 octobre 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/177 du 22 octobre 2007 fixant les recettes d'activité du mois d'août 2007 à verser par l'assurance maladie à l'établissement SINCAL - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 000 163

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 929 886 € soit :

1) 837 578 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

768 787 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

2 293 € au titre des forfaits "de petit matériel" (FFM) ;

66 470 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

28 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 0 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 92 308 € au titre des produits et prestations

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié à l'établissement SINCAL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 octobre 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/178 du 15 novembre 2007 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Hospitalier de Briey à compter du 1^{er} novembre 2007 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : A partir du 1^{er} novembre 2007 seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

50 – Hospitalisation de jour 500.00 €

90 – Chirurgie ambulatoire 860.00 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Pioux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur par intérim du CH de BRIEY sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité

Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 15 novembre 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/179 du 23 novembre 2007 fixant les recettes d'activité du mois de septembre 2007 à verser par l'assurance maladie à l'établissement Maternité Régionale

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 473 239 € soit :

- 1) 1 442 814 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 1 332 368 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;
 - 307 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 4 838 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
 - 105 301 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

2) 29 725 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 700 € au titre des produits et prestations

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié à la MATERNITE REGIONALE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 novembre 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/180 du 23 novembre 2007 fixant les recettes d'activité du mois de septembre 2007 à verser par l'assurance maladie à l'établissement Centre Hospitalier de Toul

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 762 923 € soit :
1) 723 301 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

- 642 723 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;
- 12 340 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
- 1 267 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
- 65 977 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

994 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 7 281 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 32 341 € au titre des produits et prestations

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié au CENTRE HOSPITALIER de TOUL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 novembre 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/181 du 23 novembre 2007 fixant les recettes d'activité du mois de septembre 2007 à verser par l'assurance maladie au Centre Hospitalier de Lunéville

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 929 643 € soit :
1) 899 332 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

- 826 060 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;
- 12 293 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
- 1 104 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
- 59 776 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

99 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 26 316 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 3 995 € au titre des produits et prestations

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié au CENTRE HOSPITALIER de LUNEVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 novembre 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/182 du 23 novembre 2007 fixant les recettes d'activité du mois de septembre 2007 à verser par l'assurance maladie à l'établissement Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 322 726 € soit :

- 1) 322 580 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 280 181 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;
 - 8 464 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 347 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
 - 33 496 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

92 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 146 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié au CENTRE HOSPITALIER de PONT A MOUSSON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 novembre 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/183 du 23 novembre 2007 fixant les recettes d'activité du mois de septembre 2007 à verser par l'assurance maladie à l'établissement Maison Hospitalière Saint-Charles

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 123 840 € soit :
123 840 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

- 123 433 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;
- 407 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié à la Maison Hospitalière ST CHARLES à NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 novembre 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/184 du 23 novembre 2007 fixant les recettes d'activité du mois de septembre 2007 à verser par l'assurance maladie au Centre Jacques PARISOT - Bainville

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 55 932 € soit :
55 932 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

55 932 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Jacques. PARISOT à BAINVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 novembre 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/185 du 23 novembre 2007 fixant les recettes d'activité du mois de septembre 2007 à verser par l'assurance maladie à l'établissement Centre Hospitalier de Briey

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 547 451 € soit :

1) 1 421 122 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 282 523 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

18 570 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

2 469 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

116 338 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

1 222 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 110 295 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 16 034 € au titre des produits et prestations

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de BRIEY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 novembre 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/186 du 23 novembre 2007 fixant les recettes d'activité du mois de septembre 2007 à verser par l'assurance maladie à l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 301 430 € soit :

1) 1 279 177 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 258 431 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

14 458 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

1 502 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

4 506 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

280 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 21 468 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 785 € au titre des produits et prestations

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié à l'Association Hospitalière du BASSIN de LONGVY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 novembre 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/187 du 23 novembre 2007 fixant les recettes d'activité du mois de septembre 2007 à verser par l'assurance maladie à l'établissement Association Hospitalière de Joeuf

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 183 661 € soit :

1) 183 290 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

82 870 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

100 420 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

2) 371 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié à l'Association Hospitalière de JOEUF et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 novembre 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/188 du 23 novembre 2007 fixant les recettes d'activité du mois de septembre 2007 à verser par l'assurance maladie à l'établissement Centre Hospitalier Universitaire de Nancy

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 14 506 950 € soit :

1) 12 107 081 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

11 158 398 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

50 662 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

5 779 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

845 932 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

38 830 € au titre des forfaits "prélèvements d'organes" (PO) ;

7 480 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 1 728 333 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 671 536 € au titre des produits et prestations

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 novembre 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/189 du 23 novembre 2007 fixant les recettes d'activité du mois de septembre 2007 à verser par l'assurance maladie au Centre de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 826 922 € soit :

1) 1 332 549 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 241 893 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

89 260 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

1 396 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 451 730 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 42 643 € au titre des produits et prestations

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié au C.R.L.C.C. A. VAUTRIN-VANDOEUVRE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 novembre 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/190 du 23 novembre 2007 fixant les recettes d'activité du mois de septembre 2007 à verser par l'assurance maladie à l'établissement Maison Hospitalière de Baccarat

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 47 168 € soit :

1) 46 088 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

46 088 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

2) 1 080 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié à la Maison Hospitalière de BACCARAT et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 novembre 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/191 du 23 novembre 2007 fixant les recettes d'activité du mois de septembre 2007 à verser par l'assurance maladie au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL)

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 107 632 € soit :

1) 987 929 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

911 785 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

4 845 € au titre des forfaits "de petit matériel" (FFM) ;

71 045 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

254 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 0 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 119 703 € au titre des produits et prestations

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur SINCAL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 novembre 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/192 du 23 novembre 2007 modifiant l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/178 du 15 novembre 2007 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Hospitalier de Briey à compter du 24 octobre 2007 - N° FINESS : Établissement : 540 001 070 - N° FINESS : Entité juridique : 540 000 767

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : L'article 1^{er} de l'arrêté ARH– DDASS 54 N° 07/178 du 15 novembre 2007 est modifié comme suit : à partir du 24 octobre 2007, seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

50 – Hospitalisation de jour 500.00 €

90 – Chirurgie ambulatoire 860.00 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur par intérim du CH de BRIEY sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 23 novembre 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/194 du 10 décembre 2007 modifiant l'arrêté N° 07/105 du 18 juillet 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maternité Régionale pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 000 015

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie de la MATERNITE REGIONALE est fixé pour l'année 2007, aux articles 2 à 5 du présent arrêté

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 15 216 807 €

Art. 3 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 0 €

Art. 4 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 10 242 495 €

Art. 5 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

470 553 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Art. 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 7 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe et Moselle

Nancy, le 10 décembre 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/195 du 10 décembre 2007 modifiant l'arrêté N° 07/106 du 18 juillet 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Toul pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 000 023

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de TOUL est fixé pour l'année 2007, aux articles 2 à 5 du présent arrêté

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 6 404 261 €

Art. 3 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 0 €

Art. 4 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 3 256 963 €

Art. 5 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

1 129 327 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Art. 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 7 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe et Moselle.

Nancy, le 10 décembre 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/197 du 10 décembre 2007 modifiant l'arrêté N° 07/108 du 18 juillet 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Lunéville pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 000 155

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de Lunéville est fixé pour l'année 2007, aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 9 977 793 €

Art. 3 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 0 €

Art. 4 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 3 745 894 €

Art. 5 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

1 129 327 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Art. 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 7 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe et Moselle

Nancy, le 10 décembre 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/198 du 10 décembre 2007 modifiant l'arrêté N° 07/109 du 18 juillet 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 000 296

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON est fixé pour l'année 2007, aux articles 2 à 5 du présent arrêté

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 3 889 125€

Art. 3 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 1 103 370 €

Art. 4 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 2 291 558 €

Art. 5 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

799 940 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Art. 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 7 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe et Moselle

Nancy, le 10 décembre 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/199 du 10 décembre 2007 modifiant l'arrêté N° 07/110 du 18 juillet 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maison Hospitalière Saint-Charles à Nancy pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 000 395

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie de la Maison Hospitalière SAINT-CHARLES à NANCY est fixé pour l'année 2007, aux articles 2 à 5 du présent arrêté

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 721 963 €

Art. 3 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 3 554 435 €

Art. 4 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 1 16 710 €

Art. 5 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Art. 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 7 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe et Moselle

Nancy, le 10 décembre 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/200 du 10 décembre 2007 modifiant l'arrêté N° 07/111 du 18 juillet 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au

Centre Hospitalier de Briey pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 001 070

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de BRIEY est fixé pour l'année 2007, aux articles 2 à 5 du présent arrêté

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 16 776 918 €

Art. 3 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 8 001 721 €

Art. 4 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 3 885 025 €

Art. 5 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

1 294 020 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

28 421 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Art. 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 7 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe et Moselle

Nancy, le 10 décembre 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/201 du 10 décembre 2007 modifiant l'arrêté N° 07/112 du 18 juillet 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 866 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 001 096

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie de l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy est fixé pour l'année 2007, aux articles 2 à 5 du présent arrêté

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 17 530 023 €

Art. 3 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 5 582 662 €

Art. 4 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 1 903 794 €

Art. 5 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

1 294 020 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

28 421 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Art. 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 7 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe et Moselle

Nancy, le 10 décembre 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/203 du 10 décembre 2007 modifiant l'arrêté N° 07/114 du 18 juillet 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Alexis VAUTRIN à Vandœuvre pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 001 286

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Alexis VAUTRIN à VANDOEUVRE est fixé pour l'année 2007, aux articles 2 à 5 du présent arrêté ;

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 13 912 716 €

Art. 3 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 0 €

Art. 4 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 13 515 619 €

Art. 5 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;
0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;
0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Art. 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 7 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe et Moselle
Nancy, le 10 décembre 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/204 du 10 décembre 2007 modifiant l'arrêté N° 07/115 du 18 juillet 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 001 138

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY est fixé pour l'année 2007, aux articles 2 à 5 du présent arrêté ;

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 153 866 799 €

Art. 3 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 11 590 220 €

Art. 4 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 89 328 142 €

Art. 5 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

3 693 308 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;
656 430 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;
1 244 556 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Art. 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 7 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe et Moselle
Nancy, le 10 décembre 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/205 du 10 décembre 2007 modifiant l'arrêté N° 07/116 du 18 juillet 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (S.I.N.C.A.L.) pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 000 163

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie du Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (S.I.N.C.A.L.) est fixé pour l'année 2007, aux articles 2 à 5 du présent arrêté ;

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 10 355 305 €

Art. 3 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 0 €

Art. 4 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 4 005 827 €

Art. 5 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;
0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;
0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Art. 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 7 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Secrétaire Général de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe et Moselle
Nancy, le 10 décembre 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/206 du 10 décembre 2007 modifiant l'arrêté N° 07/95 du 18 juillet 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Psychothérapique de Nancy-Laxou pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 056 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 014 073

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Psychothérapique de NANCY-LAXOU est fixé pour l'année 2007, à l'article 2 du présent arrêté.

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 72 041 532 €

Art. 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle
Nancy, le 10 décembre 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/207 du 10 décembre 2007 modifiant l'arrêté N° 07/96 du 18 juillet 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 114 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 000 312

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de ST NICOLAS DE PORT est fixé pour l'année 2007, à l'article 2 du présent arrêté.

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 12 348 713 €

Art. 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle
Nancy, le 10 décembre 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/208 du 10 décembre 2007 modifiant l'arrêté N° 07/97 du 18 juillet 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre de Moyen Séjour de Faulx pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 262 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 000 544

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre de Moyen Séjour de FAULX est fixé pour l'année 2007, à l'article 2 du présent arrêté.

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 2 050 368 €

Art. 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle

Nancy, le 10 décembre 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/209 du 10 décembre 2007 modifiant l'arrêté N° 07/98 du 18 juillet 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maison de Repos et de Convalescence de Flavigny pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 000 585

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie de la Maison de Repos et de Convalescence de Flavigny est fixé pour l'année 2007, à l'article 2 du présent arrêté.

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 4 750 292 €

Art. 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle

Nancy, le 10 décembre 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/210 du 10 décembre 2007 modifiant l'arrêté N° 07/99 du 18 juillet 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Jacques Parisot de Bainville sur Madon pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 000 668

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Jacques Parisot de Bainville sur Madon est fixé pour l'année 2007, à l'article 2 du présent arrêté.

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 15 135 035 €

Art. 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle

Nancy, le 10 décembre 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/211 du 10 décembre 2007 modifiant l'arrêté N° 07/100 du 18 juillet 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Association Hospitalière Saint-Eloi de Neuves-Maisons pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 437 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 000 858

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie de l'Association Hospitalière SAINT-ELOI de Neuves-Maisons est fixé pour l'année 2007, à l'article 2 du présent arrêté.

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 1 945 150 €

Art. 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle

Nancy, le 10 décembre 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/212 du 10 décembre 2007 modifiant l'arrêté N° 07/102 du 18 juillet 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Hôpital Local Intercommunal de Pompey pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 399 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 000 270

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie de l'Hôpital Local Intercommunal de POMPEY est fixé pour l'année 2007, à l'article 2 du présent arrêté.

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 2 595 617 €

Art. 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et la Directrice de l'établissement sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle

Nancy, le 10 décembre 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/213 du 10 décembre 2007 modifiant l'arrêté N° 07/103 du 18 juillet 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Institut Régional de Réadaptation pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 540 019 726 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 009 701

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie de l'Institut Régional de Réadaptation est fixé pour l'année 2007, à l'article 2 du présent arrêté.

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 37 279 358 €

Art. 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et la Directrice de l'établissement sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle

Nancy, le 10 décembre 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/214 du 10 décembre 2007 modifiant l'arrêté N° 07/104 du 18 juillet 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Hôpital Local Intercommunal 3 H SANTE pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 540 019 007 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 000 148

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie de l'Hôpital Local Intercommunal 3 H SANTE est fixé pour l'année 2007, à l'article 2 du présent arrêté.

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 2 749 214 €

Art. 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle

Nancy, le 10 décembre 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/215 du 24 décembre 2007 modifiant l'arrêté N° 07/194 du 10 décembre 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maternité Régionale pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 000 015

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie de la MATERNITÉ RÉGIONALE est fixé pour l'année 2007, aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 15 214 218 €

Art. 3 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 0 €

Art. 4 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 10 281 205 €

Art. 5 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :
470 553 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Art. 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 7 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe et Moselle.

Nancy, le 24 décembre 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur principal,
Brigitte DEMPTE

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/216 du 24 décembre 2007 modifiant l'arrêté N° 07/197 du 10 décembre 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Lunéville pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 000 155

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de Lunéville est fixé pour l'année 2007, aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 9 976 777 €

Art. 3 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 0 €

Art. 4 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14

du code de la sécurité sociale est fixé à 3 746 910 €

Art. 5 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

1 129 327 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Art. 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 7 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe et Moselle.

Nancy, le 24 décembre 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur principal,
Brigitte DEMPTE

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/217 du 24 décembre 2007 modifiant l'arrêté N° 07/198 du 10 décembre 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 000 296

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON est fixé pour l'année 2007, aux articles 2 à 5 du présent arrêté

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 4 079 105 €

Art. 3 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 1 103 370 €

Art. 4 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 2 292 578 €

Art. 5 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

799 940 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Art. 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 7 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe et Moselle.

Nancy, le 24 décembre 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur principal,
Brigitte DEMPTE

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/218 du 24 décembre 2007 modifiant l'arrêté N° 07/199 du 10 décembre 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maison Hospitalière Saint-Charles à Nancy pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 000 395

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie de la Maison Hospitalière SAINT-CHARLES à NANCY est fixé pour l'année 2007, aux articles 2 à 5 du présent arrêté

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 679 561 €

Art. 3 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 3 554 435 €

Art. 4 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 197 774 €

Art. 5 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;
0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;
0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Art. 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 7 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe et Moselle.
Nancy, le 24 décembre 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur principal,
Brigitte DEMPT

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/219 du 24 décembre 2007 modifiant l'arrêté N° 07/200 du 10 décembre 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Briey pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 001 070

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de BRIEY est fixé pour l'année 2007, aux articles 2 à 5 du présent arrêté

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 16 753 325 €

Art. 3 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 8 001 721 €

Art. 4 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 3 939 163 €

Art. 5 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

1 294 020 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;
28 421 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;
0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Art. 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 7 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe et Moselle
Nancy, le 24 décembre 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur principal,
Brigitte DEMPT

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/220 du 24 décembre 2007 modifiant l'arrêté N° 07/201 du 10 décembre 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 866 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 001 096

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie du l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy est fixé pour l'année 2007, aux articles 2 à 5 du présent arrêté

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 17 686 174 €

Art. 3 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 5 582 662 €

Art. 4 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 1 904 810 €

Art. 5 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

1 294 020 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

28 421 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;
0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Art. 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 7 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe et Moselle
Nancy, le 24 décembre 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur principal,
Brigitte DEMPT

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/221 du 24 décembre 2007 modifiant l'arrêté N° 07/130 du 25 juillet 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Association Hospitalière de Jœuf pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 001 104

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie de l'Association Hospitalière de JOEUF est fixé pour l'année 2007, aux articles 2 à 5 du présent arrêté

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 825 005 €

Art. 3 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 1 575 721 €

Art. 4 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 293 975 €

Art. 5 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;
0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;
0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Art. 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 7 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et la Directrice de l'établissement sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe et Moselle
Nancy, le 24 décembre 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur principal,
Brigitte DEMPT

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/222 du 24 décembre 2007 modifiant l'arrêté N° 07/203 du 10 décembre 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Alexis VAUTRIN à Vandoeuvre pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 001 286

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Alexis VAUTRIN à VANDOEUVRE est fixé pour l'année 2007, aux articles 2 à 5 du présent arrêté ;

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 13 519 720 €

Art. 3 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 0 €

Art. 4 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 13 908 615 €

Art. 5 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;
0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;
0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Art. 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 7 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe et Moselle
Nancy, le 24 décembre 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur principal,
Brigitte DEMPTE

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/223 du 24 décembre 2007 modifiant l'arrêté N° 07/204 du 10 décembre 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 001 138

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY est fixé pour l'année 2007, aux articles 2 à 5 du présent arrêté ;

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 152 706 556 €

Art. 3 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 11 590 220 €

Art. 4 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 90 924 892 €

Art. 5 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

3 693 308 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

656 430 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

1 244 556 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Art. 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 7 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe et Moselle.

Nancy, le 24 décembre 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur principal,
Brigitte DEMPTE

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 07/224 du 24 décembre 2007 modifiant l'arrêté N° 07/205 du 10 décembre 2007 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (S.I.N.C.A.L.) pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS ETABLISSEMENT : 540 000 163

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie du Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (S.I.N.C.A.L.) est fixé pour l'année 2007, aux articles 2 à 5 du présent arrêté ;

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 10 354 525 €

Art. 3 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 0 €

Art. 4 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 4 006 607 €

Art. 5 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Art. 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale

(Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 7 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Secrétaire Général de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe et Moselle.

Nancy, le 24 décembre 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur principal,
Brigitte DEMPTE

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 225/2007 du 24 décembre 2007 modifiant l'arrêté ARH – DDASS 54 n° 39/2007 du 3 avril 2007 la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée de l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy (AHBL) pour l'exercice 2007 - N° FINESS Entité juridique : 54 000 4488

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La dotation annuelle de financement représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est modifiée pour l'exercice 2007 comme suit :

U.S.L.D. (D.A.F.) 3 304 011 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy (AHBL) sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 24 décembre 2007

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur principal,
Brigitte DEMPTE

Extrait de l'arrêté n° 19 du 11 mars 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de Lunéville

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de LUNEVILLE est fixée comme suit :

- 1 Le Maire de la commune - Président de droit du Conseil d'administration
Monsieur Michel CLOSSE, Maire de LUNEVILLE, fin du mandat en mars 2008.
- 2 Trois représentants du Conseil Municipal
Madame Monique POPARD, Conseillère Municipale de LUNEVILLE, fin du mandat en mars 2008,
Madame Thérèse RUELLET, Adjointe au Maire de LUNEVILLE, fin du mandat en mars 2008,
Monsieur Lucien SCHERSACH, Adjoint au Maire de LUNEVILLE, fin du mandat en mars 2008.
- 3 Deux représentants de deux autres communes de la région désignés par le Conseil Municipal de la commune intéressée
Mademoiselle Rachel LE PAIGE, Adjointe au Maire et représentant la commune de BACCARAT, fin du mandat en mars 2008,
Monsieur Ghislain DEMONET, Maire de BLAINVILLE-SUR-L'EAU et représentant de cette ville, fin du mandat en mars 2008.
- 4 Un représentant du Conseil Général
Monsieur Philippe FLEURENTIN, Conseiller Général, fin du mandat en mars 2010.
- 5 Un représentant du Conseil Régional
Madame Laurence DEMONET, Conseillère Régionale, fin du mandat en mars 2010.
- 6 Le Président de la CME et le Vice-Président de la CME (facultatif)
Monsieur le Docteur Henri PIERSON, Président de la CME, fin du mandat en mai 2010,
Monsieur le Docteur Pierre-Jean COURBEY, Vice-Président, Chirurgien Chef de Service, fin du mandat en mai 2010.
- 7 Deux autres membres de la CME
Monsieur le Docteur David ROSA, Médecin Urgentiste, fin du mandat en mai 2010,
Monsieur David PINEY, Pharmacien, fin du mandat en mai 2010.
- 8 Un membre de la Commission de Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-techniques
Madame Evelynne GRANDJEAN, Cadre de Santé en chirurgie, fin du mandat en octobre 2010.
- 9 Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires

- Madame Sandra NAVARRO-EICHERT, représentante UNSA, fin du mandat le 31 décembre 2011,
Madame Catherine PARISET, Secrétaire Médicale, représentante FO, fin du mandat le 31 décembre 2011,
Monsieur Sylvain THOMAS, représentant FO, fin du mandat le 31 décembre 2011.
- 10 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales
Monsieur Fernand GOUTTE, Colonel en retraite, représentant FO, fin du mandat en juin 2010,
Monsieur le Docteur Georges GRANGE, Médecin Généraliste, fin du mandat en décembre 2009,
Madame Nelly MONTCOURTOIS, Infirmière Libérale, représentant le syndicat des Infirmiers Libéraux, fin du mandat en décembre 2009.
- 11 Trois représentants des usagers
Monsieur Michel LAURENT, représentant l'UFAL, fin du mandat en octobre 2012,
Monsieur André CHATELAIN, représentant l'UDAF 54, fin du mandat en juin 2012,
Monsieur William LAUREAU, représentant l'Association "Le Lien", fin du mandat en octobre 2012.
- 12 Un représentant des familles des personnes accueillies en Unités de Soins de Longue Durée
Madame Véronique MERVELAY, fin du mandat en octobre 2011.
- Art. 2 :** Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 18 du 10 octobre 2007.
- Art. 3 :** La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Hospitalier de LUNEVILLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 11 mars 2008

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation,
Jean-Yves GRALL

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Extrait de l'arrêté n° 24 du 11 mars 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Psychothérapique de Nancy-Laxou

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La composition du Conseil d'Administration du Centre Psychothérapique de NANCY-LAXOU est fixée comme suit :

- 1 Le Président du Conseil Général - Président de droit du Conseil d'administration
Monsieur Yves WILLER, Maire de MONT-SUR-MEURTHE, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle représentant le Président du Conseil Général, fin du mandat en mars 2008.
- 2 Cinq représentants du Conseil Général
Monsieur Jean-Marie UHLRICH, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle, fin du mandat en mars 2008,
Monsieur Claude GUILLERME, Maire de LAXOU, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle, fin du mandat en mars 2008,
Monsieur Alain CASONI, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle, fin du mandat en mars 2010,
Madame Dominique OLIVIER, Conseillère Générale de Meurthe-et-Moselle, fin du mandat en mars 2010,
Monsieur Marc SAINT-DENIS, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle, fin du mandat en mars 2008.
- 3 Un représentant de la commune siège désigné par le Conseil Municipal
Monsieur Didier VADOT, représentant la commune de LAXOU, fin du mandat en mars 2008.
- 4 Un représentant du Conseil Régional
Madame Claudine BARTHELEMY, Conseillère Régionale de Lorraine, fin du mandat en mars 2010.
- 5 Le Président de la CME
Monsieur le Docteur Jean-Pascal PAREJA, Président, Praticien Hospitalier, fin du mandat en mars 2011
- 6 Trois autres membres de la CME
Madame le Docteur Martine ATTIA, Praticien Hospitalier, fin du mandat en mars 2011,
Monsieur le Docteur Bernard KABUTH, Praticien Hospitalier, fin du mandat en mars 2011,
Monsieur le Docteur Bernard NORROY, Praticien Hospitalier, fin du mandat en mars 2011.
- 7 Un membre de la Commission de Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-techniques
Monsieur Pascal BACROIX, Cadre de Santé, fin du mandat en décembre 2010.
- 8 Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires
Monsieur Luc FERRETTI, représentant le syndicat CGT, fin du mandat le 31 décembre 2011,
Monsieur Michel COLLIN, Cadre de Santé, représentant le syndicat FO, fin du mandat le 31 décembre 2011,
Monsieur Claude ROMBACH, Infirmier, représentant le syndicat CFDT, fin du mandat le 31 décembre 2011.

- 9 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales
Monsieur Henri BRUGIERE, Vice-Président de l'Association "La Soupe pour les Sans Abri", fin du mandat en novembre 2010,
Monsieur Jean-Paul SCHLITTER, Médecin non hospitalier, fin du mandat en octobre 2010,
Madame Sidonie BAUDOT, Infirmière Libérale, fin du mandat en avril 2010.
- 10 Trois représentants des usagers
Monsieur André LOUP, représentant l'UNAFAM (Union Nationale des Amis et Familles de Malades Mentaux), fin du mandat en mai 2012,
Monsieur Pascal HOULNE, Directeur Général de l'ARS (Accueil et Réinsertion Sociale), fin du mandat en janvier 2013,
Monsieur Michel VIRION, Retraité, représentant l'AFTOC (Association Française des Personnes souffrant de Troubles Obsessionnels Compulsifs), fin du mandat en décembre 2011.

Art. 2 : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 23 du 20 décembre 2007.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Psychothérapique de NANCY-LAXOU sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 11 mars 2008

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation,
Jean-Yves GRALL

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Extrait de l'arrêté n° 25 du 11 mars 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de SAINT NICOLAS DE PORT est fixée comme suit :

- 1 Le Maire de la commune - Président de droit du Conseil d'administration
Monsieur Luc BINSINGER, Maire de la commune de SAINT NICOLAS DE PORT, fin du mandat en mars 2008.
- 2 Trois représentants du Conseil Municipal
Madame Josette LECOMTE, Adjointe au Maire de SAINT NICOLAS DE PORT, fin du mandat en mars 2008,
Monsieur Patrick LAUGEL, Conseiller Municipal, fin du mandat en mars 2008,
Monsieur Georges MIKULA, Conseiller Municipal, fin du mandat en mars 2008.
- 3 Deux représentants de deux autres communes de la région désignés par le Conseil Municipal de la commune intéressée
Madame Marie-Paule DEMONTE, représentant la commune de ROSIERES AUX SALINES, fin du mandat en mars 2008,
Madame Anne-Marie SPUCK, représentant la commune de DOMBASLE SUR MEURTHE, fin du mandat en mars 2008.
- 4 Un représentant du Conseil Général
Monsieur Jean-Claude PISSENM, Conseiller Général, fin du mandat en mars 2010.
- 5 Un représentant du Conseil Régional
Madame Solange DUCAMIN, Conseillère Régionale, fin du mandat en mars 2010.
- 6 Le Président de la CME
Monsieur le Docteur Pierre WOURMS, Pharmacien, fin du mandat en juin 2011.
- 7 Trois autres membres de la CME
Madame le Docteur Laurence COCHART, Praticien Hospitalier, Chef de Service, fin du mandat en mai 2011,
Monsieur le Docteur Rémy CURE, Praticien Hospitalier, fin du mandat en septembre 2011,
Madame le Docteur Odile STREIFF-GILLES, Praticien Hospitalier, fin du mandat en juin 2011.
- 8 Un membre de la Commission de Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-techniques
Madame Béatrice CHAMBRE, Cadre Supérieur de Santé, fin du mandat en décembre 2010.
- 9 Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires
Madame Henriette SALTIEL-ISELLA, Infirmière, représentant le syndicat CFDT, fin du mandat le 31 décembre 2011,
Madame Nadine BEYDON, Adjoint Administratif, représentant le syndicat FO, fin du mandat le 31 décembre 2011,
Monsieur Didier LAVOT, Cadre de santé, représentant le syndicat CFDT, fin du mandat le 31 décembre 2011.
- 10 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales
Monsieur Jean DEMETTRE, personne qualifiée, fin du mandat en mars 2010,
Monsieur le Docteur Christophe LAINE, Médecin Généraliste, fin du mandat en septembre 2010,
Monsieur Paul LETE, Masseuse-kinésithérapeute, fin du mandat en mars 2008.

- 11 Trois représentants des usagers
Madame Nicole DOLLER, représentant l'Association ESPOIR 54, fin du mandat en décembre 2013,
Madame Véronique ALASSEUR, représentant l'UNAFAM de Meurthe-et-Moselle, fin du mandat en décembre 2013,
Représentant en attente de nomination.

- 12 Un représentant des familles des personnes accueillies en Unités de Soins de Longue Durée
Madame Edwige DEBIEMME, fin du mandat en octobre 2011.

Art. 2 : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 24 du 10 octobre 2007.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Hospitalier de SAINT NICOLAS DE PORT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 11 mars 2008

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation,
Jean-Yves GRALL

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Direction régionale de la protection judiciaire de la jeunesse de Lorraine-Champagne-Ardenne

Arrêté du 19 mars 2008 portant délégation de signature au directeur départemental de la protection judiciaire de la jeunesse de la Meurthe-et-Moselle

Le directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse de Lorraine-Champagne-Ardenne

Vu le décret n° 88-72 du 14 janvier 1988 relatif au ressort territorial, à l'organisation et aux attributions des services déconcentrés de la protection judiciaire de la jeunesse

Vu l'arrêté de Madame le Garde des Sceaux, ministre de la Justice en date du 21 septembre 2007, portant nomination de Monsieur Marc BRZEGOWY en qualité de directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse de Lorraine Champagne-Ardenne à compter du 1^{er} octobre 2007

AR R E T E

Art. unique : A compter de la date du présent arrêté, délégation est donnée à Monsieur Benoît BERTHELEMY, directeur départemental de la Meurthe-et-Moselle à effet de signer au nom de Monsieur Marc BRZEGOWY, directeur régional de Lorraine Champagne-Ardenne, tout acte administratif et document relatifs au secteur associatif habilité et conventionné de son ressort territorial, prévus dans le cadre de ses attributions.

Art. 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 19 mars 2008

Le directeur régional,
Marc BRZEGOWY

Direction interdépartementale des routes est Division d'exploitation de Metz

Extrait de l'arrêté 2008-DIR-Est-M-54-012 en date du 20 mars 2008 portant réglementation de la circulation routière

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VOIE	A 33	
Points Repères PR.	Du PR 9,7 au 15,860 SENS: Nancy -> Strasbourg Du PR 15,860 au PR 20,810 SENS: Strasbourg -> Nancy Du PR 20,810 au PR 23,200 SENS: Nancy -> Strasbourg Du PR 23,200 au PR 26,500 SENS: Strasbourg -> Nancy	
SECTION	Courante et traversée des bretelles.	
NATURE DES TRAVAUX	Pose de fourreaux pour fibre optique et tranchage dans la BAU.	
PERIODE GLOBALE	Du 25/03/08 au 30/06/08	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Réduction à une voie de circulation pour tranchage de la BAU en section courante Fermeture des bretelles au fur et à mesure de l'avancement du chantier Réduction à une voie de circulation pour passage des ouvrages d'art Vitesse limitée à 90 km/h. Signalisation : schéma type cf113a	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : DRE lorraine	MISE EN PLACE PAR : la SODEER pour la partie balisage de nuit et CEI de Fléville pour le jour.

Considérant que la sécurité routière nécessite temporairement la prescription de mesures particulières pour assurer la sécurité des usagers pendant les travaux de pose de fourreaux en BAU sur A33.

AR R E T E

Art. 1^{er} : Les restrictions de circulation visées dans le tableau ci-dessus seront mises en oeuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur, visée plus haut.

Art. 2 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage décrit dans le tableau ci-dessous.

N°	DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION MISE EN PLACE
----	------	-------------	-------------------------	-------------------------

1	Semaines 13 et 14	10,200 (+)	Fermeture des bretelles d'Epinal et de Nancy centre sur A 33 pour fonçage et tranchage	Fermeture bretelle d'Epinal : Les véhicules continuent sur A 33 et sortent au niveau de l'échangeur de Fléville, passent dans la zone industrielle, reprennent l'A33 dans le sens Strasbourg/Paris et sont redirigés sur A 330 à hauteur de l'échangeur d'Houdemont. Fermeture bretelle de Nancy centre : Les véhicules sont renvoyés aussi sur A 33 et sortent au niveau de l'échangeur de Fléville, passent dans la zone industrielle, reprennent l'A33 dans le sens Strasbourg/Paris et continuent sur Nancy au niveau de l'échangeur d'Houdemont.
2	Semaine 14	10,650 (+)	Fermeture des bretelles de Strasbourg et d'Epinal pour fonçage et tranchage	Fermeture bretelle de Strasbourg : Les véhicules continuent sur A 330 et sortent au niveau de l'échangeur de Ludres, passent dans la zone industrielle et reprennent l'A33 au niveau de l'échangeur de Fléville. Fermeture bretelle d'Epinal (sur A 330) : Les véhicules sortent à la zone de Ludres obligatoirement, passent dans la zone industrielle et reprennent l'A33 au niveau de l'échangeur de Fléville.
3	Semaine 15	12,600 (+)	Fermeture de la bretelle de sortie Fléville pour fonçage et tranchage	Les véhicules continuent sur A 33 et sortent au niveau de l'échangeur de Saint Nicolas de Port, passent sur les 2 giratoires, reprennent l'A33 dans le sens Strasbourg/Paris et sortent à Fléville dans le sens -
4	Semaine 16	12,650 (+)	Fermeture de la bretelle d'entrée de Fléville pour fonçage et tranchage	Les véhicules continuent sur A 330 et sortent au niveau de l'échangeur de Ludres, passent dans la zone industrielle et reprennent l'A33 au niveau de l'échangeur de Fléville.
5	Semaine 17	17,600 (-)	Fermeture de la bretelle de sortie de Saint Nicolas de Port pour fonçage et tranchage	Les véhicules continuent sur A 33 et sortent au niveau de l'échangeur de Fléville, passent dans la zone industrielle, reprennent l'A33 dans le sens Paris/Strasbourg pour sortir au niveau de l'échangeur de Saint Nicolas.
6	Semaine 20	17,500 (-)	Fermeture de la bretelle d'entrée de Saint Nicolas de Port pour fonçage et tranchage	Les véhicules passent les deux ronds points au dessus du pont, reprennent l'A 33 dans le sens Paris/ Strasbourg, sortent au niveau de l'échangeur des Sables à Dombasle, passent les 2 ronds points au dessus du pont et reprennent l'A 33 dans le sens -
7	Semaines 21 et 22	22,500 (+)	Fermeture de la bretelle de sortie de Rosières aux Salines pour fonçage et tranchage	Les véhicules continuent sur A 33 et sortent au niveau de l'échangeur des Sables à Dombasle, passent le rond point d'entrée au dessus du pont puis continuent dans Dombasle pour revenir à Rosières par la RD 116.
8	Semaine 23	26,400 (-)	Fermeture de la bretelle d'entrée d'Hudiviller pour fonçage et tranchage	Les véhicules continuent sur A 33 et sortent au niveau de l'échangeur de l'échangeur des Sables à Dombasle pour revenir à Hudiviller par la RD 400.
9	Semaine 24	25,000 (-)	Fermeture de la bretelle de sortie de Dombasle pour fonçage et tranchage	Les véhicules sont priés de quitter l'A33 au dit « les Sables » pour Hudiviller et rejoignent Dombasle via la RD 400.
10	Semaine 25	24,900 (-)	Fermeture de la bretelle d'entrée de Dombasle	Les véhicules restent dans Dombasle et

11	Semaine 26	23,900 (-)	« les Sables » pour rejoindre l'A33 via la bretelle d'entrée de Rosières aux Salines pour partir en direction de Nancy. Fermeture de la bretelle d'entrée de Rosières aux Salines pour fonçage et tranchage Les véhicules sur la RD 116 puis dans Dombasle pour rentrer sur l'A33 au niveau de la bretelle « des Sables » pour partir en direction de Nancy.
----	------------	------------	--

Nota: (+) signifie Nancy vers Lunéville et (-) Lunéville vers Nancy.

Art. 3 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques les travaux prévus à l'article 1 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques.

Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 2. Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Art. 4 : Toute personne qui désire contester le présent arrêté peut saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans le délai de 2 mois à partir de la signature. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. L'absence de réponse au terme de 2 mois vaut rejet implicite du recours gracieux.

Art. 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes de l'Est, Monsieur le Commandant de la « CRS » Autoroutière Lorraine, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée pour information à Monsieur le Général Commandant la RMD Nord-Est, Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle, Monsieur le Président de la CUGN, Messieurs les Maires de , Fléville de vant Nancy, Ludres, Saint Nicolas de Port, Rosières aux Salines, Dombasle sur Meurthe, Monsieur le Directeur des Services Départementaux d'Incendie et se secours de Meurthe et Moselle, Monsieur le Médecin Chef du « SAMU », Monsieur le Directeur du CRICR-Est et l'entreprise SOGEA/M.LOUVAT.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.
Moulins-lès-Metz, le 20 mars 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le chef de la division d'exploitation de Metz,
David MAZOYER

Extrait de l'arrêté 2008-DIR-Est-M-54-014 en date du 28 mars 2008 portant réglementation de la circulation routière

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VOIE	A 33
Points Repères PR.	PR 6+00 SENS: Lunéville vers Nancy
SECTION	échangeur de Brabois
NATURE DES TRAVAUX	Réparation du mur anti-bruit sur la bretelle Lunéville vers CHU
PERIODE GLOBALE	La nuit du 7 avril 2008 de 21h à 5h
SYSTEME D'EXPLOITATION	Fermeture de la bretelle et mise en place d'une déviation.
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : DIR-Est MISE EN PLACE PAR : District de Nancy/CEI de Fléville.

Considérant que la sécurité routière nécessite temporairement la prescription de mesures particulières pour assurer la sécurité des usagers pendant les travaux de réparation du mur anti-bruit sur A33 (échangeur de Nancy/Brabois)

ARRETE

Art. 1^{er} : Les restrictions de circulation visées dans le tableau ci-dessus seront mises en oeuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur, visée plus haut.

Art. 2 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage décrit dans le tableau ci-dessous.

N°	DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION/MISE EN PLACE
1	7/04/2008	PR 6+00 sens Lunéville vers Nancy	Réparation du mur anti-bruit	A33 vers la sortie 2a (Strasbourg/Neuves-Maisons) puis RD 974, bretelle Nancy/CHU, A33 vers Strasbourg puis bretelle 2b vers Nancy

Art. 3 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques les travaux prévus à l'article 1 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques.

Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 2. Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Art. 4 : Toute personne qui désire contester le présent arrêté peut saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans le délai de 2 mois à partir de la signature. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. L'absence de réponse au terme de 2 mois vaut rejet implicite du recours gracieux.

Art. 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes de l'Est, Monsieur le Commandant de Groupement de Gendarmerie de la Meurthe et Moselle, Monsieur le Commandant de la « CRS » Autoroutière Lorraine, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée pour information à Monsieur le Général Commandant la RMD Nord-Est, Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur des Services Départementaux d'Incendie et se secours de Meurthe et Moselle, Monsieur le Médecin Chef du « SAMU », Monsieur le Directeur du CRICR-Est et l'entreprise DEMATHIEU et BARD

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Moulins-lès-Metz, le 28 mars 2008
Pour le préfet et par délégation,
Le chef de la division d'exploitation de Metz,
David MAZOYER

Extrait de l'arrêté 2008-DIR-Est-M-54-015 en date du 27 mars 2008 portant réglementation de la circulation routière

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VOIE	RN 59
Points Repères PR.	PR 10+650 2 sens de circulation
SECTION	Entre St. Clément et Chenévières
NATURE DES TRAVAUX	Raccordement entre deux chaussées, rabotage et mise en oeuvre d'enrobés. Travaux de finition de l'échangeur de St-clément
PERIODE GLOBALE	Du 27 mars au 1er juin 2008
SYSTEME D'EXPLOITATION	Alternat manuel. Vitesse limitée à 50 Km/h Déviation localisée sur voirie du nouvel échangeur de Saint-Clément
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : DRE lorraine MISE EN PLACE PAR : Par l'entreprise sous la responsabilité de la DIR-Est/ SIR-Nancy/ETN3

Considérant que la sécurité routière nécessite temporairement la prescription de mesures particulières pour assurer la sécurité des usagers pendant les travaux de raccordement de la nouvelle chaussée à la RN 59.

ARRETE

Art. 1^{er} : Les restrictions de circulation visées dans le tableau ci-dessus seront mises en oeuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur, visée plus haut.

Art. 2 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage décrit dans le tableau ci-dessous.

N°	DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION/MISE EN PLACE
1	Du 27 mars au 4 avril	PR 10+650 au carrefour giratoire Nord de St-Clément 2 sens	Reprise de la chaussée au raccord de Chenévières pour permettre le raccordement de la voirie de l'échangeur	Utilisation de la voirie du nouvel échangeur de St-Clément en déviation localisée entre le giratoire Nord de St-Clément et le PR 10+650 Mise en place d'un alternat manuel par piquet K10 entre le carrefour giratoire SUD de Chenévières et le PR 10+650 Vitesse limitée à 50 km/heure
2	Du 4 avril au 1er juin	PR 10+650 au carrefour giratoire Nord de St-Clément 2 sens	Travaux de finition divers sur échangeur - reprises de bordures - finition de bassin	Utilisation de la voirie du nouvel échangeur de St-Clément en déviation localisée entre le giratoire Nord de St-Clément et le PR 10+650

Art. 3 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation qui ne pourra en tout état de cause être antérieure à l'inspection préalable à la mise en service de la section considérée.

Art. 4 : Toute personne qui désire contester le présent arrêté peut saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans le délai de 2 mois à partir de la signature. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. L'absence de réponse au terme de 2 mois vaut rejet implicite du recours gracieux.

Art. 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes de l'Est, Monsieur le Commandant de Groupement de Gendarmerie de la Meurthe et Moselle, Monsieur le Commandant de la « CRS » Autoroutière Lorraine, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée pour information à Monsieur le Général Commandant la RMD Nord-Est (Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur des Services Départementaux d'Incendie et se secours de Meurthe et Moselle, Monsieur le Médecin Chef du « SAMU », Monsieur le Directeur du CRICR-Est et les entreprises GUINTOLI, MULLER TP, LINGENHELD, SLD TP.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Moulins-lès-Metz, le 27 mars 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le chef de la division d'exploitation de Metz,
David MAZOYER

Direction départementale des affaires sanitaires et sociales
Service actions et établissements de santé

Extrait de l'arrêté DDASS/AES n° 181/08 du 27 février 2008 portant modification de l'autorisation de fonctionnement de laboratoires d'analyses de biologie médicale sous forme de société d'exercice libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale « LABORATOIRE AUBERT H. » agréée sous le n° 14 - Autorisation n° 54-50 - Autorisation n° 54-65 - Autorisation n° 54-85

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : L'article 1^{er} de l'arrêté du 11 octobre 2000 autorisant le fonctionnement de laboratoires d'analyses de biologie médicale sous forme de SELARL de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale AUBERT H. agréée sous le n° 14, est modifié comme suit à compter du 26 décembre 2003 :

Dénomination :

SELAFA LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE AUBERT H.

Siège social :

66 bis avenue Carnot - 54130 SAINT-MAX

Forme :

Société d'exercice libéral à forme anonyme (SELAFA)

Objet de la société :

La société a pour objet l'exercice en commun de la profession de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale, l'exploitation en commun d'un ou plusieurs laboratoires d'analyses de biologie médicale dans le respect des lois et règlements en vigueur.

Laboratoires exploités :

Laboratoire d'analyses de biologie médicale

66 bis avenue Carnot

54130 SAINT-MAX

Autorisation n° 54-50

Laboratoire d'analyses de biologie médicale

Place Gérard d'Alsace

54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY

Autorisation n° 54-65

Laboratoire d'analyses de biologie médicale

68 rue Saint-Barthélemy

54280 CHAMPENOUX

Autorisation n° 54-85

Président :

Madame Marie-Christine DEDERICHES

Directeur Général :

Monsieur Etienne GEORGES

Art. 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation, soit en la personne d'un directeur ou d'un directeur adjoint, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une copie sera adressée à : Madame Marie-Christine DEDERICHES, Monsieur Etienne GEORGES, Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé, Madame la Directrice des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie, Monsieur le Maire Saint-Max, Monsieur le Maire de Vandœuvre-lès-Nancy, Monsieur le Maire de Champenoux, Monsieur le Président du Conseil Central de la Section G de l'Ordre National des Pharmaciens, Monsieur le Président du Conseil National de l'Ordre des Médecins, Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY, Madame la Directrice de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY, Monsieur le Directeur Départemental des Archives.

Nancy, le 27 février 2008

Pour le préfet et par délégation,

Pour le secrétaire général absent,

Le sous-préfet chargé de la cohésion sociale,
Jérôme NORMAND

Extrait de l'arrêté DDASS/AES n° 263/08 du 17 mars 2008 portant agrément provisoire n° 170 de l'entreprise de transports sanitaires « LEXY AMBULANCES », 22 rue du Jura - 54720 Lexy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'au vu des pièces déposées, le dossier de demande d'agrément répond aux conditions de l'arrêté du 21 décembre 1987 modifié relatif à la composition du dossier d'agrément des personnes effectuant des transports sanitaires terrestres et au contrôle des véhicules affectés aux transports sanitaires terrestres ;

Considérant que, suite à la visite de conformité effectuée le 19 février 2008, les installations matérielles répondent aux normes définies par l'arrêté du 20 mars 1990 modifié, annexe II ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Est agréée, à titre provisoire, pour l'accomplissement des transports sanitaires dans le cadre de l'aide médicale urgente, de malades, blessés ou parturientes effectués sur prescription médicale, l'entreprise de transports sanitaires terrestres ci-après désignée :

- Dénomination sociale «VELSCHER»

- Forme : société à responsabilité limitée à associé unique

- Capital : 15 000,00 €

- Nom commercial : LEXY AMBULANCES

- Siret : 501 638 563 00012

- Siège social : 22 rue du Jura 54720 LEXY.

- Gérant : Monsieur VELSCHER Thomas.

Cet agrément a une validité d'un mois.

Art. 2 : La liste des membres du personnel composant les équipages des véhicules de transports sanitaires précisant leur qualification est constamment tenue à jour.

Cette liste est adressée annuellement à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales qui est avisée sans délai de toute modification de la liste.

Art. 3 : Toute modification de l'entreprise doit être signalée à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

Art. 4 : L'entreprise peut, à tout moment, être inspectée ou contrôlée par les services de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. Ces inspections ou contrôles peuvent avoir lieu inopinément ou sur rendez-vous.

Art. 5 : Toute infraction à la réglementation sur les transports sanitaires terrestres peut faire l'objet de sanctions dans les formes et conditions prévues aux articles L 6313-1 et R 6314-1 à R 6314-6 du code de la santé publique.

Art. 6 : L'arrêté préfectoral du 5 juillet 1983 concernant l'agrément n° 68 de l'entreprise « SARL LEXY AMBULANCES » est abrogé.

Art. 7 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe-et-Moselle et dont un exemplaire sera adressé au titulaire de l'agrément, au Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY, à la Directrice de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY et au Directeur Départemental des Archives.

Nancy, le 17 mars 2008 Pour le préfet et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté DDASS/AES/271-08 du 20 mars 2008 portant autorisation de transfert d'une officine de pharmacie à Dommartin-lès-Toul

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'aux termes de l'article L 5125-14 du code de la santé publique, le transfert d'une officine de pharmacie peut s'effectuer, conformément à l'article L5125-3 au sein de la même commune ;

Considérant qu'aux termes de l'article L5125-3 du code de la santé publique, les transferts d'officine de pharmacie doivent permettre de répondre de façon optimale aux besoins en médicaments de la population résidant dans les quartiers d'accueil de ces officines. Que les transferts ne peuvent être accordés que s'ils n'ont pas pour effet de compromettre l'approvisionnement nécessaire en médicaments de la population résidente de la commune ;

Considérant que la commune de Dommartin-lès-Toul ne compte pas de quartier identifié et officiellement reconnu ; qu'en conséquence la commune de Dommartin-lès-Toul peut être considérée comme un seul quartier d'accueil aux termes de l'article L 5125-3 du code de la santé publique ;

Considérant que le transfert d'officine au centre commercial de la ZAC du Jonchery ne compromet pas l'approvisionnement normal en médicaments de la population initialement desservie au 5 rue Aristide Briand ; la pharmacie conserve la même clientèle ce qui n'occasionne ni modification ni déséquilibre de la desserte pharmaceutique.

Considérant que la future officine située au centre commercial de la ZAC du Jonchery est reliée par une voie de circulation passant sous l'autoroute, l'accès se faisant par un rond-point. Que de ce fait il n'y a aucune difficulté particulière de franchissement de l'autoroute. Qu'une liaison piétonnière a été aménagée entre le village et le centre commercial. Que par ailleurs le centre commercial est relié au centre du village par une desserte d'autobus régulière et fréquente. Considérant que les locaux actuels ne répondent plus aux normes de sécurité et de salubrité, qu'il n'y a pas de possibilité de réfection des bâtiments existants du fait de leur situation en zone inondable, qu'un transfert est la seule possibilité de mise aux normes.

Considérant que les dispositions réglementaires édictées dans l'intérêt de la santé publique, notamment des articles L5125-3 et L5125-14 du code de la santé publique sont remplies ;

ARRETE

Art. 1^{er} : La demande de transfert d'une officine de pharmacie du centre commercial Leclerc, 5 rue Aristide Briand - 54200 DOMMARTIN-LES-TOUL au Centre Commercial ZAC du Jonchery - 54200 DOMMARTIN-LES-TOUL est acceptée.

Art. 2 : La licence prévue à l'article L 5125-4 du code de la santé publique ainsi accordée porte le n° 54#01053. La précédente licence accordée le 24 mars 1980 sera annulée dès la réalisation du transfert.

Art. 3 : En application de l'article L 5125-7 du code de la santé publique, l'officine doit être effectivement ouverte au public au plus tard à l'issue d'un an à compter de la notification de cet arrêté sauf prolongation en cas de force majeure.

Art. 4 : Un recours contre cette décision pourra être formé auprès du tribunal administratif de Nancy dans le délai de 2 mois qui suit la publication au recueil des actes administratifs du département de Meurthe-et-Moselle.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs et dont copie sera adressée à Madame WILHELM Danielle, au conseil régional de l'ordre des pharmaciens, à la chambre syndicale des pharmaciens de Meurthe-et-Moselle, à l'union régionale des pharmaciens de lorraine et à l'inspection régionale de la pharmacie.

Nancy, le 20 mars 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

Extrait de l'arrêté DDASS/AES/272-08 du 20 mars 2008 portant organisation de la permanence des soins en médecine ambulatoire dans le département

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Organisation de la permanence des soins

La permanence des soins est organisée dans le département de 20 heures à 8 heures les jours ouvrés et les dimanches et jours fériés.

A compter de l'entrée en application du présent arrêté la permanence des soins est également assurée :

- les samedis à partir de midi,
- les lundis lorsqu'ils précèdent un jour férié,
- les vendredis et les samedis lorsqu'ils suivent un jour férié.

Art. 2 : Modification du secteur de Thiaucourt.

Les communes meusiennes initialement rattachées au secteur de Thiaucourt sont, à compter du 6 août 2007, rattachées aux secteurs meusiens.

En conséquence le secteur de Thiaucourt (65) comporte dorénavant les communes de : Ansauville, Beaumont, Bernécourt, Bouillonville, Charey, Dampvitoux, Domèvre-en-Haye, Dommartin-la-Chaussée, Essey-Maizerais, Euvezin, Flirey, Grosrouvres, Hagéville, Hamonville, Jaulny, Limey-Remenauville, Lironville, Mandres-aux-Quatre-Tours, Manoncourt-en-Woevre, Manonville, Noviant-aux-Prés, Pannes, Rembercourt, Saint-Baussant, Saint-Julien-les-Gorze, Seicheprey, Thiaucourt-Regnieville, Tremblecourt, Vieville-en-Haye, Vilcey-sur-Trey, Villecey-sur-Mad, Waville et Xammes.

Sur ce secteur la permanence des soins est assurée par SOS Médecins.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, le président du conseil départemental de l'ordre des médecins de Meurthe-et-Moselle, et les directeurs des caisses primaires d'assurance maladie de Nancy et Longwy sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée au préfet de Meuse et au directeur du centre hospitalier universitaire de Nancy (SAMU).

Cet arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Nancy, le 20 mars 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

Service santé - environnement

Extrait de l'arrêté n° 232 du 17 mars 2008 portant agrément d'opérateurs pour des missions de diagnostic et contrôle du risque d'intoxication par le plomb et pour des missions de suivi de travaux réalisés d'office

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant les demandes d'agrément présentées par les sociétés visées au présent arrêté ;

Considérant l'engagement pris par lesdites sociétés de respecter le cahier des charges ;

Considérant les avis de la commission compétente en date des 17 décembre 2007 et 7 février 2008 ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Sont agréées, en qualité d'opérateur, au titre des articles L.1334-4 et R.1334-6 du code de la santé publique, les sociétés suivantes :

ABP Expertises immobilières
1, rue du colonel de la Horie
54540 BADONVILLER

BSSI Conseils
8, rue Albert Einstein
Parc Saint-Jacques II
54320 MAXEVILLE

URBAME SARL
32 ZIL du gros hêtre
57504 SAINT-AVOLD CEDEX

Cabinet RH
24, rue Clemenceau
54140 JARVILLE

Cabinet Philippe LENATTIER
« Les Thiers »
4, rue Piroux
54000 NANCY

ENVIROTECH
50, rue du centre
B.P. 11
88200 SAINT-NABORD

Art. 2 : Cet agrément vaut habilitation :

1. Pour une mission de diagnostic visée aux articles L.1334-1 et R.1334-4 du code de la santé publique et dont le contenu est précisé dans l'arrêté du 25 avril 2006 relatif au diagnostic du risque d'intoxication par le plomb des peintures. Ce diagnostic doit déterminer s'il existe un risque d'intoxication ou d'accessibilité au plomb pour les occupants d'un immeuble ou partie d'immeuble.

2. Pour une mission de contrôle visée aux articles L.1334-3 et R.1334-8 du code de la santé publique et dont le contenu est précisé dans l'arrêté du 25 avril 2006 relatif au contrôle des travaux en présence de plomb. Ce contrôle doit déterminer que l'accessibilité au plomb est supprimée.

3. Pour une mission de suivi de travaux réalisés d'office visant à supprimer l'accessibilité au plomb, prévus au 4^{ème} alinéa de l'article L.1334-2 et à l'article R.1334-3 du code de la santé publique.

Art. 3 : Conformément à l'article R.1334-9 du code de la santé publique :

- les compétences requises pour accomplir les missions de diagnostic et de contrôle sont relatives à l'utilisation des appareils de mesure dans les immeubles et aux techniques de prélèvement des écaillures et poussières ;
- celles requises pour accomplir la mission de suivi de travaux réalisés d'office sont relatives à la maîtrise d'œuvre ou d'assistance à la maîtrise d'ouvrage de travaux de réhabilitation en présence de peintures contenant du plomb et à la conduite de ces mêmes travaux dans des locaux occupés ou non.

Art. 4 : Sous réserve de l'évolution de la réglementation, cet agrément est accordé pour une durée cinq ans (5 ans), mais pourra être retiré en cas de manquement grave aux obligations contractées et après mise en demeure restée infructueuse.

Cet agrément est subordonné à la délivrance par les sociétés susvisées lors de la consultation :

- de l'attestation d'assurance relative à la responsabilité professionnelle de l'opérateur pour le type de missions concernées en cours de validité à la date de la consultation ;
- pour les missions de diagnostic et de contrôle, des attestations de certification de compétences des personnes physiques telles que mentionnées à l'arrêté du 21 novembre 2006 en cours de validité à la date de la consultation.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales et le directeur départemental de l'équipement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 mars 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté n° 233 du 17 mars 2008 portant agrément d'opérateurs pour des missions de diagnostic et contrôle du risque d'intoxication par le plomb

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant les demandes d'agrément présentées par les sociétés visées au présent arrêté ;

Considérant l'engagement pris par lesdites sociétés de respecter le cahier des charges ;

Considérant les avis de la commission compétente en date des 17 décembre 2007 et 7 février 2008 ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Sont agréées, en qualité d'opérateur, au titre des articles L.1334-4 et R.1334-6 du code de la santé publique, les sociétés suivantes :

Bureau VERITAS
ZAC de l'observatoire
12, rue du Saulnois
54520 LAXOU

DIAGAMI
2, rue du Général Thiry
BP 24
54230 NEUVES-MAISONS

NORISKO Immobilier
21, en Chaplerue
57000 METZ

CIEL expertises
7, rue principale
57670 LENING

AGENDA - ETUDIM
2, rue de Bitché
67500 HAGUENAU

CS BTP
34 bis, rue des savonneries
55000 BAR-LE-DUC

VALOGGIA Diag
19, rue Israël Silvestre
54000 NANCY

Art. 2 : Cet agrément vaut habilitation :

1. Pour une mission de diagnostic visée aux articles L.1334-1 et R.1334-4 du code de la santé publique et dont le contenu est précisé dans l'arrêté du 25 avril 2006 relatif au diagnostic du risque d'intoxication par le plomb des peintures. Ce diagnostic doit déterminer s'il existe un risque d'intoxication ou d'accessibilité au plomb pour les occupants d'un immeuble ou partie d'immeuble.

2. Pour une mission de contrôle visée aux articles L.1334-3 et R.1334-8 du code de la santé publique et dont le contenu est précisé dans l'arrêté du 25 avril 2006 relatif au contrôle des travaux en présence de plomb. Ce contrôle doit déterminer que l'accessibilité au plomb est supprimée.

Art. 3 : Conformément à l'article R.1334-9 du code de la santé publique :

- les compétences requises pour accomplir les missions de diagnostic et de contrôle sont relatives à l'utilisation des appareils de mesure dans les immeubles et aux techniques de prélèvement des écaillures et poussières.

Art. 4 : Sous réserve de l'évolution de la réglementation, cet agrément est accordé pour une durée cinq ans (5 ans), mais pourra être retiré en cas de manquement grave aux obligations contractées et après mise en demeure restée infructueuse.

Cet agrément est subordonné à la délivrance par les sociétés susvisées lors de la consultation :

- de l'attestation d'assurance relative à la responsabilité professionnelle de l'opérateur pour le type de missions concernées en cours de validité à la date de la consultation ;
- pour les missions de diagnostic et de contrôle, des attestations de certification de compétences des personnes physiques telles que mentionnées à l'arrêté du 21 novembre 2006 en cours de validité à la date de la consultation.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales et le directeur départemental de l'équipement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 mars 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Direction départementale de l'agriculture et de la forêt
Service économie agricole et aménagement foncier

Extrait de l'arrêté 08/18/DDAF/REMBT du 29 février 2008 portant modification des limites territoriales entre Crépey et Selaincourt

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1^{er} : Les modifications de limites territoriales entre les communes de Crépey et Selaincourt (arrondissement de Toul, canton de Colombey-les-Belles) sont approuvées conformément au plan et aux délibérations annexés au présent arrêté.

Art. 2 : Les modifications des limites territoriales opérées, d'un commun accord entre les communes, s'effectueront avec toutes les conséquences qu'elles comportent.

Art. 3 : Les conseils municipaux de Crépey et de Selaincourt sont maintenus en fonction.

Art. 4 : La modification des limites territoriales des communes de Crépey et Selaincourt n'entraîne aucun transfert de population.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le sous-préfet de l'arrondissement de Toul sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux maires des communes de Crépey et Selaincourt et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 29 février 2008

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté 08/38/DDAF/REMBT du 27 février 2008 portant sur l'envoi en prise de possession provisoire sur la commune de Barisey-la-Côte

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1^{er} : Les attributaires des nouveaux lots définis au plan modifié par la commission communale d'aménagement foncier de BARISEY LA CÔTE dans ses séances du 28/11/2007 et du 05/12/2007 sont envoyés en possession provisoire dans les conditions ci-après :

Terres en orges d'hiver, escourgeons colza d'hiver dès enlèvement des récoltes, paille comprise, au plus tard le 15/08/2008

Terres en blé, orge de printemps, colza de printemps, avoine : dès enlèvement des récoltes, paille comprise, au plus tard le 30/08/2008

Terres en maïs ensilage : dès enlèvement des récoltes, au plus tard le 15/10/2008

Terres en maïs grain : dès enlèvement des récoltes, broyage des tiges compris, au plus tard le 15/11/2008

Terres en tournesol : dès enlèvement des récoltes, au plus tard le 15/10/2008

Terres en herbes : au plus tard le 01/11/2008

Jachères : le 15/10/2008

Arbres d'essences forestières parvenus à maturité : pourront être abattus et débités, coupés au ras du sol, branchages brûlés ou enlevés par les propriétaires actuels jusqu'au 15/11/2008, enlèvement compris (exploitation en « bon père de famille ») dans les conditions suivantes : diamètre de 45 cm minimum pour les hêtres et les chênes ; diamètre de 30 cm minimum pour les autres essences

Les clôtures et toutes autres installations démontables et récupérables devront être retirées des parcelles cédées au plus tard le 15/11/2008, passé ce délai, elles deviendront la propriété de l'affectataire du terrain et cela sans indemnité

Il est interdit de semer des cultures dérochées dans les parcelles abandonnées, de combler les puits abandonnés sur les parcelles non réattribuées et de procéder à l'enlèvement ou à la destruction des buses (aqueducs).

Préalablement à la réalisation des travaux connexes, les emprises des chemins ruraux supprimés seront provisoirement maintenues et chaque propriétaire supportera une servitude de passage temporaire pour l'exploitation des nouvelles parcelles qui seraient provisoirement enclavées

Art. 2 : Les modalités, ci-dessus, n'excluent pas les accords amiables différents qui pourraient intervenir entre les intéressés, avant les dates limites mentionnées ci-dessus.

Art. 3 : Le transfert de propriété des nouvelles parcelles interviendra à la date de clôture des opérations de remembrement prononcée par arrêté préfectoral.

Art. 4 : Les interdictions figurant dans l'arrêté préfectoral ordonnant le remembrement s'imposent à tous jusqu'à la clôture des opérations prononcée par arrêté préfectoral.

Art. 5 : Le présent arrêté peut être déféré dans un délai de deux mois dès réception de la notification aux intéressés devant le Tribunal Administratif de NANCY – 5 Place de la Carrière – CO 38 – 54036 NANCY CEDEX.

Art. 6 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de l'arrondissement de Toul, les maires de Barisey-la-Côte, Allamps, Bagneux, Barisey-au-Plain et Bulligny, et le colonel du groupement de gendarmerie sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Celui-ci sera publié en Mairie des communes concernées, dans un journal du département et notifié aux intéressés, inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont ampliation sera adressée au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ; au trésorier payeur général de Meurthe et Moselle ; au président de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe et Moselle ; au président du conseil général, et au président de la fédération de Meurthe et Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique.

Nancy, le 27 février 2008

Pour le préfet et par délégation,

Pour le secrétaire général absent,
Le sous-préfet chargé de la cohésion sociale,
Jérôme NORMAND

Extrait de l'arrêté 08/39/DDAF/REMBT du 27 février 2008 portant sur l'envoi en prise de possession provisoire sur la commune de Lay-Saint-Christophe

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1^{er} : Les attributaires des nouveaux lots définis au plan modifié par la commission communale d'aménagement foncier de LAY SAINT CHRISTOPHE dans sa séance du 21/01/2008 sont envoyés en possession provisoire dans les conditions ci-après :

Terres en orges d'hiver, escourgeons colza d'hiver dès enlèvement des récoltes, paille comprise, au plus tard le 15/08/2008

Terres en blé, orge de printemps, colza de printemps, avoine : dès enlèvement des récoltes, paille comprise, au plus tard le 30/08/2008

Terres en maïs ensilage : dès enlèvement des récoltes, au plus tard le 15/10/2008

Terres en maïs grain : dès enlèvement des récoltes, broyage des tiges compris, au plus tard le 15/11/2008

Terres en tournesol : dès enlèvement des récoltes, au plus tard le 15/10/2008

Terres en herbes : au plus tard le 01/11/2008

Jachères : le 15/10/2008

Jardins potagers et chènevières : au plus tard le 30/01/2009

Arbres fruitiers : récolte des fruits uniquement au plus tard le 15/11/2008

Les arbres d'essences forestières et fruitières situés sur les nouvelles emprises de chemins pourront être exploités par les propriétaires actuels (abattage, enlèvement, branchages enlevés ou brûlés) jusqu'au 31 Décembre 2008

Arbres d'essences forestières parvenus à maturité (non indemnisés par une soule), pourront être abattus et débités, coupés au ras du sol, branchages brûlés ou enlevés par les propriétaires actuels jusqu'au 31 Mars 2009,

enlèvement compris (exploitation en « bon père de famille ») dans les conditions suivantes : diamètre de 40 cm minimum pour les hêtres, les chênes et les peupliers ; diamètre de 20 cm minimum pour les autres essences (notamment frênes et acacias)

Les clôtures et toutes autres installations démontables et récupérables devront être retirées des parcelles cédées au plus tard le 30/01/2009, passé ce délai, elles deviendront la propriété de l'affectataire du terrain et cela sans indemnité

Il est interdit de semer des cultures dérochées dans les parcelles abandonnées, de combler les puits abandonnés sur les parcelles non réattribuées et de procéder à l'enlèvement ou à la destruction des buses (aqueducs).

Préalablement à la réalisation des travaux connexes, les emprises des chemins ruraux supprimés seront provisoirement maintenues et chaque propriétaire supportera une servitude de passage temporaire pour l'exploitation des nouvelles parcelles qui seraient provisoirement enclavées

Art. 2 : Les modalités, ci-dessus, n'excluent pas les accords amiables différents qui pourraient intervenir entre les intéressés, avant les dates limites mentionnées ci-dessus.

Art. 3 : Le transfert de propriété des nouvelles parcelles interviendra à la date de clôture des opérations de remembrement prononcée par arrêté préfectoral.

Art. 4 : Les interdictions figurant dans l'arrêté préfectoral ordonnant le remembrement s'imposent à tous jusqu'à la clôture des opérations prononcée par arrêté préfectoral.

Art. 5 : Le présent arrêté peut être déféré dans un délai de deux mois dès réception de la notification aux intéressés devant le Tribunal Administratif de NANCY – 5 Place de la Carrière – CO 38 – 54036 NANCY CEDEX.

Art. 6 : Le secrétaire général de la préfecture, les maires de Lay-Saint-Christophe et Malzeville, et le colonel du groupement de gendarmerie sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Celui-ci sera publié en Mairie des communes concernées, dans un journal du département et notifié aux intéressés, inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont ampliation sera adressée au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ; au trésorier payeur général de Meurthe et Moselle ; au président de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe et Moselle ; au président du conseil général, et au président de la fédération de Meurthe et Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique.

Nancy, le 27 février 2008

Pour le préfet et par délégation,

Pour le secrétaire général absent,
Le sous-préfet chargé de la cohésion sociale,
Jérôme NORMAND

Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Saizerais - Marbach - Demande d'autorisation d'exploiter n°2519

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

D E C I D E

Art. 1^{er} : Madame GUERIN Antoinette est autorisée à exploiter 17,32 ha (parcelles AD189/203/217/223/226 - AE 3/229/230/235/248/249/275/316/317 à Marbach - ZD 14/21/25/28/29/30 - ZE 58 à Saizerais) conformément à la demande qu'elle a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Madame GUERIN Antoinette.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame GUERIN Antoinette, au(x)

propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de -
SAIZERAIS - MARBACHE pour affichage.

Nancy, le 17 mars 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Erbéviller-sur-Amezule - Sornéville - Demande d'autorisation d'exploiter n°2388

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant, selon l'article 1 du Schéma Départemental des Structures, le caractère prioritaire de la rétrocession SAFER de 5,09 ha à M. JOB dans la perspective de l'installation aidée de son fils, par rapport à des projets d'agrandissement,

DECIDE

Art. 1^{er} : Le GAEC du Menil, composé de Messieurs NICOLAS Philippe et Didier, n'est pas autorisé à exploiter 5.09 ha (parcelles ZD 45/63/89 - ZE 97 à Sornéville),

est autorisé à exploiter 1.84 ha (parcelles Z 21 à Erbéviller, ZD 67 à Sornéville),

objets de la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC du Menil (Messieurs NICOLAS Philippe et Didier).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs NICOLAS Philippe et Didier, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - ERBEVILLER SUR AMEZULE - SORNEVILLE pour affichage.

Nancy, le 17 mars 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Sornéville - Demande d'autorisation d'exploiter n°2421

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant le caractère prioritaire selon l'article 1 du Schéma Départemental des structures, des rétrocessions SAFER de 5,09 ha à M. JOB et de 6.95 ha à M. OGNOV dans le cadre d'installations par rapport à des projets d'agrandissement,

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur THOUVENIN Etienne est autorisé à exploiter 16.56 ha (parcelles A 158/160/162- B635- ZA 88/94 - ZD 29/46/51 à Sornéville) mais n'est pas autorisé à exploiter 5.32 ha (parcelles ZA 11- ZD 45/63/89 - ZE 97 à Sornéville) objets de la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur THOUVENIN Etienne.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur THOUVENIN Etienne, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - SORNEVILLE pour affichage.

Nancy, le 17 mars 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Repaix - Autrepierre - Demande d'autorisation d'exploiter n°2445

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Le GAEC DU CHEMIN CREUX composé de Messieurs LAMBOUR Joël et CONTAL Frédéric est autorisé à exploiter 10,06 ha (parcelles ZM 31/32/33 à Autrepierre - YB 8/9/10 à Repaix) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DU CHEMIN CREUX (Messieurs LAMBOUR Joël et CONTAL Frédéric).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une

ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs LAMBOUR Joël et CONTAL Frédéric, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - REPAIX - AUTREPIERRE pour affichage.

Nancy, le 17 mars 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Neuville-lès-Badonviller - Autrepierre - Demande d'autorisation d'exploiter n°2446

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la surface du bien cédé par M. DEDENON est supérieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2B du Schéma Départemental des Structures,

Considérant que les projets d'installation aidée au sein du GAEC de la Vieille Côte, du GAEC de l'Agneau Lorrain, du GAEC des Muriers relèvent du même rang de priorité 1 dans la mesure où la taille des exploitations ne dépassera pas le seuil de 150 équivalents SCOP/UMO après reprise,

Considérant que ces projets sont davantage prioritaires que les projets d'agrandissement du GAEC de Barbezieux et de l'EARL d'Albe (degré de priorité 7),

DECIDE

Art. 1^{er} : Le GAEC de BARBEZIEUX composé de Madame, Messieurs HACHAIR Arlette, COLIN Bruno, Dominique et Xavier n'est pas autorisé à exploiter 25,41 ha (ZM 36/37/52 - ZO 40 à Autrepierre) objets de la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame, Messieurs HACHAIR Arlette, COLIN Bruno, Dominique et Xavier, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie d'AUTREPIERRE pour affichage.

Nancy, le 17 mars 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Autrepierre - Demande d'autorisation d'exploiter n°2444

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Madame DEDENON Janique est autorisée à exploiter 3,75 ha (parcelle ZM 51 à Autrepierre) conformément à la demande qu'elle a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Madame DEDENON Janique.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame DEDENON Janique, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - AUTREPIERRE pour affichage.

Nancy, le 17 mars 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Autrepierre - Demande d'autorisation d'exploiter n°2459

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la surface du bien cédé par M. DEDENON est supérieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2B du Schéma Départemental des Structures,

Considérant que les projets d'installation aidée au sein du GAEC de la Vieille Côte, du GAEC de l'Agneau Lorrain, du GAEC des Muriers relèvent du même rang de priorité 1 dans la mesure où la taille des exploitations ne dépassera pas le seuil de 150 équivalents SCOP/UMO après reprise,

Considérant que ces projets sont davantage prioritaires que les projets d'agrandissement du GAEC de Barbezieux et de l'EARL d'Albe (degré de priorité 7),

DECIDE

Art. 1^{er} : L'EARL DALBE composée de Monsieur HENRY Régis n'est pas autorisée à exploiter 15,05 ha (parcelle ZM 52 à Autrepierre) objet de la demande qu'elle a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur HENRY Régis, au(x)

propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - AUTREPIERRE pour affichage.

Nancy, le 17 mars 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Autrepierre - Demande d'autorisation d'exploiter n°2460

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la surface du bien cédé par M. DEDENON est supérieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2B du Schéma Départemental des Structures,

Considérant que les projets d'installation aidée au sein du GAEC de la Vieille Côte, du GAEC de l'Agneau Lorrain, du GAEC des Muriers relèvent du même rang de priorité 1 dans la mesure où la taille des exploitations ne dépassera pas le seuil de 150 équivalents SCOP/UMO après reprise,
Considérant que ces projets sont davantage prioritaires que les projets d'agrandissement du GAEC de Barbezieux et de l'EARL d'Albe (degré de priorité 7),

DECIDE

Art. 1^{er} : Le GAEC DE LA VIEILLE COTE composé de Madame, Monsieur STOCK Mireille et Gérard est autorisé à exploiter 25,42 ha sous réserve d'installation avant le 1 septembre 2009 de M. GAULARD (parcelles ZM 36/37/52 - ZO 40 à Autrepierre) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DE LA VIEILLE COTE (Madame, Monsieur STOCK Mireille et Gérard).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame, Monsieur STOCK Mireille et Gérard, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - AUTREPIERRE pour affichage.

Nancy, le 17 mars 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Autrepierre - Demande d'autorisation d'exploiter n°2463

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la surface du bien cédé par M. DEDENON est supérieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2B du Schéma Départemental des Structures,

Considérant que les projets d'installation aidée au sein du GAEC de la Vieille Côte, du GAEC de l'Agneau Lorrain, du GAEC des Muriers relèvent du même rang de priorité 1 dans la mesure où la taille des exploitations ne dépassera pas le seuil de 150 équivalents SCOP/UMO après reprise,

Considérant que ces projets sont davantage prioritaires que les projets d'agrandissement du GAEC de Barbezieux et de l'EARL d'Albe (degré de priorité 7),

DECIDE

Art. 1^{er} : Le GAEC de L'agneau Lorrain composé de Madame, Messieurs ROUSSEL Antoinette, Sébastien, Jean, Cédric est autorisé à exploiter 29,97 ha sous réserve d'installation de Cédric ROUSSEL avant le 1 septembre 2009 (parcelles ZM 28/29/36/37/52 - ZO 40 - ZP 32/33 à Autrepierre) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC de L'agneau Lorrain (Madame, Messieurs ROUSSEL Antoinette, Sébastien, Jean, Cédric).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.
Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame, Messieurs ROUSSEL Antoinette, Sébastien, Jean, Cédric, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - AUTREPIERRE pour affichage.

Nancy, le 17 mars 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Autrepierre - Demande d'autorisation d'exploiter n°2457

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la surface du bien cédé par M. DEDENON est supérieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2B du Schéma Départemental des Structures,

Considérant que les projets d'installation aidée au sein du GAEC de la Vieille Côte, du GAEC de l'Agneau Lorrain, du GAEC des Muriers relèvent du même rang de priorité 1 dans la mesure où la taille des exploitations ne dépassera pas le seuil de 150 équivalents SCOP/UMO après reprise,

Considérant que ces projets sont davantage prioritaires que les projets d'agrandissement du GAEC de Barbezieux et de l'EARL d'Albe (degré de priorité 7),

DECIDE

Art. 1^{er} : Le GAEC DES MURIERS composé de Messieurs MALGRAS Stéphane et Laurent, VOUAUX Thierry, KIPPEURT Mathieu est autorisé à exploiter 25,42 ha sous réserve d'installation avant le 1er septembre 2009 de Mathieu KIPPEURT (parcelles ZM 36/37/52 - ZO 40 à Autrepierre) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DES MURIERS (Messieurs MALGRAS Stéphane et Laurent, VOUAUX Thierry, KIPPEURT Mathieu).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs MALGRAS Stéphane et Laurent, VOUAUX Thierry, KIPPEURT Mathieu, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - AUTREPIERRE pour affichage.

Nancy, le 17 mars 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Arracourt - Demande d'autorisation d'exploiter n°2449

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur JEANPIERRE Vincent est autorisé à exploiter 5,35 ha (parcelles ZD 18 - ZE 37 - ZN 36/37 à Arracourt) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur JEANPIERRE Vincent.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur JEANPIERRE Vincent, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - ARRACOURT pour affichage.

Nancy, le 17 mars 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Arracourt - Juvrecourt - Demande d'autorisation d'exploiter n°2427

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la surface du bien cédé par Mme. SIMONIN est supérieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2B du Schéma Départemental des Structures,

Considérant que la taille de l'exploitation de Mme GOUDOT après installation étant supérieure à 150 équivalents SCOP/UMO, sa demande relève du même rang de priorité 7 que la demande d'agrandissement de l'EARL de Vaudrecourt,

DECIDE

Art. 1^{er} : L'EARL de Vaudrecourt composée de Monsieur KIRSCH Didier est autorisée à exploiter 13,64 ha (parcelles AD 53/54/104/106 -ZN 38/39 - ZP 6 à Arracourt - ZE 22/34/35 à Juvrecourt) conformément à la demande qu'elle a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de EARL de Vaudrecourt (Monsieur KIRSCH Didier).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur KIRSCH Didier, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - ARRACOURT - JUVRECOURT pour affichage.

Nancy, le 17 mars 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Juvrecourt - Demande d'autorisation d'exploiter n°2492

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la surface du bien cédé par Mme. SIMONIN est supérieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2B du Schéma Départemental des Structures,
Considérant que la taille de l'exploitation de Mme GOUDOT après installation étant supérieure à 150 équivalents SCOP/UMO, sa demande relève du même rang de priorité 7 que la demande d'agrandissement de l'EARL de Vaudrecourt,

DECIDE

Art. 1^{er} : Madame GOUDOT Aurélie est autorisée à exploiter 8,55 ha (parcelles ZE 22/34/35 à Juvrecourt) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Madame GOUDOT Aurélie.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame GOUDOT Aurélie, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - JUVRECOURT pour affichage.

Nancy, le 17 mars 2008 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Pexonne - Neufmaisons - Demande d'autorisation d'exploiter n°2496

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : L'EARL DES PRENOMS composée de Madame, Monsieur GEORGE Marie Hélène et Jean Luc est autorisée à exploiter 16,71 ha conformément à la demande qu'elle a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DES PRENOMS (Madame, Monsieur GEORGE Marie Hélène et Jean Luc).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame, Monsieur GEORGE Marie Hélène et Jean Luc, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - PEXONNE - NEUFMAISONS pour affichage.

Nancy, le 17 mars 2008 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Colmey - Demande d'autorisation d'exploiter n°2423

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la surface en concurrence est inférieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2A du Schéma Départemental des Structures,

Considérant que les demandes de l'EARL de Martigny et de l'EARL du Gavion motivées respectivement par un agrandissement et par l'installation aidée de Nicolas DIDIER sur des exploitations dont la taille est inférieure à 150 équivalents SCOP/UMO (respectivement 91 et 96 utés SCOP/UMO), sont de même rang de priorité 1,

DECIDE

Art. 1^{er} : L'EARL de Martigny composée de Madame, Monsieur BRODIER Estelle et Joel est autorisée à exploiter 12,71 ha (parcelle ZH 5 (lot j 01 et k03) à Colmey) conformément à la demande qu'elle a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL de Martigny (Madame, Monsieur BRODIER Estelle et Joel).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame, Monsieur BRODIER Estelle et Joel, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - COLMEY pour affichage.

Nancy, le 17 mars 2008 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Colmey - Demande d'autorisation d'exploiter n°1824

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la surface en concurrence est inférieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2A du Schéma Départemental des Structures,

Considérant que les demandes de l'EARL de Martigny et de l'EARL du Gavion motivées respectivement par un agrandissement et par l'installation aidée de Nicolas DIDIER sur des exploitations dont la taille est inférieure à 150 équivalents SCOP/UMO (respectivement 91 et 96 utés SCOP/UMO), sont de même rang de priorité 1,

DECIDE

Art. 1^{er} : L'EARL DU GAVION composée de Messieurs DIDIER Robert et Nicolas est autorisée à exploiter 12,7 ha (parcelle ZH 5 (lot j01 et k03) à Colmey) conformément à la demande qu'elle a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DU GAVION (Messieurs DIDIER Robert et Nicolas).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs DIDIER Robert et Nicolas, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - COLMEY pour affichage.

Nancy, le 17 mars 2008 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Maizières-lès-Toul - Demande d'autorisation d'exploiter n°2504

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la surface en concurrence est inférieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2A du Schéma Départemental des Structures,

Considérant que la demande du GAEC du Rond Pré portant sur un agrandissement d'une exploitation dont la taille est supérieure à 150 équivalents SCOP/UMO, est moins prioritaire (degré de priorité 3) que le projet d'agrandissement non soumis à autorisation de l'EARL d'HOUEMONT dont la taille est inférieure à ce seuil (niveau de priorité 1).

DECIDE

Art. 1^{er} : Le GAEC DU ROND PRE composé de Messieurs BONNAVENTURE Bertrand et Xavier :

n'est pas autorisé à exploiter 8.19 ha (parcelles ZE 14/19 à Maizières les Toul), est autorisé à exploiter 2.98 ha (parcelles ZH 9- ZK40/46/47 à Maizières les Toul), objets de la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs BONNAVENTURE Bertrand et Xavier, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - MAIZIERES LES TOUL pour affichage.

Nancy, le 17 mars 2008 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Aboncourt - Demande d'autorisation d'exploiter n°2498

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Le GAEC du BICENE composé de Messieurs MANGENOT Jean Claude et Stéphane est autorisé à exploiter 1,33 ha (parcelles ZA 46 - ZB 10 et 28 à Aboncourt) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC du BICENE (Messieurs MANGENOT Jean Claude et Stéphane).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs MANGENOT Jean Claude et Stéphane, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - ABONCOURT pour affichage.

Nancy, le 17 mars 2008 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Aboncourt - Demande d'autorisation d'exploiter n°2490

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur ADAM Philippe est autorisé à exploiter 1,73 ha (parcelles ZB 7 et 9 à Aboncourt) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur ADAM Philippe.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur ADAM Philippe, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - ABONCOURT pour affichage.

Nancy, le 17 mars 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Aboncourt - Demande d'autorisation d'exploiter n°2343

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Le GAEC des Pierrottes composé de Messieurs PETITJEAN Richard et David est autorisé à exploiter 1,65 ha (parcelle ZB 57 à Aboncourt) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC des Pierrottes (Messieurs PETITJEAN Richard et David).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs PETITJEAN Richard et David, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - ABONCOURT pour affichage.

Nancy, le 17 mars 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Norroy-le-Sec - Fléville-Lixières - Lantefontaine - Lubey - Demande d'autorisation d'exploiter n°2435

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Le GAEC du Chemin Doré composé de Madame PAUFERT Anne Marie, Monsieur BRODIER Cédric est autorisé à exploiter 17,25 ha (parcelles - ZD 22 -ZE 2/106 à Fléville-Lixières- ZH 33/34/36 à Norroy le Sec) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC du Chemin Doré (Madame, Monsieur PAUFERT Anne Marie, BRODIER Cédric).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame, Monsieur PAUFERT Anne Marie, BRODIER Cédric, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - NORROY LE SEC - FLEVILLE LIXIERES - LANTEFONTAINE - LUBEY pour affichage.

Nancy, le 17 mars 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Lexy - Demande d'autorisation d'exploiter n°2495

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : L'EARL BAUDOIN composée de Madame, Messieurs BAUDOIN Monique, Charles et Simon est autorisée à exploiter 3,1 ha (parcelles AD229/230/232/437 - ZB 254 à Lexy) conformément à la demande qu'elle a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL BAUDOIN (Madame, Messieurs BAUDOIN Monique, Charles et Simon).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame, Messieurs BAUDOIN Monique, Charles et Simon, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - LEXY pour affichage.

Nancy, le 17 mars 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Domèvre-en-Haye - Demande d'autorisation d'exploiter n°2475

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : L'EARL du PETIT CHEMIN composée de Madame, Messieurs VOSGIEN Cédric, Philippe, Martine est autorisée à exploiter 4,5 ha (parcelle ZE 11 à Domèvre en Haye) conformément à la demande qu'elle a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL du PETIT CHEMIN (Madame, Messieurs VOSGIEN Cédric, Philippe, Martine).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame, Messieurs VOSGIEN Cédric, Philippe, Martine, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - DOMEVRE EN HAYE pour affichage.

Nancy, le 17 mars 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Euvezin - Bouillonville - Demande d'autorisation d'exploiter n°2489

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur ROGALIEWIEZ Franck est autorisé à exploiter 7,51 ha (parcelles A368 à 371/373 à 379/381/383/384/387 à 400/402/403/405/406/408/409/418/522/523/590 à Bouillonville - ZA 15 à Euvezin) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur ROGALIEWIEZ Franck.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur ROGALIEWIEZ Franck, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - EUVEZIN - BOUILLONVILLE pour affichage.

Nancy, le 17 mars 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Hamonville - Demande d'autorisation d'exploiter n°2488

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Le GAEC JARDINS DU COUROT composé de Madame, Messieurs PHILIPPE Marie France, Luc et Sébastien est autorisé à exploiter 5,5 ha (parcelle ZB 22 à Hamonville) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC JARDINS DU COUROT (Madame, Messieurs PHILIPPE Marie France, Luc et Sébastien).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame, Messieurs PHILIPPE Marie France, Luc et Sébastien, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - HAMONVILLE pour affichage.

Nancy, le 17 mars 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Neufmaisons - Demande d'autorisation d'exploiter n°2332

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur GARNIER Michel est autorisé à exploiter 37,45 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur GARNIER Michel.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur GARNIER Michel, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - NEUFMAISONS pour affichage.

Nancy, le 17 mars 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Autrepierre - Demande d'autorisation d'exploiter n°2509

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Madame DEDENON Janique est autorisée à exploiter 21,08 ha (parcelles ZK69 - ZL28/29 - ZM49/50 - ZO38 à Autrepierre) conformément à la demande qu'elle a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Madame DEDENON Janique.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame DEDENON Janique, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - AUTREPIERRE pour affichage.

Nancy, le 17 mars 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Art-sur-Meurthe - Demande d'autorisation d'exploiter n°2499

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur MASSON Bertrand est autorisé à exploiter 6,47 ha (parcelles ZA 117/120/123 à Art sur Meurthe) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur MASSON Bertrand.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur MASSON Bertrand, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - ART SUR MEURTHE pour affichage.

Nancy, le 17 mars 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Lesmenils - Pont-à-Mousson - Demande d'autorisation d'exploiter n°2497

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Le GAEC de la Tour composé de Messieurs PETIT Robert et Xavier est autorisé à exploiter 6,9 ha (parcelles ZP 3 à Lesmenils et Z 28 et 29 à Pont à Mousson) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC de la Tour (Messieurs PETIT Robert et Xavier).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs PETIT Robert et Xavier, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - LESMENILS - PONT A MOUSSON pour affichage.

Nancy, le 17 mars 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Abaucourt - Demande d'autorisation d'exploiter n°2472

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : L'EARL DE LA GOLOGNE BASTIEN composée de Monsieur BASTIEN Richard est autorisée à exploiter 2,46 ha (parcelle ZD 17 à Abaucourt) conformément à la demande qu'elle a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de L'EARL DE LA GOLOGNE BASTIEN (Monsieur BASTIEN Richard).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur BASTIEN Richard, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - ABAUCOURT pour affichage.

Nancy, le 17 mars 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Thezey-Saint-Martin - Demande d'autorisation d'exploiter n°2481

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : le GAEC DU BARRAGE composé de Messieurs CERUTTI Alain et Jérôme est autorisé à exploiter 9,77 ha (parcelle ZK 6 à Thezey Saint Martin) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DU BARRAGE (Messieurs CERUTTI Alain et Jérôme).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs CERUTTI Alain et Jérôme, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - THEZEY SAINT MARTIN pour affichage.

Nancy, le 17 mars 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Bouxières-aux-Chênes - Amance - Demande d'autorisation d'exploiter n°2480

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Le GAEC du PAIN de Sucre composé de Messieurs DROUVILLE Etienne, Marc et Vincent est autorisé à exploiter 88,13 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC du PAIN de Sucre (Messieurs DROUVILLE Etienne, Marc et Vincent).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs DROUVILLE Etienne, Marc et Vincent, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - BOUXIERES AUX CHENES - AMANCE pour affichage.

Nancy, le 17 mars 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Halloville - Demande d'autorisation d'exploiter n°2468

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la surface en concurrence est inférieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2A du Schéma Départemental des Structures,
Considérant que le projet d'installation de M. L'HOTE au sein du GAEC de Laval dont la taille d'exploitation est inférieure à 150 équivalents SCOP/UMO est prioritaire (priorité 1) par rapport au maintien en place de l'EARL du Chaponey dont la taille d'exploitation est supérieure à ce seuil (priorité 3),

DECIDE

Art. 1^{er} : Le GAEC DE LAVAL composé de Messieurs L'HOTE Christophe, Thierry et Jean François est autorisé à exploiter 12,44 ha sous réserve d'installation avant le 31 décembre 2008 de Christophe L'HOTE (parcelles ZB 37/40 - ZE 45/48/55/56/58 à Halloville) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DE LAVAL (Messieurs L'HOTE Christophe, Thierry et Jean François).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs L'HOTE Christophe, Thierry et Jean François, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - HALLOVILLE pour affichage.

Nancy, le 17 mars 2008 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Bathelémont-lès-Bauzemont - Juvrecourt - Demande d'autorisation d'exploiter n°2452

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Madame GOUDOT Aurélie est autorisée à exploiter 40,59 ha (parcelles ZE 4 à Bathelémont les Bauzemont - A168/413/414 - B3/4 - ZA 17/20/21 - ZB 3/25/29/33/39 - ZC 1 - ZD6/7/9/10/11/12/14/15/19/23/35/36/37/42/43/45/46 à Juvrecourt) conformément à la demande qu'elle a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Madame GOUDOT Aurélie.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame GOUDOT Aurélie, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - BATHELEMONT LES BAUZEMONT - JUVRECOURT pour affichage.

Nancy, le 17 mars 2008 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Arracourt - Athienville - Demande d'autorisation d'exploiter n°2419

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Madame PENIN Liliane est autorisée à exploiter 45,69 ha (parcelles ZC 12 - ZD10/11 - ZE95/136 - ZH8 - ZI1/16/21 à 25/27 - ZN 17 - ZP 38 à Arracourt - ZD32 à Athienville) conformément à la demande qu'elle a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Madame PENIN Liliane.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame PENIN Liliane, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - ARRACOURT - ATHIENVILLE pour affichage.

Nancy, le 17 mars 2008 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Coyviller - Rosières-aux-Salines - Demande d'autorisation d'exploiter n°2413

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur PARFAIT Sylvain est autorisé à exploiter 35,23 ha (parcelles A97/104/141/342/343/345/346/372 - B47/48/64/76/78/79 - C 18 à 21 - D247 à Coyviller - AM 28/32/33/34 à Rosières aux Salines) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur PARFAIT Sylvain.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur PARFAIT Sylvain, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - COYVILLER - ROSIERES AUX SALINES pour affichage.

Nancy, le 17 mars 2008 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Burthecourt-aux-Chênes - Demande d'autorisation d'exploiter n°2404

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : La SCEA Ferme Equestre des Chênes composée de Mademoiselle POUSSIER Céline et M. POUSSIER Bernard est autorisée à exploiter 118,27 ha conformément à la demande qu'elle a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de la SCEA Ferme Equestre des Chênes (Mademoiselle, Monsieur POUSSIER Céline et Bernard).

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Mademoiselle, Monsieur POUSSIER Céline et Bernard, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BURTHECOURT AUX CHENES pour affichage.

Nancy, le 17 mars 2008 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Villey-Saint-Etienne - Velaine-en-Haye - Sexey-les-Bois - Jaillon - Francheville - Fontenoy-sur-Moselle - Aingeray - Avrainville - Demande d'autorisation d'exploiter n°2502

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la nécessité de faire vivre l'exploitation de M. MARCHAL sur le plan administratif et technique dans l'attente d'une reprise de celle-ci par un ou plusieurs exploitants agricoles,

DECIDE

Art. 1^{er} : L'Indivision MARCHAL Martial composée de Mesdames MARCHAL Gisèle, Caroline, MICHEL Claire, NADANY Catherine est autorisée à exploiter 100 ha jusqu'au 30 septembre 2008 conformément à la demande qu'elle a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'Indivision MARCHAL Martial (Mesdames MARCHAL Gisèle, Caroline, MICHEL Claire, NADANY Catherine).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Mesdames MARCHAL Gisèle, Caroline, MICHEL Claire, NADANY Catherine, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - VILLEY SAINT ETIENNE - VELAINE EN HAYE - SEXEY LES BOIS - JAILLON - FRANCHEVILLE - FONTENOY SUR MOSELLE - AINGERAY - AVRAINVILLE pour affichage.

Nancy, le 17 mars 2008 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 17 mars 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Giriviller - Demande d'autorisation d'exploiter n°2420

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la demande de M. PIERRON n'apporte aucun élément nouveau pouvant remettre en cause le caractère prioritaire du dossier de M. FLEURENCE,

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur PIERRON Olivier n'est pas autorisé à exploiter 11,5 ha (parcelles ZC 10 et ZD 41 à GIRIVILLER) objets de la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur PIERRON Olivier, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - GIRIVILLER pour affichage.

Nancy, le 17 mars 2008

Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 17 mars 2008 portant à 6 mois les délais d'instruction des demandes d'autorisation d'exploitation d'un bien agricole à Villacourt - Saint-Remy-aux-Bois - Borville - Froville - Essegney - Loromontzey - Demande d'autorisation d'exploiter n°2209

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'il existe plusieurs demandes pour reprendre partie de l'exploitation de - CHARMOIS Jean Marie et Valérie à - VILLACOURT - SAINT REMY AUX BOIS - BORVILLE - FROVILLE - ESSEGNEY - LOROMONTZEY, Considérant qu'il est nécessaire de s'assurer que les candidatures prioritaires éventuelles ont pu être recensées,

DECIDE

Art. 1^{er} : En application de l'article R 331-6 du code rural, le délai d'instruction est porté de 4 à 6 mois pour la demande d'autorisation d'exploiter présentée par le GAEC DU RAYEUX composé de Madame, SCHMITT Isabelle, Messieurs Georges et Jean Pierre JACQUOT portant sur les terres agricoles exploitées précédemment par l'EARL VALJEAN (CHARMOIS Jean Marie et Valérie) à - VILLACOURT - SAINT REMY AUX BOIS - BORVILLE - FROVILLE - ESSEGNEY - LOROMONTZEY.

Art. 2 : Le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'application de la présente décision dont une ampliation sera adressée au(x) intéressé(s) demandeur(s) et sera publiée au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 17 mars 2008

Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Ces décisions peuvent être contestées dans les deux mois qui suivent leur notification si les personnes concernées par chaque décision estiment qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte leur contestation :

- *Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.*

- *Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5, place de la Carrière – C. O. 38 – 54036 NANCY CEDEX.*

Direction départementale des services vétérinaires
Service santé et protection animales

Extrait de l'arrêté n° 08.DDSV.034 du 10 mars 2008 attribuant un mandat sanitaire provisoire au docteur Evi D'HONDT, vétérinaire à Blâmont

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Le mandat sanitaire prévu à l'article L..221-11 du code rural est attribué pour une durée d'un an à

Mademoiselle Evi D'HONDT,

Docteur Vétérinaire

5, rue du Château

54450 BLAMONT

Art. 2 : Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine.

Art. 3 : Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Art. 4 : En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 10 mars 2008

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des services vétérinaires,
L'inspecteur de la santé publique vétérinaire,
Dr Yves LAMBERT

Extrait de l'arrêté n° 08.DDSV.043 du 27 mars 2008 attribuant un mandat sanitaire provisoire au docteur Bénédicte HARTMAN-MERCENIER, vétérinaire à Dieuze

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Le mandat sanitaire prévu à l'article L..221-11 du code rural est attribué pour une durée d'un an à

Madame Bénédicte HARTMAN-MERCENIER,

Docteur Vétérinaire

8, rue Jean-Pierre Clause

57260 DIEUZE

Art. 2 : Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine.

Art. 3 : Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Art. 4 : En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 27 mars 2008

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des services vétérinaires,
L'inspecteur de la santé publique vétérinaire,
Dr Yves LAMBERT

Extrait de l'arrêté n° 08.DDSV.044 du 27 mars 2008 attribuant un mandat sanitaire provisoire au docteur Natalie MOYEN, vétérinaire à Maidières

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Le mandat sanitaire prévu à l'article L..221-11 du code rural est attribué pour une durée d'un an à

Mademoiselle Natalie MOYEN,

Docteur Vétérinaire

Lieu-dit Griffonchamps

54700 MAIDIÈRES

Art. 2 : Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine.

Art. 3 : Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Art. 4 : En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 27 mars 2008

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des services vétérinaires,
L'inspecteur de la santé publique vétérinaire,
Dr Yves LAMBERT

Direction départementale de l'équipement
Service aménagement, risques et urbanisme

Commune de Dommarie-Eulmont - Extrait de l'arrêté n° 08 DE 003 PU du 29 février 2008 - Approbation de la carte communale en application de l'article R. 124-7 du code de l'urbanisme

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le document respecte les objectifs visés à l'article L. 110 du code de l'urbanisme ;

ARRETE

Art. 1^{er} : La carte communale de Dommarie-Eulmont, qui précise les modalités d'application des Règles Nationales d'Urbanisme, est approuvée.

Art. 2 : Le dossier comprend :

- un rapport de présentation,
- deux plans de zonages au 1/2 000^e,
- deux plans des réseaux.

Art. 3 : La délibération et l'arrêté préfectoral qui approuvent la carte communale sont affichés pendant un mois en mairie. Mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Art. 4 : Le conseil municipal de Dommarie-Eulmont n'a pas demandé à être compétent pour délivrer les permis de construire.

En conséquence, conformément à l'article L. 421-2-1 du code de l'urbanisme, les permis de construire seront délivrés par le maire au nom de l'Etat.

Art. 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental de l'Équipement et le Maire de Dommarie-Eulmont sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Nancy, le 29 février 2008

Pour le préfet et par délégation,

Pour le secrétaire général absent,
Le sous-préfet chargé de la cohésion sociale,
Jérôme NORMAND

Extrait de l'arrêté de cessibilité n° 05 DE 08 SARU/AJ du 12 mars 2008 - Communauté Urbaine du Grand Nancy - Déviation de Malzéville section rue Pasteur-viaduc Louis Marin, sur les communes de Malzéville et Saint Max

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la nécessité d'acquérir les parcelles de terrain destinées à la réalisation de la déviation de MALZEVILLE, section rue Pasteur-viaduc Louis Marin ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Les immeubles désignés sur l'état parcellaire annexé au présent arrêté, nécessaires à la réalisation du projet, sont déclarés immédiatement cessibles à la Communauté Urbaine du Grand Nancy.

Art. 2 : A défaut de cession amiable desdits immeubles, il sera procédé par voie d'expropriation légale.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture. Une copie du présent arrêté sera adressée à la directrice des archives départementales et au directeur départemental de l'Equipelement.

Nancy, le 12 mars 2008
 Pour le préfet et par délégation,
 Le secrétaire général,
 Jean-Michel MOUGARD

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif de NANCY d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit être produit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Extrait de l'arrêté de déclaration d'utilité publique n° 06 DE 08 SARU/AJ du 18 mars 2008 - Commune de Pont-à-Mousson - Création de la ZAC de l'Embise à vocation d'activités et d'habitat

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que toutes les formalités de publicité ont été régulièrement accomplies, ainsi que l'attestent les pièces jointes au dossier ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Sont déclarés d'utilité publique les travaux à exécuter nécessaires à la réalisation de la ZAC de l'Embise à vocation d'activités et d'habitat sur le territoire de la commune de PONT A MOUSSON, conformément aux dispositions du plan annexé au présent arrêté.

Art. 2 : La SAIEM du bassin de PONT A MOUSSON est autorisée à acquérir les immeubles nécessaires au projet, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, dans un délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 3 : Le document exposant les motifs et considérations justifiant le caractère d'utilité publique de l'opération est joint au présent arrêté, conformément aux dispositions de l'article L 11-1-1 du code de l'expropriation.

Article 4 – Monsieur le secrétaire général de la préfecture et Monsieur le maire de PONT A MOUSSON sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de PONT A MOUSSON, au président de la SAIEM du bassin de PONT A MOUSSON, à Monsieur Philippe MUCCHIELLI, commissaire enquêteur, au président du tribunal administratif de NANCY, à la directrice des archives départementales et au directeur départemental de l'Equipelement.

Nancy, le 18 mars 2008
 Pour le préfet et par délégation,
 Le secrétaire général,
 Jean-Michel MOUGARD

Service de l'habitat

Extrait de l'arrêté du 17 mars 2008 portant agrément de l'Association "LE PELICAN" comme gestionnaire de la résidence sociale "77-79 rue des 4 Eglises" à Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que l'Association "LE PELICAN" de la résidence sociale "77-79 rue des 4 Eglises", gestionnaire, reconnue dans ses nombreuses activités sociales depuis nombreuses années, présente les aptitudes pour assurer la gestion de la résidence sociale "77-79 rue des 4 Eglises" sous les angles sociaux, techniques et financiers ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'Association "LE PELICAN" est agréée comme gestionnaire de la résidence sociale "77 – 79 rue des 4 Eglises" sise 77 – 79 rue des 4 Eglises à NANCY (54000).

Art. 2 : Le présent agrément est accordé sans limitation de durée. Il pourra faire l'objet d'un arrêté préfectoral de retrait en cas de manquements graves de l'Association "LE PELICAN" à ses obligations et après qu'elle ait été mise en demeure de présenter ses observations.

Art. 3 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et le Directeur Départemental de l'Equipelement sont chargés de l'application du présent arrêté qui sera notifié au Président de l'Association « LE PELICAN ».

Nancy, le 17 mars 2008
 Pour le préfet et par délégation,
 Le secrétaire général,
 Jean-Michel MOUGARD

Direction départementale de la protection judiciaire de la jeunesse

Extrait de l'avenant du 1^{er} mars 2008 à l'arrêté portant autorisation de création d'une Maison d'Enfants à Caractère Social M.E.C.S. Adolescents, 4 boulevard Maréchal Lyautey à Villers-lès-Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Le président du conseil général

ARRETE

Art. 1^{er} : Dans le cadre de sa capacité autorisée de 72 places, la M.E.C.S. Adolescents est autorisée à prendre en charge 8 jeunes hébergés en lieux d'accueil selon la répartition suivante :

1^{er} site : 4 places
 chez Monsieur Norman WILLIAMS, salarié de la MECS Adolescents
 2 route de Nancy
 54840 GONDREVILLE
 2^{ème} site : 4 places
 chez Monsieur Hugues LAURIA, salarié de la MECS Adolescents
 2 rue de la Paix
 54220 MALZEVILLE

Art. 2 : Cet avenant prend effet à sa date de signature et court jusqu'à la parution de l'arrêté de création du réseau d'accueil de 16 places prévus au schéma départemental conjoint de Protection de l'enfance de Meurthe-et-Moselle 2003-2007.

Art. 3 : Le présent avenant peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse, le directeur général des services du département sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et du département. Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'association gestionnaire.

Nancy, le 1^{er} mars 2008
 Le président du conseil général,
 Michel DINET
 Le préfet,
 Hugues PARANT

Trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle

Trésorerie de Bayon-Blainville – En date du 31 janvier 2008 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame KREMER Sylvie, contrôleur du trésor public

La soussignée Sophie BRETON, gérante intérimaire de la trésorerie de Bayon-Blainville

Déclare :

constituer pour son mandataire spécial et général Mme KREMER Sylvie, Contrôleur du Trésor public

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour elle et en son nom, la Trésorerie de BAYON-BLAINVILLE, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de BAYON-BLAINVILLE, entendant ainsi transmettre à Mme Sylvie KREMER tous les pouvoirs suffisants pour quelle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
 KREMER Sylvie,
 Contrôleur du Trésor

Signature du mandant
 BRETON Sophie,
 Inspecteur

le cas échéant,

donner délégation à Mme Sylvie KREMER Contrôleur pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire
 KREMER Sylvie,
 Contrôleur du Trésor

Signature du délégant
 BRETON Sophie,
 Inspecteur

Blainville-sur-l'Eau, le 31 janvier 2008

Trésorerie de Bayon-Blainville – En date du 31 janvier 2008 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Monsieur DAVAL Xavier, agent d'administration

La soussignée Sophie BRETON, gérante intérimaire de la trésorerie de Bayon-Blainville

Déclare :

constituer pour son mandataire spécial et général DAVAL Xavier, Agent d'administration

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour elle et en son nom, la Trésorerie de BAYON-BLAINVILLE, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce

soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de BAYON-BLAINVILLE entendant ainsi transmettre à M. DAVAL Xavier tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
DAVAL Xavier,
Agent d'administration

Signature du mandant
BRETON Sophie,
Inspecteur

Blainville-sur-l'Eau, le 31 janvier 2008

Trésorerie de Bayon-Blainville – En date du 31 janvier 2008 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame HARROUE Francine, agent d'administration

La soussignée Sophie BRETON, gérante intérimaire de la trésorerie de Bayon-Blainville

Déclare :

constituer pour son mandataire spécial et général HARROUE Francine, Agent d'administration

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour elle et en son nom, la Trésorerie de BAYON-BLAINVILLE, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de BAYON-BLAINVILLE entendant ainsi transmettre à Mme HARROUE Francine tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
HARROUE Francine,
Agent d'administration

Signature du mandant
BRETON Sophie,
Inspecteur

Blainville-sur-l'Eau, le 31 janvier 2008

Trésorerie de Bayon-Blainville – En date du 31 janvier 2008 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame DUVAL Martine, contrôleur du trésor

La soussignée Sophie BRETON, gérante intérimaire de la trésorerie de Bayon-Blainville

Déclare :

constituer pour son mandataire spécial et général Mme DUVAL Martine, Contrôleur du Trésor

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour elle et en son nom, la Trésorerie de BAYON-BLAINVILLE, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de BAYON-BLAINVILLE, entendant ainsi transmettre à Mme Martine DUVAL tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
DUVAL Martine,
Contrôleur du Trésor

Signature du mandant
BRETON Sophie,
Inspecteur

le cas échéant, donner délégation à Mme Martine DUVAL Contrôleur pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire
DUVAL Martine,
Contrôleur du Trésor

Signature du délégant
BRETON Sophie,
Inspecteur

Blainville-sur-l'Eau, le 31 janvier 2008

Trésorerie de Colombey-les-Belles – En date du 11 février 2008 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame BARBIER Valérie, AP 2

La soussignée MATHIEU Christelle, trésorier de Colombey-les-Belles

Déclare :

constituer pour son mandataire spécial et général Madame BARBIER Valérie, AP 2

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de COLOMBEY LES BELLES, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de COLOMBEY LES BELLES, entendant ainsi transmettre à Madame BARBIER Valérie tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
BARBIER Valérie,
AP 2

Signature du mandant
MATHIEU Christelle,
Inspecteur

le cas échéant, donner délégation à Madame BARBIER Valérie pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire
BARBIER Valérie,
AP 2

Signature du délégant
MATHIEU Christelle,
Inspecteur

Colombey-les-Belles, le 11 février 2008

Trésorerie de Colombey-les-Belles – En date du 11 février 2008 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame DATIN Françoise, AP 1

La soussignée MATHIEU Christelle, trésorier de Colombey-les-Belles

Déclare :

constituer pour son mandataire spécial et général Madame DATIN Françoise, AP 1

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de COLOMBEY LES BELLES, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de COLOMBEY LES BELLES, entendant ainsi transmettre à Madame DATIN Françoise tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
DATIN Françoise,
AP 1

Signature du mandant
MATHIEU Christelle,
Inspecteur

le cas échéant,
donner délégation à Madame DATIN Françoise AP1 pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire
DATIN Françoise,
AP 1

Signature du délégué
MATHIEU Christelle,
Inspecteur

Colombey-les-Belles, le 11 février 2008

AUTRES SERVICES

Réseau ferré de France

Extrait de la décision de déclassement du domaine public ferroviaire du 12 mars 2008 de terrains sis à Anderny (54)

Le président du conseil d'administration

DECIDE

Art. 1^{er} : Les terrains sis à ANDERNY (54), tels qu'ils apparaissent dans le tableau ci-dessous et sur le plan joint à la présente décision figurant sous teinte jaune (1), sont déclassés du domaine public ferroviaire :

Lieu-dit	Références cadastrales		Surface (m²)
	Section	Numéro	
Croix Niclausse	ZD	1	4 010
Croix Niclausse	ZD	33	340
Croix Niclausse	ZD	36	2 960
Croix Niclausse	ZD	38	627

Art. 2 : La présente décision sera affichée en mairie d'Anderny et publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Elle est consultable au Bulletin Officiel de Réseau Ferré de France, sur son site Internet (<http://www.rff.fr/>).

Strasbourg, le 12 mars 2008 Pour le président et par délégation,
Philippe LAUMIN,

Directeur régional Alsace Lorraine Champagne Ardenne

(1) Ce plan ainsi que les éventuelles annexes à la présente décision peuvent être consultés sur place à l'Agence NSPM / Strasbourg 17, rue de la Haute Montée - 67000 STRASBOURG.

Extrait de la décision de déclassement du domaine public ferroviaire du 12 mars 2008 d'un terrain sis à Belleville (54)

Le président du conseil d'administration

DECIDE

Art. 1^{er} : Le terrain sis à BELLEVILLE (54) Lieu-dit La Folie sur la parcelle cadastrée AL 32 pour une superficie de 101 m², tel qu'il apparaît sur le plan joint à la présente décision figurant sous teinte jaune (1), est déclassé du domaine public ferroviaire.

Art. 2 : La présente décision sera affichée en mairie de BELLEVILLE et publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Elle est consultable au Bulletin Officiel de Réseau Ferré de France, sur son site Internet (<http://www.rff.fr/>).

Strasbourg, le 12 mars 2008 Pour le président et par délégation,
Philippe LAUMIN,

Directeur régional Alsace Lorraine Champagne Ardenne

(1) Ce plan ainsi que les éventuelles annexes à la présente décision peuvent être consultés sur place à l'Agence NSPM / Strasbourg 17, rue de la Haute Montée - 67000 STRASBOURG.

Extrait de la décision de déclassement du domaine public ferroviaire du 12 mars 2008 d'un terrain sis à Joudreville (54)

Le président du conseil d'administration

DECIDE

Art. 1^{er} : Le terrain sis à JOUDREVILLE (54) Lieu-dit Le Segnon sur la parcelle cadastrée ZB 16 pour une superficie de 8339 m², tel qu'il apparaît sur le plan joint à la présente décision figurant sous teinte jaune (1), est déclassé du domaine public ferroviaire.

Art. 2 : La présente décision sera affichée en mairie de JOUDREVILLE et publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Elle est consultable au Bulletin Officiel de Réseau Ferré de France, sur son site Internet (<http://www.rff.fr/>).

Strasbourg, le 12 mars 2008 Pour le président et par délégation,
Philippe LAUMIN,

Directeur régional Alsace Lorraine Champagne Ardenne

(1) Ce plan ainsi que les éventuelles annexes à la présente décision peuvent être consultés sur place à l'Agence NSPM / Strasbourg 17, rue de la Haute Montée - 67000 STRASBOURG.

Extrait de la décision de déclassement du domaine public ferroviaire du 12 mars 2008 de terrains sis à Onville (54)

Le président du conseil d'administration

DECIDE

Art. 1^{er} : Les terrains sis à ONVILLE (54), tels qu'ils apparaissent dans le tableau ci-dessous et sur le plan joint à la présente décision figurant sous teinte jaune (1), sont déclassés du domaine public ferroviaire :

Lieu-dit	Références cadastrales		Surface (m²)
	Section	Numéro	
Chemin de Pagny	D	210	76

Art. 2 : La présente décision sera affichée en mairie de ONVILLE et publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Elle est consultable au Bulletin Officiel de Réseau Ferré de France, sur son site Internet (<http://www.rff.fr/>).

Strasbourg, le 12 mars 2008 Pour le président et par délégation,
Philippe LAUMIN,

Directeur régional Alsace Lorraine Champagne Ardenne

(1) Ce plan ainsi que les éventuelles annexes à la présente décision peuvent être consultés sur place à l'Agence NSPM / Strasbourg 17, rue de la Haute Montée - 67000 STRASBOURG.

AVIS ET COMMUNICATIONS

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

Direction départementale de l'équipement Service aménagement, risques et urbanisme

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 5512 du 17 mars 2008 autorisant la société A.I.R. à exécuter des travaux sur la commune de Villers-la-Chèvre

Par arrêté préfectoral n° 5512 en date du 17 mars 2008, la société A.I.R., ZA de la Paix, 4 rue de Soissons à 57240 NILVANGE, a été autorisée à exécuter les travaux en vue du raccordement HTA du lotissement « route de Cons-la-Grandville » sur la commune de Villers-la-Chèvre.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 14357 du 21 mars 2008 autorisant la société A.I.R. à exécuter des travaux sur la commune de Hussigny-Godbrange

Par arrêté préfectoral n° 14357 en date du 21 mars 2008, la société A.I.R., ZA de la Paix, 4 rue de Soissons à 57240 NILVANGE, a été autorisée à exécuter les travaux en vue du raccordement HTA du lotissement « les jardins d'Hussigny », sur la commune de Hussigny-Godbrange.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 14374 du 25 mars 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune d'Ormes-et-Ville

Par arrêté préfectoral n° 14374 en date du 25 mars 2008, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du renouvellement HTA en HTAS poste « Ville Ormes et Ville ». Pose dans chemin agricole Ville sur Madon, sur la commune d'Ormes-et-Ville.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 15228 du 17 mars 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Vaxainville

Par arrêté préfectoral n° 15228 en date du 17 mars 2008, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation BTA Monsieur BEYON Didier, « le moulin », sur la commune de Vaxainville.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 53182 du 18 mars 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Manoncourt-en-Woëvre

Par arrêté préfectoral n° 53182 en date du 18 mars 2008, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation BTA Monsieur SEVRIN Sébastien, lieu-dit « le Moulin » sur la commune de Manoncourt-en-Woëvre.

AUTRES SERVICES

Maternité régionale "A. Pinard" de Nancy

Avis de recrutement sans concours dans le corps d'adjoint administratif de 2^{ème} classe du 19 mars 2008

En application du Décret 2007-1184 du 03 août 2007, un recrutement sans concours aura lieu à la Maternité Régionale de NANCY en vue de pourvoir 6 postes d'Adjoint Administratif de 2^{ème} classe à partir du 26 mai 2008.

Les candidats doivent faire parvenir avant le 25 mai 2008, cachet de la poste faisant foi, une lettre de candidature et un curriculum vitæ détaillé incluant les formations suivies et les emplois occupés en précisant la durée à l'adresse suivante :

Maternité Régionale de NANCY
Service des Ressources Humaines
Recrutement adjoints administratifs
10 rue du Docteur Heydenreich
C.S. 74213

54042 NANCY Cedex

Seuls les candidats préalablement retenus par la commission de sélection, seront convoqués à un entretien.

Nancy, le 19 mars 2008

Pour le directeur,
L'attachée d'administration,
Responsable des ressources humaines,
Michèle GUEFVENEU

Maison de retraite de Rosières-aux-Salines**Modalités du concours sur titres pour le recrutement d'une aide-soignante de classe normale****1) CONDITIONS À REMPLIR POUR ÊTRE CANDIDAT :**

Peuvent faire acte de candidature les personnes remplissant les conditions énumérées :

- à l'article 5 de la loi 83-634 du 13 juillet 1983, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- au chapitre 2 du décret 2007-1188 du 3 août 2007, portant statut particulier du corps des aides soignants et des agents des services hospitaliers qualifiés de la Fonction Publique Hospitalière.

2) COMPOSITION DU DOSSIER DU CANDIDAT :

Le dossier devra comporter :

- une copie, certifiée conforme sur l'honneur, du ou des diplômes ;
- une lettre de candidature ;
- un curriculum vitæ (en fournissant des justificatifs jugés utiles par le candidat) ;
- un extrait N° 3 de casier judiciaire récent (moins d'un an) ;
- une copie, certifiée conforme sur l'honneur, de la carte d'identité ;
- une copie, certifiée conforme sur l'honneur, de la situation au regard du service militaire ;
- une copie, certifiée conforme sur l'honneur, du permis de conduire ;
- un certificat médical délivré par un médecin de médecine générale agréé, attestant que le candidat n'est atteint d'aucune affection contraire à sa pratique professionnelle (adresse à obtenir auprès de l'administration de l'établissement) ;

3) DATE LIMITE ET LIEU DE DÉPÔT DES CANDIDATURES :

Les dossiers de candidatures devront parvenir à Monsieur le Directeur de la maison de retraite, rue du Paquis des Toiles – bp9 – 54 110 Rosières aux Salines, dans un délai de deux mois à compter de la date d'affichage, soit le 21 mai 2008 dernier délai (par dépôt, ou le cachet de la poste faisant foi).

4) NOMBRE DE POSTES :

Nombre de postes à pourvoir : 1 (il sera retenu 1 candidature en liste principale et 1 en liste complémentaire).

5) COMPOSITION DU JURY :

- l'autorité qui a ouvert le concours ou son représentant, PRÉSIDENT,
 - . soit Monsieur le Directeur de la maison de retraite,
 - . ou son représentant ;
- le Cadre de Santé de l'établissement,
- le responsable Ressources Humaines de la maison de retraite.

Centre hospitalier de Verdun**Extrait de la décision d'ouverture d'un concours sur titres du 13 mars 2008 pour le recrutement d'un préparateur en pharmacie**

Le directeur du centre hospitalier de Verdun

DECIDE

Art. 1^{er} : Un concours sur titres est ouvert à partir du 1^{er} avril 2008 au Centre Hospitalier de Verdun pour pourvoir UN poste vacant de préparateur en pharmacie hospitalière.

Art. 2 : Peuvent être candidats les personnes titulaires du diplôme de préparateur en pharmacie hospitalière, âgés de 45 ans au plus au 1^{er} janvier 2008, de nationalité française ou ressortissants de la C.E.E. ; cette limite d'âge est reculée conformément aux dispositions législatives ou réglementaires en vigueur.

Art. 3 : Les candidatures devront parvenir dans un délai d'un mois à compter de la date de publication au Recueil des Actes Administratifs au Directeur du Centre Hospitalier de Verdun, accompagnées des pièces suivantes :

- Un justificatif de nationalité,

- Un extrait de casier judiciaire ayant moins de 3 mois de date,
- Les diplômes et certificats en leur possession, et notamment le diplôme de préparateur en pharmacie hospitalière,
- Le cas échéant, un état signalétique et des services militaires,
- Un certificat médical délivré par un médecin agréé (liste sur demande disponible à la Direction des Ressources Humaines),
- Pour les candidats bénéficiaires de dispositions législatives et réglementaires permettant un recul de la limite d'âge, les pièces justificatives,
- Un C.V. établi par le candidat sur papier libre, indiquant le ou les titres détenus, les diverses fonctions occupées et les périodes d'emploi. Il y sera joint, le cas échéant, les attestations des employeurs successifs, tant dans le secteur public que dans le secteur privé.

Art. 4 : Une décision ultérieure fixera la composition du jury, conformément à l'article 5 de l'arrêté du 14 juin 2002 susvisé.

Verdun, le 13 mars 2008

Le directeur,
C. WINGERT

Extrait de la décision d'ouverture d'un concours sur titres du 18 mars 2008 pour le recrutement de deux ouvriers professionnels qualifiés option plomberie

Le directeur du centre hospitalier de Verdun

DECIDE

Art. 1^{er} : Un concours sur titres est ouvert à partir du 1^{er} avril 2008 au Centre Hospitalier de VERDUN pour pourvoir 2 postes vacants d'ouvrier professionnel Qualifié option plomberie.

Art. 2 : Peuvent être candidats les personnes titulaires d'un CAP, d'un BEP ou d'un diplôme équivalent homologué au niveau V de l'option « plomberie », de nationalité française ou ressortissants des Etats membres de la Communauté Economique Européenne, âgés de 45 ans au plus au 1^{er} janvier 2008.

Cette limite d'âge n'est pas opposable aux mères de trois enfants et plus, aux veuves non remariées, aux femmes divorcées et non remariées, aux femmes séparées judiciairement et aux femmes célibataires ayant au moins un enfant à charge, qui se trouve dans l'obligation de travailler.

Art. 3 : Les candidatures doivent parvenir au plus tard 1 mois après la publication du présent avis au recueil des actes administratifs au Directeur du Centre Hospitalier de VERDUN, accompagnées des pièces suivantes :

- une pièce justifiant l'état civil et la nationalité du candidat (photocopie carte d'identité etc...),
- un extrait de casier judiciaire n°3 ayant moins de 3 mois de date,
- copie du diplôme permettant de postuler sur un emploi de plomberie (cf article 2),
- un certificat médical délivré par un médecin généraliste agréé attestant que l'intéressé n'est atteint d'aucune maladie ou infirmité incompatible avec l'exercice de ces fonctions, (liste disponible à la Direction des Ressources Humaines du Centre Hospitalier de VERDUN)
- un curriculum vitae sur papier libre,
- le cas échéant, un état signalétique et des services militaires ou une copie de ce document ou la première page du livret militaire.

Art. 4 : Une décision ultérieure fixera la composition du jury.

Verdun, le 18 mars 2008

Le directeur,
C. WINGERT